

France/Québec

M A G A Z I N E

**Nicolas Sarkozy devant
les députés québécois**

**Majorité libérale
pour Jean Charest**

**Entente signée pour la
mobilité professionnelle**



CAHIER SPÉCIAL 16 PAGES

**Les 3^e Ateliers franco-québécois
de la coopération décentralisée**



Le spécialiste du produit québécois et canadien en France



Sirop d'Érable, Sucre d'Érable, Canneberge, Biscuits, Pancakes, Vins et Alcools, Thés et Tisanes, Rock Québécois...

Boutique en ligne : www.couleurs-quebec.com

6 rue Antoine de St Exupéry ZA Bellevue

35235 Thorigné - Fouillard

Tel : 02 99 62 00 70

Mail : secretariat@couleurs-quebec.com

Fournisseur pour professionnels et particuliers.

Photo : Hiver en Mauricie



Vivre un séjour au Québec en toute tranquillité?

Possible grâce à la Caisse populaire Desjardins de Québec!

Pour vous simplifier la vie...

- Possibilité d'ouvrir un compte à distance* à la Caisse avant votre départ.
- Avant de retirer les fonds, vous devez vous présenter à la Caisse avec une pièce d'identité.

S'ouvrir un compte à distance, rien de plus facile!

- Dépôt de 5 \$ pour la part de qualification.
- Pièce d'identité requise.
- Aucuns frais d'ouverture.

* Vous devez compléter et nous retourner par télécopieur une fiche de renseignements, disponible sur le site Internet de la Caisse ainsi qu'une photocopie de votre passeport.

Faites confiance à des gens d'expérience!

Pour en savoir plus, visitez la section Immigration de notre site Internet :
www.desjardins.com/caissedequebec

Partenaire de

ASSOCIATION
Québec-France

Deux adresses, une seule Caisse :
19, rue des Jardins
550, rue Saint-Jean
Ville de Québec, Canada

Un seul numéro : 418 522-6806
Télécopieur : 418 522-2365



Desjardins
Caisse populaire de Québec



Une première :
le président de la République
française s'exprime
à l'Assemblée nationale
du Québec.

6 ACTUALITES QUÉBÉCOISES

8 POLITIQUE : Stephen Harper sur un fil

10 POLITIQUE : Courte majorité pour Jean Charest

12 FRANCOPHONIE : Le Sommet de Québec

14 VISITE : Nicolas Sarkozy à l'Assemblée nationale du Québec

16 SOCIAL : Entente sur la mobilité professionnelle

19 RÉGIONS : Troisième plan d'action Québec-Alsace

20 ACTUALITÉS DE LA COOPÉRATION

La clôture du 400^e de Québec en France

22 ACTUALITÉS CULTURELLES

24 ACTUALITÉS DE FRANCE-QUEBEC

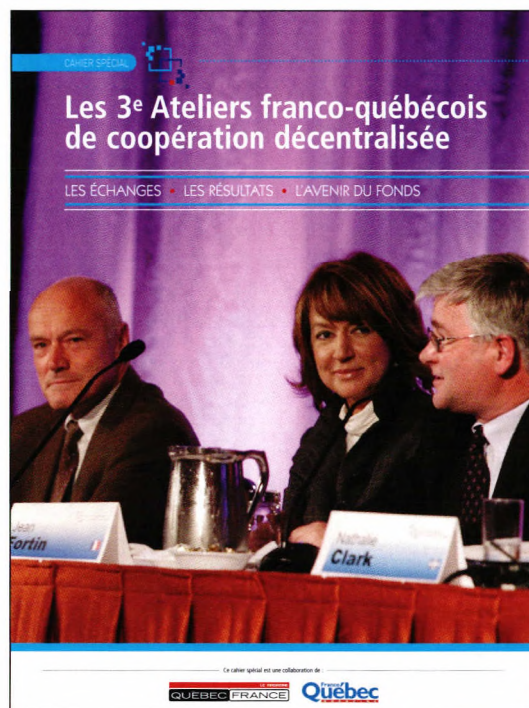
26 NATIONAL : 4^e séminaire sur les lieux de mémoire communs Les régionales sur la trace des pionniers

29 NATIONAL : Prix littéraire et tournées culturelles

30 RÉGIONALES : Présentes sur le terrain

CAHIER SPÉCIAL 16 PAGES

En octobre,
plus de 120 élus territoriaux
de France et du Québec
et autant de responsables administratifs
et associatifs ont participé
aux 3^e Ateliers franco-québécois
de coopération décentralisée.
Ce cahier spécial a été réalisé
conjointement par
France-Québec magazine et
Québec-France magazine.





Faire sa vie au Québec



Québec 

Vous avez entre 18 et 35 ans ?
Vous souhaitez effectuer un séjour au Québec ?
Vous avez pensé vous y installer ?

Informez-vous sur le site officiel du gouvernement

www.immigration.quebec.fr

Évaluez gratuitement vos chances d'être sélectionné !

Fondateurs

Michel Bruguère, Jean-Marie Domenach,
 Bernard Dorin, Martial de La Fourmière,
 François-Xavier de Pérrier,
 Philippe Rossillon, Auguste Viatte.

Comité de parrainage

Raymond Barre, Jacques Bruhnes,
 Jean-Pierre Chevènement,
 Bernard Clavel, Yves Duteil,
 Maurice Duverger, Laurent Fabius,
 Jean-Louis Foulquier, Jacques Habert,
 Lucien Neuwirth, Michel Rocard,
 Margie Sudre, Philippe Séguin,
 Yves Tavernier, Catherine Trautmann,
 Pierre-André Wiltzer.

Présidents d'honneur

Alain Peyrefitte, Christian Philip,
 Maurice Viaud, Louis Thébault,
 Georges Poirier, Jacques Delgutte,
 Jean-Michel Hercourt.

Bureau national

Marie-Agnès Castillon, présidente
 Gabriel Favreau, vice-président (économie)
 Michel Schluck, vice-président (échanges-jeunesse)
 Gérard Olivier, vice-président (enjeux de société)
 Corinne Tartare, vice-présidente (culture)
 Georges Pierre, secrétaire
 Jean-Paul Pizelle, secrétaire adjoint
 Jacques de Reu, trésorier
 Nadine Ledet, trésorière adjointe
 Georges Poirier, directeur des publications
 Frédérique Valée, responsable CJFQ

Siège national

Michel Lefranc, directeur
 Pauline Piart, assistante
 Mélissa Laliberté, Jean-Philippe Tremblay,
 Émilie-Maude Vanier.

Conseil d'administration

Édith André (Auvergne),
 William Biard (Bordeaux-Gironde),
 André Bocquier (Pays Basque),
 Marie-Agnès Castillon (Saint-Malo),
 Alain Chevillard (Franche-Comté),
 Jacques De Reu (Cambrésis),
 Gabriel Favreau (Vendée),
 Anne-Marie Fichet (Eure-et-Loir),
 Janine Giraud-Héraud (Terres de-Provence),
 Daniel Godefroy (Touraine),
 Jean-Michel Hercourt (Alpes-Léman),
 Joseph Le Bec (Cornouaille),
 Nadine Ledet (Côte-d'Opale),
 Joseph Lee (Guadeloupe),
 Michel Mady (Alpes-Léman),
 Jean-Yves Marchal (Alsace),
 Marc Martin (Ain),
 Gérard Olivier (Vaucluse),
 Georges Pierre (Bourgogne),
 Jean-Paul Pizelle (Langres),
 Georges Poirier (Laval),
 Michel Puaud (Pays Nantais),
 Christian Rouvreau (Pays Rochelais),
 Michel Schluck (Lorraine),
 Corinne Tartare (Val d'Oise),
 Frédérique Valée (Grand-Quévilly),
 Catherine Veillard (Maine),
 Philippe Venancie (Périgord).

Sur le même terrain

C'est une première pour le réseau des associations France-Québec et Québec-France : un cahier commun dans leurs revues respectives. Un signe concret du réseau unique, maillé par dessus l'Atlantique. Il est symbolique et significatif aussi que ce premier cahier commun traite des Ateliers de la coopération décentralisée. C'est une nouvelle dimension de la relation franco-québécoise et un terrain sur lequel associations et collectivités territoriales se rejoignent et peuvent œuvrer ensemble.

Dès le début des « retrouvailles » entre la France et le Québec, dans les années 60, des jumelages ont scellé l'amitié entre des villes françaises et des villes québécoises. Certains sont tombés en sommeil, beaucoup d'autres ont surgi, y compris entre petits villages. Ces dernières années, les villes jumelles ont été rejointes par quelques départements et surtout par plusieurs Régions qui, à leur tour, ont noué des liens et engagé des coopérations avec le Québec. L'échange d'expertises et de bonnes pratiques s'accroît, au-delà des différences de compétences ou de structures. De nouveaux centres d'intérêts communs apparaissent, comme le développement durable ou l'innovation sociale sur le terrain. Ainsi, la montée en puissance des collectivités territoriales, avec la décentralisation, s'accompagne d'une nouvelle forme de coopération avec le Québec, la coopération décentralisée. Une dimension moderne et d'avenir, confortée par l'augmentation, par les gouvernements, du Fonds franco-québécois de coopération décentralisée. Indéniablement, les collectivités territoriales ont un rôle international à jouer et, bien sûr, au sein de la relation France-Québec.

Collectivités territoriales et associations régionales du réseau France-Québec et Québec-France jouent sur le même terrain de jeu. Le 400^e anniversaire de la fondation de Québec a montré, s'il le fallait, le rôle des associations pour nourrir des projets, animer la vie locale, dénicher des lieux de mémoire communs. Plusieurs d'entre elles sont engagées dans des jumelages et, surtout, la plupart disposent d'un savoir-faire indéniable dans la relation franco-québécoise. Des milliers de bénévoles, convaincus et passionnés, développent des échanges et des regards croisés. Le réseau organise depuis plus de vingt ans le programme « intermunicipalités » et va proposer, pour la troisième fois dans les régions françaises, le concours des Trophées culinaires France-Québec. La dictée francophone de printemps et la tournée culturelle d'automne offrent aux villes de France des manifestations à saveur québécoise. Et l'essentiel c'est la participation citoyenne apportée à la coopération franco-québécoise.

Il y a donc une synergie évidente entre collectivités territoriales et ONG de la coopération entre la France et le Québec. Il y a là un potentiel fort, mobilisateur, au plus près de la population. Les 3^e Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée ont démontré que le champ d'action est vaste du fait du prolongement international des compétences locales ou régionales. Faisons alliance. Créons des partenariats pour supporter des projets innovants, pour donner plus de puissance aux actions engagées. En s'appuyant sur le tissu des collectivités territoriales et sur le réseau associatif, la coopération franco-québécoise s'affiche vivante et populaire. Surtout elle marche sur deux jambes. Elle avance. ■

Marie-Agnès CASTILLON,
 Présidente nationale





31 décembre 2008 : Salut 400^e !

Pour clore en beauté les fêtes du 400^e anniversaire de la fondation de Québec, un grand rassemblement populaire était prévu le 31 décembre au soir, sur une scène aménagée spécifiquement pour l'occasion dans un lieu significatif : le parc George-V, au pied du Manège militaire.

Quatre cents choristes devaient interpréter des chansons des artistes qui ont marqué les grands moments de l'année 2008. De Paul McCartney à Charles Aznavour, en passant par Gilles Vigneault, Michel Fugain et Céline Dion, plus de trente titres évoqués. Sept écrans géants devaient illustrer les chansons par des images des grands spectacles ou rassemblements qui ont

marqué l'année à Québec.

Le 400^e devait être ponctué aux douze coups de minuit avec un spectacle pyromusical percutant et très aérien de près de quinze minutes. Avec des rampes de lancement réparties sur plus d'un kilomètre sur les plaines d'Abraham, et une rampe supplémentaire située à l'arrière du Palais Montcalm pour amplifier les

tirs du bouquet final.

Une portion de l'avenue Cartier devait être munie de dispositifs chauffants ! La seule rue chauffée à Québec ce soir-là. Un peu partout dans la ville, de l'animation, des spectacles, des marionnettes géantes et des comédiennes costumées et masquées. Sur les terrasses de Grande Allée, ambiance de discothèque : musique, projec-

tion, DJ's et amuseurs publics.

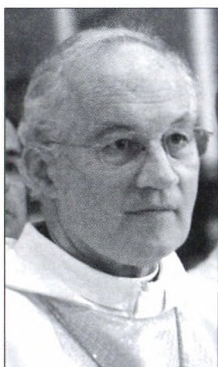
L'événement 400 FOIS INTENSE devait mettre en vedette les meilleurs DJ's de Québec, de Montréal et d'ailleurs dans le monde, pour défoncer l'année dans le Pavillon international et des Sciences d'ExpoCité, avec retransmission en direct des images du décompte du spectacle Salut 400^e ! ■



RELIGIONS

Un coup de crosse du cardinal

Controversé pour ses prises de position, le cardinal Marc Ouellet de Québec a ajouté un coup de crosse en publiant en octobre un texte intitulé « *Où va le Québec ?* » dans la revue de l'Université catholique de Milan, en Italie. Il critique « *le vide spirituel créé par une rupture religieuse et culturelle* » au Québec. « *De là le désarroi des jeunes, la chute vertigineuse des mariages, le très faible taux de natalité et le nombre effrayant d'avortements et de suicides... La crise des valeurs et la recherche de sens sont des problèmes profonds et urgents au Québec, au point d'avoir des répercussions graves sur la santé publique, ce qui entraîne des coûts considérables pour le système de santé.* ». Le cardinal Ouellet se plaint d'être victime de mépris dans son pays. « *Ce vide spirituel et culturel est entretenu par une rhétorique anticatholique truffée de clichés que l'on retrouve trop souvent dans les médias. Cela favorise une vraie culture du mépris et de la honte vis-à-vis de notre héritage religieux, cela détruit l'âme du Québec* ». Il s'en prend également au gouvernement québécois



qui a imposé un nouveau cours obligatoire d'éthique et de culture religieuse. Natif de l'Abitibi, le cardinal Ouellet a surtout été affecté à l'extérieur du Québec et notamment au Vatican avant d'être nommé d'emblée archevêque de Québec et primat du Canada en 2002, sans passer par un autre poste épiscopal canadien. Cet automne, Benoît XVI l'a nommé rapporteur général de la XII^e assemblée du synode des évêques, du 5 au 26 octobre, à Rome. ■

Sapin de Noël ou sapin des Fêtes ?

Un grand conifère scintille devant l'Assemblée nationale du Québec. Deux jours après les élections du 8 décembre, un communiqué gouvernemental précise que le Premier ministre participera à « *la mise en lumière du sapin de Noël* ». Un quart d'heure après, nouvelle version du communiqué pour préciser qu'il s'agit du « *grand sapin des Fêtes* ». Un nouvel accommodement raisonnable ? Chacun y va de son commentaire. Pour stopper une nouvelle polémique identitaire, Jean Charest a déclaré, lors de la cérémonie en présence du maire de Québec : « *Nous sommes devant ce qu'on appelle un sapin de Noël* ». L'histoire ne dit pas si le conseiller du cabinet, « *qui voulait bien faire* », s'est fait enguirlandé...

Noël en français, svp...

Pas toujours évident de se faire service d'emblée en français, notamment à Montréal. Pour les fêtes, l'Office québécois de la langue française a organisé une campagne publicitaire de trois semaines. Les commerçants ont été invités à afficher un logo : « *Ici on commerce en français* ». Les consommateurs sont aussi incités à exiger d'être servis dans leur langue.

Les 25 ans de l'opération Nez Rouge

C'était à l'automne 1984. L'opération Nez Rouge est lancée pour recueillir des fonds qui aideront l'équipe de natation du Rouge et Or de l'Université Laval. Il s'agit pour le président-fondateur Jean-Marie de Koninck de mobiliser des bénévoles pour raccompagner ceux qui ne peuvent prendre le volant à la sortie des bars. « *Nous ne posons pas de question aux gens qui sont raccompagnés* », dit le fondateur pour expliquer le succès de la formule qui a traversé l'Atlantique. En 2007, plus de 60 000 conducteurs ont ainsi été ramenés chez eux. Et cette année, les bénévoles étaient à pied d'œuvre du 5 au 31 décembre.

LIVRES

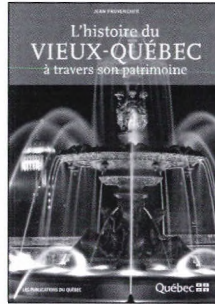
L'histoire du Vieux-Québec à travers son patrimoine

JEAN PROVENCHER

Les Publications du Québec, 2008, 277 pages.

Inscrit en 1985 au patrimoine mondial par l'Unesco, l'arrondissement historique du Vieux-Québec mérite, on le sait, d'y flâner pas à pas pour en découvrir chaque merveille. C'est à une promenade dans le temps que nous invite ce fort bel ouvrage avec une qualité de papier qui rehausse la somptueuse iconographie. Avec minutie et talent, Jean Provencher raconte comment s'est bâti, pierre après pierre, ce joyau en Amérique, des

premières occupations intermittentes voici des milliers d'années aux aménagements d'aujourd'hui. La grande Histoire et les petites gens s'y côtoient ; les troupes américaines et les blanchisseurs chinois ne sont pas oubliés. Le 400^e anniversaire de la fondation de Québec méritait un tel hommage.

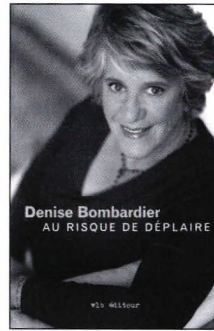
**Au risque de déplaire**

DENISE BOMBARDIER

Vlb éditeur, 2008, 329 pages.

Après Propos d'une moraliste en 2003 puis Sans complaisance en 2005, la journaliste et romancière récidive avec un troisième recueil de chroniques publiées dans le quotidien Le Devoir de 2005 à 2008. D'une plume toujours précise et limpide, elle aime susciter le débat en grattant là où cela fait mal. Elles préfèrent les convictions au consensus. On n'est pas obligé d'acquiescer à tout ce qu'elle proclame. Mais les irritants qu'elle soulève méritent discussion. Surtout elle brosse à travers ses chroniques un portrait parfois fier et par-

fois sévère de la société québécoise (et parfois du monde) à travers ses élus, ses élites, ses élans, ses ellipses. Elle met son grain de sel sur les accommodements raisonnables, la langue électorale, la désolante routine, les relations franco-québécoises et bien d'autres thèmes. De quoi mieux comprendre les ressorts du Québec.



SCIENCES

La découverte astronomique de trois Québécois

Il y a un nouveau système planétaire semblable à notre système solaire. Trois astronomes québécois l'ont découvert grâce à une nouvelle technique de détection : un prototype de camera infrarouge développé par Christian Marois de l'Institut Herzberg d'astrophysique. A ses côtés, deux autres chercheurs, René Doyon professeur au département de physique de l'Université de Montréal et David Lafrenière de l'Université de Toronto. En collaboration avec des scientifiques américains et anglais, ils ont obtenu la toute première photographie de trois planètes extrasolaires tournant autour d'une étoile. ■

LE QUÉBEC DISTINCT...

Aide sociale : c'est un exemple

Le Conseil national du bien-être social estime que le reste du Canada devrait suivre l'exemple du Québec en matière d'aide sociale. Selon une étude de l'organisme publiée en décembre, le revenu d'aide pour un parent isolé avec un enfant d'âge préscolaire couvre pratiquement 100% des besoins, presque à égalité avec Terre-Neuve. En revanche, le taux n'est que de 77% en Ontario et de 65% en Alberta. Pour les couples avec deux enfants, les prestations correspondent à 83% de leurs besoins de base au Québec contre 62% en Alberta. Le CNBS félicite aussi le Québec et Terre-Neuve d'avoir des stratégies globales de réduction et de prévention de la pauvreté.

Mises en chantier : plutôt stable qu'ailleurs

Selon la société canadienne d'hypothèques et de logements, les mises en chantier pour l'ensemble du Canada ont diminué de 7,6% en 2008 du fait du ralentissement économique. En revanche, au Québec, elles demeurent stables et ont même légèrement augmenté.

GENS DU PAYS

Louise ARBOUR, qui fut Haut commissaire des Nations-Unies, s'est vue décerner le prix des droits de l'homme.

Max GROS-LOUIS, 77 ans, figure légendaire de la nation huronne de Wendake près de Québec, a été défait lors des élections fin octobre par Konrad Sioui, 55 ans, ancien chef régional de l'Assemblée des Premières nations. Max Gros-Louis avait élu Grand Chef de 1964 à 1984 puis de 1994 à 1996 et depuis 2004.

Yves MICHAUD, ancien Délégué du Québec à Paris, proche de René Levesque, s'était beaucoup investi ces dernières années dans le MEDAC (Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires), n'hésitant pas à pourfendre les banquiers dans les assemblées générales. Il passe le relais à la tête du MEDAC à Claude Béland, ancien président du Mouvement Desjardins, qui aura une stratégie plus feutrée.

Charles TAYLOR, le philosophe montréalais qui a co-présidé la commission sur les accommodements raisonnables, a reçu le prix Kyoto, équivalent japonais du prix Nobel de la paix, pour avoir développé un modèle social permettant à des populations de cultures et de religions différentes de cohabiter pacifiquement. ■

Les « justiciers masqués » redoutés

Ils sont Québécois, s'appellent Marc-Antoine Audette et Sébastien Trudel. Sous le nom des « justiciers masqués », ce sont des spécialistes des canulars téléphoniques sur les ondes de CKOI à Montréal. A leur tableau de chasse, la reine Elizabeth II, Jacques Chirac (FQM n°137), Nicolas Sarkozy et dernièrement Sarah Palin qui, le 1^{er} novembre, à quelques jours de l'élection américaine, a reçu un coup de téléphone d'un faux Nicolas Sarkozy. Depuis on se méfie du téléphone en Amérique. Début décembre une représentante républicaine de Floride a raccroché au nez du vrai Barack Obama par deux fois, pensant être victime d'un canular. ■

Stephen Harper sur

Fin janvier, le Premier ministre conservateur canadien, réélu sans majorité le 14 octobre, saura s'il reste au pouvoir. L'opposition, coalisée, se dit prête à le renverser.

À deux jours du Sommet de la Francophonie à Québec, le Premier ministre canadien avait déclenché des élections anticipées. Un scrutin pour rien qui n'a d'ailleurs mobilisé que 58% des électeurs. Comme en janvier 2006 (*FQM* n° 137), Stephen Harper se retrouve à la tête d'un gouvernement minoritaire. Il a certes fait quelques gains en Ontario et dans les Provinces maritimes, au détriment des libéraux, mais pas assez pour obtenir une majorité.



Sa grande déception est en fait le Québec. Appuyé par les troupes adéquistes de Mario Dumont, le PCC espérait accroître ses gains de 2006. Il a en fait perdu un siège dans la région de Québec et n'en a toujours pas dans l'agglomération montréalaise. Au cœur de la crise financière, les Québécois n'ont guère trouvé les conservateurs sécurisants. Ils ont repayé leur prime d'assurance au Bloc québécois pour défendre leurs intérêts à Ottawa, remonté le score des libéraux à un niveau plus habituel sans leur

donner un siège de plus, confié quelques espoirs à gauche au NPD.

Les artistes québécois se rebiffent

Pourtant les conservateurs, aidés d'ailleurs par d'anciens bloquistes, ont remis en cause la légitimité du Bloc québécois à Ottawa. On a même vu un sénateur conservateur, Michael Fortier, promener une pancarte devant le siège du BQ pour dire que ce parti a coûté 350 millions de dollars aux contribuables sans bénéfice de retour. Réplique de Gilles Duceppe, le chef du BQ : « *Tant qu'à payer, aussi bien choisir un député du Bloc qui se tient debout plutôt que de payer quelqu'un qui va se mettre à genoux au pouvoir* ».

Les conservateurs ont mésestimé l'impact des coupures de subventions aux artistes. La culture est une donnée importante de l'identité québécoise. C'est devenu un enjeu électoral. Une



Stephen Harper.

vidéo humoristique, avec notamment Stéphane Rousseau et Michel Rivard, a vite titillé les internautes. Le gouvernement de Jean Charest est monté au créneau, à tel point que Mario Dumont a accusé le Premier ministre québécois d'avoir « sauvé » le Bloc.

Dans le nouveau gouvernement Harper, le seul Québécois à obtenir un poste majeur est Lawrence Cannon propulsé aux Affaires étrangères. L'élu de Québec Josée Verner quitte le Patrimoine (et donc la culture) pour les Affaires intergouvernementales. Le Saguenéen Jean-Pierre Blackburn passe du Travail au Revenu. Christian Paradis, ministre des Travaux publics, se retrouve lieutenant politique de Stephen Harper au Québec.

Le discours de Trône mi-novembre a jeté un froid de l'autre côté de l'Outaouais. « *Le Québec est marginalisé, estiment le PLQ, le PQ et l'ADQ* », titre *La Presse*. L'idée de l'Albertain Harper d'augmenter le nombre de députés des provinces de l'Ouest et de réformer le Sénat ne passe pas. Mais l'actualité accélère. La crise économique va déboucher sur une crise politique à Ottawa.

Une coalition sans précédent

Fin novembre, Stephen Harper reporte un vote de confiance sur le plan d'austérité du ministre des Finances Jim Flaherty. Parmi les mesures annoncées, la suppression du droit de grève dans la fonction publique jusqu'en 2011 et des subventions aux partis politiques (1,95 dollar par vote obtenu), de quoi coaliser les oppositions. Deux jours plus tard, le gouvernement conservateur renonce à ces deux mesures. Mais PLC, NPD et BQ sont déterminés à faire chuter Stephen Harper.

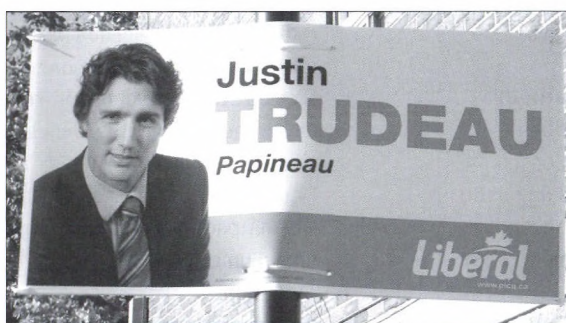
Le 1^{er} décembre, les trois partis d'opposition signent un accord sans précédent pour renverser le gouvernement

Justin Trudeau entre en scène

Trudeau junior vient de se faire élire député libéral de Papineau à Montréal, en battant la députée du Bloc québécois Vivian Barbot, ancienne présidente de la

Fédération des femmes du Québec. Né le 25 décembre 1971, Justin Trudeau est le fils de l'ancien Premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau. Il s'est fait remarquer

durant la campagne électorale en diffusant une vidéo de bienvenue bilingue où il passait constamment du français à l'anglais. En 2007, il avait critiqué la dualité de l'enseignement anglophone-francophone au Nouveau Brunswick. ■



Les résultats du 14 octobre

| | | |
|----------------------------------|-----------|---------------|
| PC : Parti Conservateur | 143 (+19) | 37,6 % (+1,4) |
| PLC : Parti Libéral du Canada | 76 (-27) | 26,2 % (-3,9) |
| BQ : Bloc Québécois | 50 (-1) | 10 % (-0,5) |
| NPD : Nouveau Parti Démocratique | 37 (+8) | 18,2 % (+0,7) |
| Parti Vert | 0 | 6,8 % (+2,3) |

au Québec

| | | |
|----------------------------------|---------|---------------|
| BQ : Bloc Québécois | 50 (-1) | 38,1 % (-4) |
| PLC : Parti Libéral du Canada | 13 (=) | 23,7 % (+3) |
| PC : Parti Conservateur | 10 (-1) | 21,7 % (-2,9) |
| NPD : Nouveau Parti Démocratique | 1 | 12,2 % (+6,7) |
| Indépendant | 1 | 0,9 % (=) |

et le remplacer par une coalition. Le Canada n'en a pas connu depuis 1917. Aux termes de l'accord, Stéphane Dion, chef du parti libéral, prendrait la tête du gouvernement avec des ministres libéraux et NPD. Le Bloc s'engage à le soutenir jusqu'au 30 juin 2010. Stephen Harper reproche à Stéphane Dion de s'allier « avec des gens qui veulent briser le pays ». La presse de l'Ouest canadien se déchaîne. *The Globe and Mail* estime que Stéphane Dion, séchement battu aux élections, « n'a pas gagné le droit de gouverner » et que Stephen Harper, empêtré dans ses « machinations », doit passer la main au PCC.

« Le Canada ne fonctionne pas », affirme le chef du Parti québécois, Pauline Marois, en pleine campagne électorale (page 10). Mais Stephen Harper obtient un sursis : il a convaincu la gouverneure générale de suspendre temporairement le Parlement. L'opposition ne pourra donc pas le renverser avant la présentation du budget le 27 janvier.

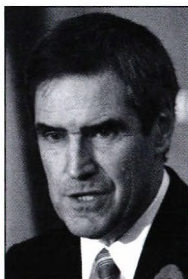
Ignatieff remplace Dion

Les conservateurs entrent en campagne contre la menace du « séparatisme » québécois, au risque de se couper un peu plus de l'électorat québécois. Et de jeter de l'huile sur le scrutin québécois qui approche. *Le Soleil* de Québec publie d'ailleurs un florilège de « ce que le Canada

anglais pense du Bloc québécois... ». La coalition PLC-NPD-BQ affirme qu'elle tiendra bon jusqu'à fin janvier. Mais cela tangué chez les libéraux. Stéphane Dion, affaibli, « ne passe pas ». Ce Montréalais de 53 ans est, de plus, mal-aimé au Québec pour sa loi sur la clarté anti-référendaire. Le 8 décembre, il anticipe son départ de la tête du PLC, prévu pour mai. La course à la chefferie est vite réglée. L'élus torontois Michael Ignatieff, 61 ans, prend la relève. Cet intellectuel de renom, descendant d'immigrants de la Russie tsariste, a enseigné à Oxford et Harvard. Il entend courtiser le Québec et y faire que les libéraux redeviennent « l'option fédéraliste ».



Stéphane Dion.



Mickael Ignatieff

Suite de ce feuilleton inédit le 27 janvier. Des sondages, mi-décembre, placent les conservateurs nettement en tête en cas de nouveau scrutin. La dégradation économique qui touche désormais le Canada, seul pays du G8 qui n'affichait plus de déficits, peut changer la donne. ■

Georges POIRIER

C'est l'idée de dénigrement anti-québécois, de québéco-phobie. Venant essentiellement du ROC (Rest of Canada) et particulièrement de la presse anglophone, on parle de « Québec bashing ». Ainsi, le 4 décembre, le Premier ministre québécois a confié au *Devoir* sa préoccupation face au « sentiment de Québec bashing qu'on retrouve dans le reste du Canada ». Ce n'est pas totalement nouveau. Il y a toujours eu un courant taxant de racistes les « pure laine » ou de totalitaires les lois linguistiques québécoises sur le français. Dans les années 90, les anciens Premiers ministres Jacques Parizeau et Lucien Bouchard ont fait l'objet d'attaques odieuses.

Furieux de constater qu'aucun gouvernement québécois n'a ratifié sa constitution canadienne de 1982, Pierre Elliott Trudeau a renforcé le « Québec bashing » en déclarant en 1998 : « Les Québécois possèdent d'immenses richesses mais, génération après génération, ils n'ont pas su exploiter pleinement ces dons à cause de l'aspect rétrograde de leur personnalité culturelle collective ».

A cette incompréhension, les Québécois répondent par les urnes. Créé en 1993, le Bloc québécois a remporté depuis, et à six reprises, la majorité des sièges de députés fédéraux au Québec. Comme une forme d'assurance-vie. Les conservateurs de Stephen Harper qui pensaient avoir amadoué les Québécois sont plus qu'amers. La presse anglophone est déchaînée. En particulier le *National Post* de Toronto qui brocarde « le blocage mental » des Québécois obnubilés par leur « dogme collectiviste ». D'autres les traitent de « profiteurs ». Dans l'Ouest canadien, « le sentiment général c'est de dire soit vous partez soit vous restez et vous participez », résume pour *La Presse* un politologue de l'Université Simon Fraser de Vancouver.

Ce discours est relayé au Québec par la presse fédéraliste. Sous le titre « Le Québec affaibli », André Pratte, éditorialiste de *La Presse*, a commenté le nouveau gouvernement Harper ainsi : « Dans ce cabinet, nulle trace de French power. Ainsi en ont décidé les Québécois, qui ont choisi d'abdiquer l'influence des décideurs pour celle des critiqueux ».

Reste que la crise d'Ottawa a peut-être favorisé le redressement du Parti québécois. « Le mouvement souverainiste reprend de la vigueur uniquement lorsqu'il y a comme un coup bas ou que les Québécois ont l'impression d'être bafoués par le reste du Canada », explique Jean-Herman Guay, professeur de science politique à l'Université de Sherbrooke. ■

Courte majorité libérale

Sept voix de majorité à l'Assemblée nationale du Québec pour les libéraux, après le scrutin du 8 décembre. Mais Jean Charest obtient un troisième mandat consécutif, ce qui est exceptionnel. Les souverainistes redeviennent l'opposition officielle au détriment de l'ADQ en fort recul.

Le record des votes par anticipation (7,32% des inscrits) a caché la forêt des abstentionnistes. Pas sûr que la vague de froid soit la seule cause du pire taux de participation : seulement 57,33% de votants. Nombre de sondages montraient que les Québécois ne souhaitent pas d'élections anticipées. Mi octobre, ils avaient voté pour les élections fédérales, début novembre ils s'étaient passionnés pour l'élection américaine. Là, ils étaient las des urnes. Mais, vingt mois après sa réélection à la tête d'un gouvernement minoritaire (FQM n°140), Jean Charest voulait des coudées plus franches. De plus, il n'avait guère apprécié, cet automne, l'élection à la présidence de l'Assemblée du péquiste François Gendron par une coalition PQ-ADQ, à la place du libéral Michel Bissonnet reparti en politique municipale. La crise politique à Ottawa, la crise financière internationale ont éclipsé le débat électoral québécois. Pas facile dans ces conditions de « faire sortir le vote ».

Le PLQ se renforce, Jean Charest s'impose

Largement favori des sondages, le Parti libéral du Québec a eu du mal à mobiliser ses électeurs (plus de 50% d'abstentions) dans ses comtés acquis d'avance dans l'ouest de Montréal. En revanche, il reprend pied dans plusieurs régions dont celle de Québec. Le PLQ redevient majoritaire avec 66 députés sur 125, contre 48 en 2007 mais sans atteindre les 76 élus de 2003. Avec 42,06% au lieu de 33,08%, il rassemble 1 362 914 électeurs, loin des 1,7 million de 2003. Cette courte majorité sonne presque comme un avertissement. Même s'il n'a jamais d'élections faciles, Jean Charest, longtemps impopulaire, réussit à obtenir un troisième mandat consécutif, du jamais vu depuis 50 ans. Il a fait campagne sur l'économie, en y accolant un « oui ». Et lui, le « sauveur du Canada » en 1995, est devenu habilement le défenseur des intérêts du Québec face à Ottawa. S'il a

perdu deux ministres de poids, Benoît Pelletier et Jean-Marc Fournier, qui ne se sont pas représentés, Jean Charest a opté pour la continuité en reconduisant une grande partie du gouvernement et en l'étoffant. Parmi les nouveaux visages du PLQ l'ex-recteur de l'Université Laval Michel Pigeon, la présidente de la Fondation du Grand Montréal Kathleen Weil et le maire de Percé Georges Mamelonet.

Le PQ se redresse, Pauline Marois s'affirme

Relégué à la troisième place en 2007, pour la première fois depuis 1970, le Parti québécois (souverainiste) jouait son avenir. Revigoré par le bon résultat du Bloc québécois au scrutin fédéral d'octobre puis par le psychodrame d'Ottawa, crédibilisé par la prestation jugée la meilleure de Pauline Marois lors du débat des chefs, le PQ revient avec 51 députés contre 36 en 2007. Il remonte de 28,32% à 35,15%. « Une défaite aux allures de victoire pour Marois », titre *La Presse* tandis que le directeur du Devoir évoque « une victoire morale du PQ ». Avec 1 139 020 voix, il reste néanmoins loin des 1,7 million drainés dans les années 90. Il reste grignoté sur les marges par quelques groupuscules indépendantistes impatients, un peu moins désormais par l'ADQ mais un peu plus sur sa gauche par Québec solidaire. Pauline Marois a donc quatre ans pour muscler son programme. Elle dispose d'une équipe renforcée avec le retour de Louise Beaudoin élue dans Rosemont, l'arrivée de François Rebello, Monique Richard ou l'ancien chef Vert Scott McKay, et l'élection de quatre députés de moins de 30 ans.

L'ADQ s'effondre, Mario Dumont s'en va

A 38 ans, bien que réélu dans son fief de Rivière-du-Loup, le chef-fondateur de l'Action démocratique du Québec, créée en 1994, jette l'éponge. Ancien libéral mais autonomiste, il avait rejoint



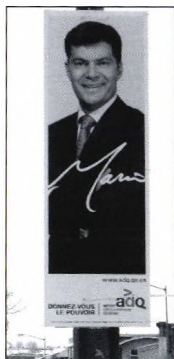
Photos Etienne Morrissette

le camp du « oui » au référendum de 1995. Son parti, ancré à droite, a végété avant une percée-surprise aux élections de 2007 : 41 députés au lieu de 4, 30,80% des voix au lieu de 18,18%. Des sondages l'ont un temps propulsé mais l'inexpérience de ses troupes, sa proximité avec les conservateurs de Stephen Harper, son populisme sur l'immigration ont inversé la tendance favorable. Trop à droite pour le Québec ? L'élan de 2007 s'est brisé. Le 8 décembre, l'ADQ est retombée à 16,35% avec 529 961 voix (presque 700 000 de perdues !) et n'a sauvé que sept sièges. Les libéraux ont écarté plusieurs adéquistes dans la région de Québec. Le PQ a récupéré les sièges de l'ADQ dans le Centre-du-Québec, Lanaudière, Laurentides, la Mauricie. Comme Mario Dumont incarnait l'ADQ, c'est une révision importante qui s'annonce pour ce parti. Premiers noms qui circulent comme éventuel chef : Eric Caire réélu député de La Peltrie ou Gérard Delteil nouvellement élu dans Chauveau.

Québec solidaire obtient un député à Montréal

Amir Khadir, 47 ans, un médecin d'origine iranienne, est devenu le premier élu de cette formation de gauche et indépendantiste, fondée en 2006 et codirigée par Françoise David et Amir Khadir. Il a battu le péquiste Daniel Turp dans Mercier, comté mi-populaire mi-bobo au cœur du plateau Mont-Royal. Actif de longue date dans le quartier, il a bénéficié de l'appui de nombreuses personnalités pour donner un siège à cette formation qui réclame la proportionnelle. Québec Solidaire a totalisé 123 239 voix soit 3,80% contre 3,65% en 2007. De son côté, le Parti Vert a reculé de 3,89% à 2,19%. ■

Georges POIRIER



Le nouveau gouvernement Charest

Voici la liste des 26 ministres, 13 femmes et 13 hommes, nommés le 17 décembre par le Premier ministre réélu Jean Charest (liste diffusée par ordre alphabétique) :

Pierre Arcand, ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie

Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, responsable de la région de Montréal

Line Beauchamp, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, leader parlementaire adjointe du gouvernement

Claude Béchar, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, responsable de la région du Bas-Saint-Laurent

Marguerite Blais, ministre responsable des Aînés

Yves Bolduc, ministre de la Santé et des Services sociaux

Julie Boulet, ministre des Transports, responsable de la région de la Mauricie

Pierre Corbeil, ministre responsable des Affaires autochtones, responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région du Nord-du-Québec

Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, responsable de la région de Laval

Jacques P. Dupuis, leader parlementaire du gouvernement, ministre de la Sécurité publique, responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques

Robert Dutil, ministre du Revenu

Monique Gagnon-Tremblay, présidente du Conseil du trésor, responsable de l'Administration gouvernementale, responsable de la région de l'Estrie

Sam Hamad, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, responsable de la région de la Capitale-Nationale

Yolande James, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles

Monique Jérôme-Forget, ministre des Finances, ministre responsable des Infrastructures

Laurent Lessard, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, responsable de la région de Chaudière-Appalaches et de la région du Centre-du-Québec

Norm MacMillan, ministre délégué aux Transports, responsable de la région de l'Outaouais

Nicole Ménard, ministre du Tourisme, responsable de la région de la Montérégie

Nathalie Normandeau, vice-Première ministre, ministre des Affaires municipales et des Régions et de l'Occupation du territoire, responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Serge Simard, ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune, responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la région de la Côte-Nord

Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Lise Thériault, ministre déléguée aux Services sociaux

Toni Tomassi, ministre de la Famille

Dominique Vien, ministre des Services gouvernementaux

Kathleen Weil, ministre de la Justice

David Whissell, ministre du Travail, responsable de la région des Laurentides et de la région de Lanaudière

Nominations politiques

Pierre Moreau, whip du gouvernement

Lawrence Bergman, président du caucus des députés

Pierre Arcand à la tête des Relations internationales

Pour sa première entrée dans un gouvernement québécois, Pierre Arcand est propulsé aux Relations internationales et à la Francophonie. Lors de la cérémonie d'assermentation, le Premier ministre lui a confié la tâche d'accroître le rayonnement international du Québec, ainsi que celle de superviser le réseau des représentations du Québec à l'étranger. Jean Charest a également insisté sur le rôle que sera appelé à jouer Pierre Arcand dans le déploiement du nouvel espace économique du Québec, en particulier dans la mise en œuvre de l'entente France-Québec sur la reconnaissance mutuelle des qualifications

professionnelles et dans le lancement des négociations d'un accord transatlantique entre le Canada et l'Union européenne.

Pierre Arcand est un ancien patron de presse qui, après 30 ans dans le secteur des communications, a fait le saut en politique en 2007 et s'est fait élire député libéral dans Mont-Royal. Il a débuté sa carrière comme annonceur et journaliste à Montréal. En 1978, il est nommé directeur des nouvelles à CKAC et au réseau Télémedia. En 1984, le voici promu vice-président et directeur général de CKAC, puis en 1985, vice-président sénior à Télémedia,

poste qu'il conserve jusqu'en 1988 où il devient copropriétaire de CFCF et de CFQR. En 1992, son groupe a fait l'acquisition des stations CKVL et CKOI. Puis, CIEL et CIME-FM se sont jointes en 1998. En 2002, Pierre Arcand est nommé président de Corus Québec Radio, propriétaire de quatorze stations à travers le Québec.

En 1987, il s'était vu attribuer le titre de Nouveau Performant par la Chambre de commerce de Montréal. Il a été membre du conseil d'administration de Tel-Aide de 1983 à 1986, et de la Fondation pour enfants diabétiques de 1997 à 2006. A l'Assemblée nationale, il fut



d'abord adjoint parlementaire au ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation puis adjoint parlementaire à la ministre des Finances et présidente du Conseil du trésor. Il était aussi vice-président de la Commission de l'éducation. ■

Le sommet de Québec

Le XII^e Sommet de la Francophonie s'est tenu mi-octobre à Québec. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté la Déclaration de Québec ainsi que quatre résolutions sur la langue française, les droits de l'enfant, les pays francophones affectés par le phénomène des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, la promotion du tourisme dans les pays francophones du Sud.

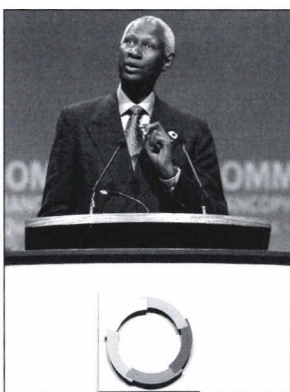
Avec le changement de statut de l'Arménie (passant de membre observateur à membre associé) et de l'admission de la Thaïlande et de la Lettonie en qualité d'observateurs, l'Organisation internationale de la Francophonie rassemble désormais 70 Etats et gouvernements.

Le XIII^e Sommet se tiendra en 2010 à Madagascar.



Les chefs d'Etat et de gouvernement en séance plénière.

Photos OIF et Georges Poirier



Abdou Diouf.



Jean Charest.



Nicolas Sarkozy.

Québec, berceau de la Francophonie en Amérique du Nord, a donc accueilli pour la deuxième fois (la première était en 1987) ce Sommet. Le Canada et le Québec étaient les co-hôtes de cette rencontre qui se voulait « d'un type nouveau ». Elle le fut à plusieurs égards. D'abord pour les délégations officielles qui ont débattu sur le fond lors de séances thématiques et de tables rondes sur quatre enjeux à l'ordre du jour : démocratie et état de droit, gouvernance économique, environnement et langue française. Nouveau également par « l'américanisation » de la sécurité – parfois unilingue anglophone - avec plus de 20 000 personnes badgées, et un verrouillage entre l'étage du centre de presse et celui des travaux du Sommet. Nouveau enfin par le passage éclair du président français. « 26 heures chrono », a titré en une *Le Soleil* de Québec. « Sarkozy préfère Bush à la Francophonie », a déploré *Le Devoir* de Montréal. « C'est la première fois, dans l'histoire des douze sommets de la Francophonie, qu'un chef d'Etat fran-



Le président algérien Abdelaziz Bouteflika accueilli par la ministre québécoise Monique Gagnon-Tremblay.



Le lancement du portail Internet du Réseau francophone des bibliothèques nationales numériques (www.rfbnn.org), appelé à devenir « la Grande Bibliothèque francophone », par Lise Bissonnette, présidente-directrice générale de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, et Clément Duhaime, Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie.



Le Français Bernard Cerquiglini, Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie, et Clément Duhaime, Administrateur de l'OIF.



La photo de famille des chefs d'Etat et de gouvernement présents à Québec.

çais n'assiste pas aux travaux jusqu'à leur clôture et la presse québécoise s'en est offusquée », a écrit le quotidien français *Le Monde*.

Avant de passer le relais au Premier ministre François Fillon, le président français a déclaré, à la tribune, que « la Francophonie ce n'est pas seulement l'attachement à une culture ; nous devons vivre la Francophonie comme un engagement politique, nous ne voulons pas d'un monde uniforme... Réclamons au monde la diversité ». Nicolas Sarkozy estime que la Francophonie « doit porter la nécessité du changement du monde ». Il souhaite qu'elle adresse « au monde entier un message fort, celui d'une francophonie qui n'est pas arrogante mais qui n'a pas l'intention de s'excuser de porter le français comme la langue de l'avenir ».

De son côté, le Premier ministre du Québec Jean Charest a souligné que ce Sommet a été « le premier forum Nord-Sud à se réunir dans la foulée de la crise ». Ceci dit, « il n'y a pas de Francophonie du

Nord ou de Francophonie du Sud, mais bien une seule Francophonie qui est unie autour du projet d'agir ensemble, de façon solidaire et en français ». ■

Georges POIRIER

Le texte de la Déclaration de Québec sur www.francequebec.fr



Le Premier ministre québécois Jean Charest et son homologue canadien Stephen Harper, co-hôtes du Sommet de Québec, aux côtés du président malgache Marc Ravalomanana qui organisera le Sommet de 2010.

La Maison de la Francophonie ouvrira en 2010 à Paris



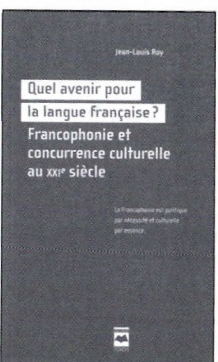
En présence de Nicolas Sarkozy et François Fillon, le secrétaire général de la Francophonie Abdou Diouf et le secrétaire d'Etat français à la Coopération et à la Francophonie Alain Joyandet ont signé, le 18 octobre, la convention sur la future Maison de la Francophonie à Paris.

La France met à disposition un immeuble de 8656 m², aménagé et équipé, au 19-21 avenue Bosquet à Paris (voir *FQM* n°145), cela pour une durée de 50 ans renouvelable. L'OIF participe au financement de l'opération à hauteur du produit de la cession de ses immeubles actuels. Car la future Maison de la Francophonie regroupera sur un site unique tous les services dispersés de l'OIF et des différents opérateurs de la Francophonie. Elle devrait ouvrir au printemps 2010.

Quel avenir pour la langue française ? Francophonie et concurrence culturelle au XXI^e siècle

JEAN-LOUIS ROY

Ed. Hurtubise HMH, 2008, 269 pages.

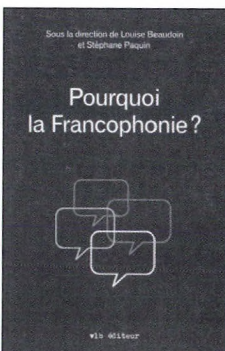


La Francophonie est politique par nécessité et culturelle par essence. A partir de cette conviction l'ancien Délégué du Québec à Paris et ancien secrétaire général de l'Agence de la Francophonie plaide pour une francophonie « d'influences et d'actions ». Il brosse un brillant panorama du nouvel espace culturel mondial avec l'actuelle « prépondérance anglo-saxonne » mais aussi de « nouvelles concurrences ». Dans ce contexte, la Francophonie est « le principal espoir de notre langue, peut-être le seul ».

Pourquoi la Francophonie ?

Sous la direction de LOUISE BEAUDOIN ET STÉPHANE PAQUIN

VLB éditeur, 2008, 237 pages.



C'est un livre de débats. Une quinzaine d'auteurs dont Alain Juppé, Christian Philip, Catherine Tasca, apportent leurs contributions pour un « nouveau souffle » en Francophonie. Louise Beaudoin analyse la place et le rôle du Québec « à la rencontre de son destin francophone » et souhaite une « nouvelle mondialisation portée par la Francophonie ». Jean-François Payette et Gérard Boulet se livrent à une intéressante « comparaison culturelle » Québec-France et de nos différences dans nos rapports à l'Autre, aux institutions et aux autorités.

La déclaration d'amour de Nicolas Sarkozy



En une journée, le président français aura co-présidé le sommet Canada-Union européenne, prononcé un grand discours à l'Assemblée nationale du Québec, inauguré le nouveau Centre de la francophonie des Amériques et participé à l'ouverture du Sommet de la Francophonie.

L'intervention dans le « salon bleu » de l'Assemblée où siègent les députés québécois était une première. En 1987, François Mitterrand s'était exprimé dans le « salon rouge » des activités officielles. Il avait « prononcé le mot Québec avec amour, avec respect et avec espoir » (FQM n°66). Nicolas Sarkozy a voulu répondre à la question « Est-ce qu'il sera capable d'aimer le Québec ? ». Extraits

« De cette tribune où s'exprime pour la première fois un chef de l'Etat de mon pays, je veux d'abord adresser à tous les Québécois le salut fraternel du peuple français. Je dis fraternel parce que l'histoire a fait de nous, Français et Québécois, des frères. Parce que vous tenez, vous Québécois, une place privilégiée dans le cœur des Français. Parce que quatre siècles d'une histoire souvent tumultueuse n'ont fait que renforcer ce lien unique qui existe entre nous. Parce que c'est dans cette profonde affection réciproque qu'au fond chacun est le plus fidèle à lui-même. »

« Les Canadiens sont nos amis et les Québécois notre famille »

« Nous devons nous souvenir », répète plusieurs fois Nicolas Sarkozy en évoquant Champlain, les pionniers, le débarquement de Dieppe... « Vous avez gardé la même audace que démontraient vos ancêtres... Vous incarnez, par vos entreprises, vos technologies, vos universités, vos laboratoires, vos artistes, une modernité humanisée, respectueuse de vos racines comme de l'environnement. Et cette modernité, vous l'incarnez et la conjuguez en français. »

Le président français salue le « succès éclatant » du 400^e et dit : « je vous demande, amis québécois de voir derrière l'enthousiasme exprimé par mes compatriotes, l'expression d'un amour profond du Québec et d'un sentiment d'admiration... Ce que la France sait au fond d'elle-même, c'est qu'au sein du grand peuple canadien, il y a la nation québécoise avec laquelle elle entretient une relation d'affection comme il en existe entre les membres d'une même famille. Si j'avais à résumer mon sentiment le plus profond qui est celui de beaucoup de Français, je dirais que les Canadiens sont nos amis et les Québécois notre famille. »

« Les liens humains force de la relation »

« Et les peuples français et québécois sont comme deux frères, séparés un temps par le destin, mais réunis aujourd'hui par un dessein commun : celui de développer leur identité propre et leur vision originale du monde, en français, dans un monde où la vraie richesse est la diversité. » Nicolas Sarkozy applaudit le Québec qui « conjugue défense farouche de son identité, de sa langue et de sa culture mais refus du repliement sur soi ».

« Notre relation n'a rien à voir avec la nostalgie... Être fidèle aux anniversaires et aux commémorations, c'est regarder l'avenir, pas simplement le passé. Ce que nous avons à faire ensemble, c'est l'avenir. Nous devons, au-delà des contacts officiels, impliquer les entreprises, les universités, les collectivités locales, nous devons entraîner d'autres partenaires. Loin de toute ingérence faite par l'autre, c'est une relation mature, entre partenaires égaux qui ont décidé de faire un chemin ensemble... Nous n'avons pas à exclure qui que ce soit... Vous ne nous demandez pas de choisir Québec ou Union européenne et notre relation est cohérente avec l'amitié qui lie la France et le Canada. »

« C'est parce que cette relation est frater-

nelle, familiale, légitime et sans ambiguïté entre Français et Québécois que son approfondissement s'impose. » Nicolas Sarkozy veut voir « renforcer » les coopérations économique, technologique, environnementale, culturelle. Il rappelle que les « liens humains font la force de la relation entre la France et le Québec... Jamais les Français vivant au Québec n'ont été aussi nombreux. » Il se félicite de l'entente sur la mobilité professionnelle. Nicolas Sarkozy appelle aussi les Québécois à « construire une communauté transatlantique moderne, animée par un axe francophone. Nous travaillons à rapprocher les ensembles dont nous faisons partie ». Il veut également « refonder le capitalisme ».

Estimant que « la France a besoin du Québec » et inversement, il plaide pour « une alliance tournée vers l'avenir, pas vers le passé » et conclue :

« J'aime... »

« J'aime cette terre immense où toutes les aventures humaines paraissent possibles, où tant d'humanité s'exprime au milieu de tant d'énergie.

J'aime votre art de vivre avec simplicité, votre franchise qui se traduit dans votre presse. J'ai lu est-ce qu'il sera capable d'aimer le Québec ? J'aime votre hospitalité, j'aime votre gentillesse, j'aime votre amour de la vie, vous qui n'avez survécu en tant que peuple, qu'en comptant sur votre courage et sur votre intelligence.

J'aime cette terre où les artistes parlent en français de beauté et de la chose la plus importante au monde, de l'amour. J'aime cette terre qui fait aimer le français à tous les peuples du monde.

Français et Québécois, nous regardons dans la même direction et je vous propose un défi : de préparer les 400 prochaines années du fait français en Amérique.»

« Vive l'amitié entre le Canada et la France ! Vive la fraternité franco-québécoise ! »

Le texte intégral du discours sur www.francequebec.fr

Ce qu'il a dit en conférence de presse

Le 17 octobre en début d'après-midi, Nicolas Sarkozy et Stephen Harper tiennent une conférence de presse conjointe en compagnie du président de la Commission européenne José Manuel Barroso. Il est surtout question de « convergence sur la crise financière et les façons de s'en sortir », et de l'Afghanistan. Un journaliste québécois pose une double question : « Monsieur Sarkozy, votre visite éclair à Québec, est-ce qu'elle présage une relation France-Québec moins privilégiée ? Peut-on y voir l'influence de votre ami Paul Desmarais ? Monsieur Harper, est-ce que vous êtes satisfait de ce nouveau positionnement du Président à l'endroit des relations France-Canada-Québec ? »

« Dans votre visite éclair, il y a une visite », répond Nicolas Sarkozy en rappelant « la petite crise à gérer ». Et d'expliquer que certains lui conseillaient de rester en Europe mais « on a besoin du Canada ». Il ajoute : « J'ai toujours été un ami du Canada parce qu'il a toujours été un allié de la France, qu'il est membre du G8 et s'il y a quelqu'un qui vient me

dire que le monde aujourd'hui a besoin d'une division supplémentaire, c'est que l'on n'a pas la même lecture du monde... Je ne vois pas au nom de quoi une preuve d'amour pour le Québec, fraternelle, familiale, devrait se nourrir d'une preuve de défiance à l'endroit du Canada... Et peut-être l'idée que je me fais de la France, c'est un pays qui rassemble et non pas qui divise... Vous avez cité un nom, oui j'ai des amis ici et je viens le plus souvent que je peux... C'est avec un message d'ouverture que je viens dans un pays grand comme un continent qui, par son fédéralisme, a décliné aussi un message de respect de la diversité et de l'ouverture ».

Stephen Harper apprécie : « C'est une reconnaissance claire de notre relation... Dans le monde auquel nous devons faire face, c'est difficile d'imaginer pourquoi on veut avoir des tensions entre la France et le Canada... La France et le Québec sont plus que des amis, ils sont de la même famille et le reste du Canada apprécie et respecte cette relation spéciale ». ■

Il a suffi d'une phrase...

Après la polémique sur « le Québec, un pays ? », en juillet lors de la visite du Premier ministre François Fillon, France-Québec magazine avait prédit que « la visite du président français, cet automne, sera scrutée à la loupe par tous et partout, à chaque mot et à chaque heure ». D'autant que d'aucuns s'interrogeaient sur l'attitude française (FQM n°144). A la veille de son arrivée, Nicolas Sarkozy a d'ailleurs reçu une lettre de l'ancienne ministre péquiste Louise Beaudoin et de l'ancien conseiller Jean-François Lisée souhaitant qu'aucun mot ne vienne « affaiblir » la position du Québec.

Le matin de l'arrivée du président français, les journaux du groupe Desmarais et le National Post de Toronto publient des « entretiens » de Nicolas Sarkozy. Mais la presse québécoise et des pays francophones s'interroge surtout sur la brièveté de la visite (voir page 12). « Du chipotage », réplique Alain Joyandet, le secrétaire d'État à la Francophonie.

La polémique « à la québécoise » va naître avec la conférence de presse ponctuant le Sommet Canada-Union européenne (lire ci-dessus). Il a suffi d'une phrase récusant « une division supplémentaire » pour éclipser le discours prononcé peu après à l'Assemblée nationale. Car cet hommage

au Québec et aux Québécois satisfait des souverainistes comme Louise Beaudoin, Gilles Duceppe ou Pauline Marois. « De la musique à mes oreilles », dit le chef du Parti québécois qui précise : « Notre projet n'est pas divisif mais inclusif ».

« Sarkozy choisit l'unité canadienne », titre *Le Devoir* le lendemain. « Un plaidoyer pour un Canada uni », affiche *La Presse*. Les journaux fédéralistes et anglophones ne cachent pas leur satisfaction. Alain Joyandet cherche à atténuer en parlant de « mauvaise foi » dans les commentaires. Mais arrive une réaction tonitruante de l'ancien Premier ministre Jacques Parizeau qui s'insurge contre « l'intrusion » du président français et « l'énormité » de ses propos. Sur les ondes, la toile ou dans les lettres de lecteurs aux journaux, la polémique est vive et les réactions parfois virulentes.

François Fillon demande « d'arrêter de couper les cheveux en quatre ». Mais un autre ancien Premier ministre Bernard Landry adresse une lettre ouverte à Nicolas Sarkozy lui demandant de s'expliquer sur cette « ingérence » dans le débat national. Enfin, Jean-François Lisée publie le 24 octobre dans *Le Monde* une tribune intitulée « Quand Sarkozy enterre de Gaulle ».

G.P.

Le sommet Canada-Union européenne :

Un partenariat économique en vue



OFI

P réalablement prévu à Montréal, le sommet Canada-Union européenne s'est tenu le 17 octobre à midi à la Citadelle de Québec afin de compresser la visite du président français. La rencontre Barroso-Harper-Sarkozy a donné l'impulsion politique pour définir rapidement un nouveau partenariat en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. La situation financière mondiale fut bien sûr à l'ordre du jour ainsi que les grands enjeux actuels sur la paix, la sécurité et la lutte contre le changement climatique.

La Déclaration officielle du Sommet stipule que, dans leurs domaines de compétence, les provinces et territoires du Canada seront parties prenantes aux négociations. Le Premier ministre du Québec, Jean Charest, est « pleinement satisfait des résultats de ce sommet qui couronne les efforts du Québec pour un rapprochement avec l'Europe et ouvre sur un partenariat stratégique et porteur d'avenir. Depuis plus de 40 ans, le Québec maintient des liens étroits avec plusieurs pays et régions d'Europe. C'est dans ce même esprit d'ouverture sur le monde que depuis deux ans, je fais la promotion, tant au Québec qu'à l'étranger, d'un partenariat économique avec l'Union européenne sachant qu'un tel rapprochement sera profitable pour le Québec. Il ouvrira les portes aux entreprises québécoises du plus important marché au monde. » ■



L'inauguration du Centre de la Francophonie des Amériques, avec un bref bain de foule.



Georges Poirier

Mobilité professionnelle

Le 17 octobre, le président Nicolas Sarkozy et le Premier ministre Jean Charest ont signé une entente sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. Une vingtaine d'organismes professionnels ont emboîté le pas le jour même. C'est historique et regardé de près par l'Union européenne et le Canada.



Il aura fallu une bonne année d'après discussions et l'intermédiaire de négociateurs. C'était un « irritant » de la relation franco-québécoise, subi surtout par les Français voulant s'installer au Québec. Car si le chômage perdure en France, la pénurie de main d'œuvre menace au Québec. Les campagnes dans l'hexagone en faveur de l'immigration vers le Québec n'empêchent pas, une fois l'Atlantique franchi, les oukases corporatifs, les blocages mentaux et les incohérences étatiques (FQM n° 142 page 27).

La volonté et la persévérance politiques des deux gouvernements ont fini par lever certains verrous. Comme l'aff-

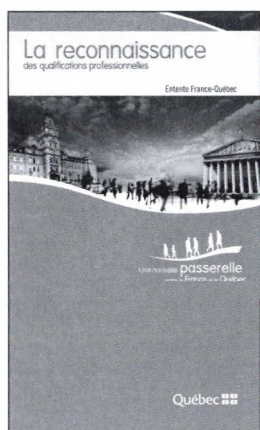
irme un dépliant du ministère québécois des Relations internationales, c'est bien « une nouvelle passerelle » entre la France et le Québec qui est lancée par cette entente sur la reconnaissance des qualifications professionnelles.

« Cette Entente permettra au Québec et à la France, dans un contexte de concurrence mondiale élevée, d'accroître la capacité de nos entreprises à recruter plus facilement et plus rapidement les travailleurs qualifiés dont elles ont besoin. Dans un contexte de mondialisation, nous avons le devoir de développer de nouvelles façons de faire tout en respectant les principes fondamentaux que sont la protection du public, la qualité des services, la transparence et la réciprocité. C'est le choix que le président Sarkozy et moi

avons fait. D'ailleurs, je me réjouis de constater que nos organismes de réglementation ont emboîté le pas et fait ce virage avec nous » a déclaré le Premier ministre Charest.

Une vingtaine de métiers et de professions se sont en effet engagés à conclure un « arrangement de reconnaissance mutuelle » dans les prochains mois. D'autres devraient suivre puisque plus d'une centaine de métiers et professions sont concernés par l'entente.

Concrètement, « nous comptons réduire de 50 % à 80 % les délais requis jusqu'à ce jour pour l'obtention des permis d'exercer. Il s'agit d'une avancée concrète et sans précédent », estime Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales du Québec. ■



L'ensemble des signataires.



Photos Étienne Morrissette

des verrous sautent

L'entente en bref

Qui est concerné par cet Entente ?

Toute personne qui exerce une profession ou un métier réglementé en France ou au Québec.

Quelles sont les conditions pour pouvoir bénéficier de l'Entente ?

Les candidats doivent avoir obtenu leur diplôme d'un établissement reconnu en France ou au Québec et détenir un permis d'exercice valide émis par la France ou le Québec.

Comment peut-on se prévaloir des dispositions de l'Entente ?

Il faut présenter son dossier de candidature en vue de la reconnaissance de ses qualifications soit à l'ordre professionnelle, soit au ministère ou à l'organisme responsable de la qualification pour la profession ou le métier visé.

Quand l'Entente entrera-t-elle en vigueur ?

Cela dépend de la profession ou du métier visé. Les organismes chargés de la qualification pour chacune des professions et chacun des métiers visés doivent d'abord conclure avec leur vis-à-vis français un Arrangement de Reconnaissance Mutuelle (ARM) qui décrit les conditions à remplir pour obtenir la reconnaissance de ses qualifications professionnelles. On appelle ces organismes les Autorités compétentes.

Quelles sera le délai de traitement d'une demande ?

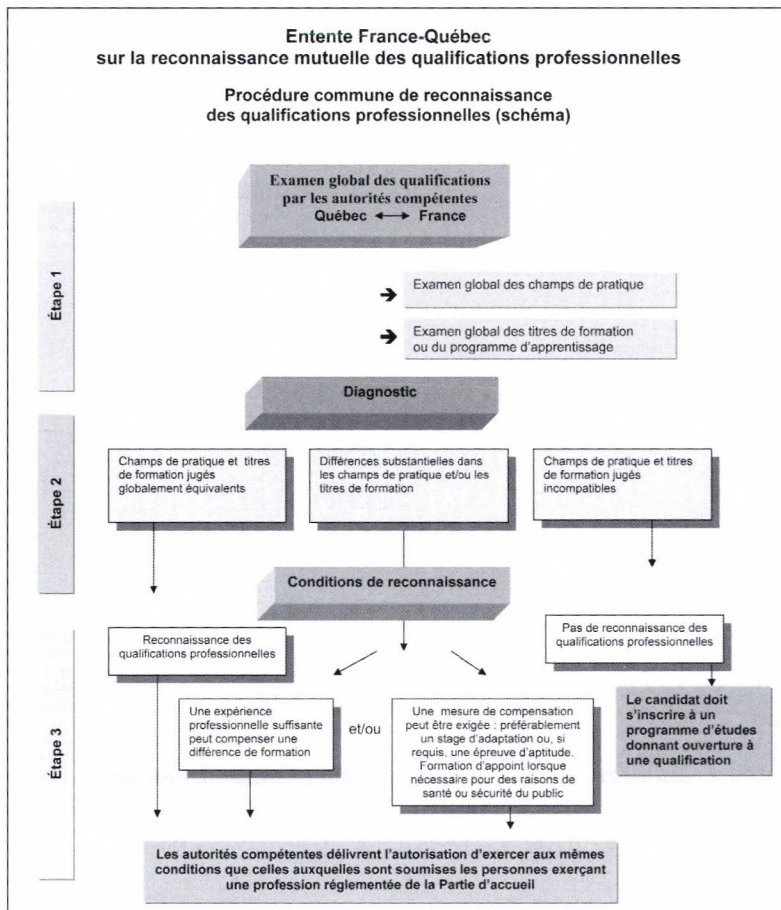
Les organismes chargés de la qualification devront accuser réception de toute demande dans un délai d'un mois et devront aviser le candidat sans tarder si des pièces manquent à son dossier. Une fois le dossier complet, les organismes responsables disposeront de trois mois pour répondre au candidat. Dans certaines circonstances, ce délai pourra être prolongé d'un mois au maximum.

Quelles changements concrets l'Entente apportera-t-elle par rapport à la situation actuelle ?

L'Entente permettra aux candidats d'occuper un emploi plus rapidement. Elle réduira considérablement les conditions requises pour la reconnaissance des qualifications, puisqu'il sera possible de bénéficier d'une reconnaissance immédiate lorsque le champ de pratique et le diplôme seront jugés globalement équivalents. S'il y a des différences substantielles, soit dans la formation, soit dans le champ de pratique, les mesures de compensation exigées seront limitées à un stage accompagné au besoin d'une épreuve d'aptitude. Une formation d'appoint pourra être requise lorsque la santé et la sécurité du public l'exigent. Il est noter que l'expérience professionnelle pourrait aussi combler la différence dans la formation. De plus, les candidats connaîtront au départ les conditions et les délais requis pour obtenir la reconnaissance de leur qualifications, puisque les conditions propres à chaque métier et à chaque profession seront consignés dans les ARM conclus entre les organismes responsables de la qualification en France et au Québec.

Combien de profession et de métiers l'Entente vise-t-elle ?

Une centaine de métiers et de professions en France et au Québec. ■



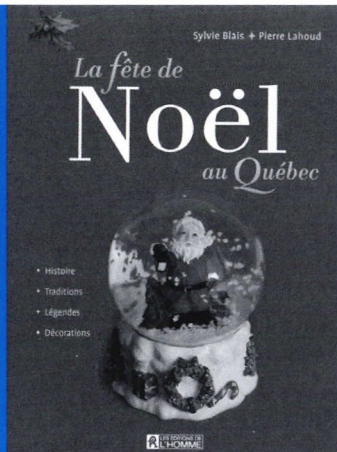
Liste des métiers et professions qui se sont engagés à conclure un arrangement en vue de la reconnaissance mutuelle des qualifications (ARM) à brève échéance

| Professions | | |
|----------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Au Québec | En France | Échéancier |
| Architecte | Architecte | 30 avril 2009 |
| Arpenteur-géomètre | Géomètre-expert | 31 déc. 2009 |
| Avocat | Avocat | 31 déc. 2009 |
| Comptable agréé | Expert-comptable | 30 avril 2009 |
| Comptable général licencié | Expert-comptable | 30 avril 2009 |
| Dentistes | Chirurgien-dentiste | 31 déc. 2009 |
| Ingénieur | Ingénieur | ARM signé le 17 octobre 2008 |
| Médecin | Médecin | 30 juin 2009 |
| Médecin vétérinaire | Vétérinaire | 31 déc. 2009 |
| Pharmacien | Pharmacien | 31 déc. 2009 |
| Sage-femme | Sage-femme | 31 déc. 2009 |
| Travailleur social | Assistant de service social | 31 mars 2009 |

| Métiers | | |
|------------------------------------|--|---------------|
| Au Québec | En France | Échéancier |
| Peintre | Peintre | 30 avril 2009 |
| Briqueur-maçon | Maçon | 30 avril 2009 |
| Charpentier-menuisier | Technicien constructeur bois | 30 avril 2009 |
| Serrurier de bâtiment | Technicien en métallerie | 30 avril 2009 |
| Carreleur | Carreleur mosaïste | 30 avril 2009 |
| Opérateur d'équipements lourds | Conducteur d'engins de chantier | 30 avril 2009 |
| Mécanicien de machines fixes | Technicien de maintenance des systèmes énergétiques et climatiques | 31 mars 2009 |
| Mécanicien de remontées mécaniques | Mécanicien de transports par câbles et de remontées mécaniques | 31 mars 2009 |
| Opérateur de pelles mécaniques | Conducteur d'engins de chantier | 30 avril 2009 |
| Couvreur | Étancheur du bâtiment | 30 avril 2009 |
| Poseur de revêtements souples | Solier-moquetteste | 30 avril 2009 |

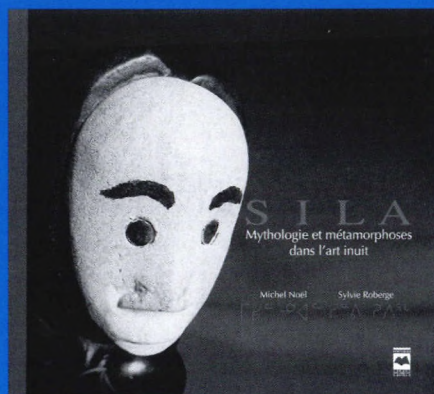
du Librairie Québec

Une belle sélection pour Noël



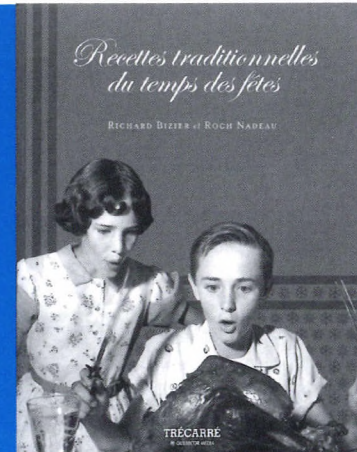
La fête de Noël au Québec, Sylvie Blais et Pierre Lahoud, éditions de l'Homme, 2007, 506 p., relié et illustré, 54,00 € éditi

La fête de Noël au Québec propose une superbe rétrospective des Noëls québécois, de la Nouvelle-France à nos jours. Pour la première fois, la fête est racontée dans ses aspects sacrés et profanes: la messe de minuit et l'Enfant Jésus en cire côtoient le Père Noël et les recettes des réveillons d'antan.



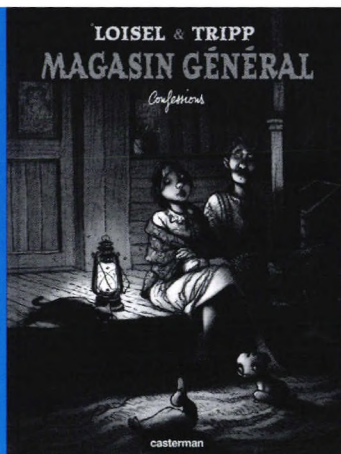
Sila. Mythologie et métamorphoses dans l'art inuit, Michel Noël et Sylvie Roberge, éditions Hurtubise HMH, 2008, 160 p., relié et illustré, 40,00 €

Sila signifie, en inuit, ce qu'il y a de plus profond en l'humain: sa raison, son intelligence et surtout, ses croyances. Ce livre met en parallèle les légendes, les mythes et les contes traditionnels inuits avec l'art de ce peuple. Ce sont ces histoires qui sont la source d'inspiration des œuvres de ce peuple arctique.



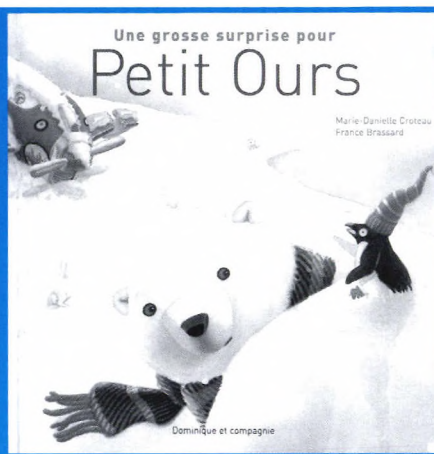
Recettes traditionnelles du temps des fêtes, Richard Bizier et Roch Nadeau, éditions Trécarré, 2008, broché, 174 p., 15,95 €

Ce livre, fruit de trouvailles dans les carnets de cuisine familiale de Richard Bizier et des grandes cuisinières qu'il a côtoyées, regroupe des recettes de mets anciens dont plusieurs appartiennent au patrimoine culinaire du temps des Fêtes. Le fin gourmet conservera les secrets des plats de nos aïeules !



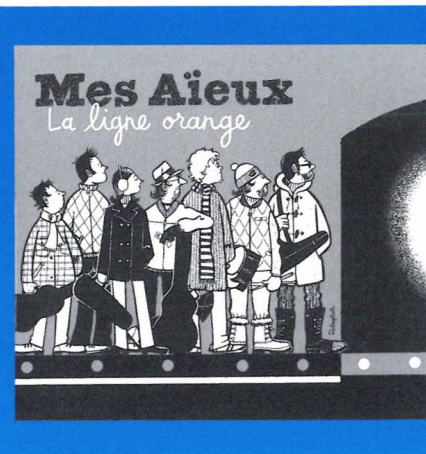
Magasin général T04. Confessions, Loisel & Tripp, éditions Casterman, 2008, relié, 72 p., 14,00 €

Le printemps est revenu à Notre Dame des Lacs et tout le village se retrouve réuni à l'occasion d'un baptême. Ce 4^e tome des aventures de Serge et Marie nous réserve encore bien des surprises.



Une grosse surprise pour Petit Ours, Marie-Danielle Croteau et France Brassard, éditions Dominique et cie, 2008, relié, 48 p., 15,50 €

Petit Pingouin a vu un énorme oiseau blanc avec des ailes toutes rouges tournoyer dans le ciel et se poser sur la banquise... En voulant s'en approcher, il a trébuché et est tombé à l'eau. Petit Ours croira-t-il cette histoire rocambolesque ?



La ligne orange, Mes Aïeux, Musique Victoire, 2008, CD, 23,00 €

Ce cinquième album du groupe Mes Aïeux, *La ligne orange*, vient tout juste d'être certifié disque d'or, avec plus de 45 000 exemplaires vendus en sept semaines. Une consécration pour ce groupe endiablé qui sait nous faire swinguer sur scène comme personne.

Retrouvez tous ces livres à la Librairie du Québec, 30 rue Gay Lussac, Paris 5^e

Tél : 01 43 54 49 02 ou www.librairieduquebec.fr

Bus 21, 27, 38, 84, 89, 85, 95 - M^o Cluny la Sorbonne - RER B Luxembourg

CAHIER SPÉCIAL



Les 3^e Ateliers franco-qubécois de coopération décentralisée

LES ÉCHANGES • LES RÉSULTATS • L'AVENIR DU FONDS



Ce cahier spécial est une collaboration de :

LE MAGAZINE
QUÉBEC FRANCE

France
Québec
MAGAZINE

Sommaire

| | |
|--|-------|
| Séance plénière d'ouverture | 4-5 |
| Atelier 1 : Collectivités territoriales et développement durable | 6 |
| Atelier 2 : Culture et identité | 7 |
| Atelier 3 : Innovation et développement social | 8 |
| Atelier 4 : Nouvelles voies de la coopération franco-québécoise | 9-11 |
| Plan d'action 2008-2010 | 12-13 |
| Le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée | 14 |
| Le réseau associatif et la coopération décentralisée | 15 |
| Déclaration de la francophonie | 16 |

Cahier spécial : Les 3^e Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée

France-Québec Magazine

Directeur de la publication : Georges Poirier

Québec-France Magazine

Directrice de la publication et

rédactrice en chef : Réjeanne Lamothe

Rédacteur en chef adjoint : Etienne Morissette

Adjointe administrative : Diane Vaillancourt

Comité de rédaction

Fabrice Lallemand, Réjeanne Lamothe, Etienne Morissette, Georges Poirier, Arnaud Viel

Collaborateurs de l'Association France-Québec

Marie-Agnès Castillon, Jacques De Reu, Corinne Tartare

Collaborateurs de l'Association Québec-France

Margot Bolduc, Claude Perreault

Infographie : Extrême Concept

Photos : Etienne Morissette, Georges Poirier, ministère des Affaires municipales et des Régions du Québec, ministère des Relations internationales du Québec

Association France-Québec

24, rue Modigliani, 75015, Paris

Tél. : 01 45 54 35 37 • Téléc. : 01 45 57 69 44

fq_accueil@francequebec.fr

<http://www.francequebec.fr>

Association Québec-France

9, place Royale, Québec (QC), G1K 4G2

Tél. : 418 643-1616 • Téléc. : 418 643-3053

revue@quebecfrance.qc.ca

<http://www.quebecfrance.qc.ca>

La coopération décentralisée, vous dites?

Les relations de partenariat entre des collectivités locales et régionales de deux pays sont au cœur de la coopération décentralisée. Les relations ici ne sont plus strictement entre les États, puisqu'elles ouvrent la voie à une autre forme de coopération plus locale ou territoriale, à des attentes en matières d'échange de bonnes pratiques ou de croisement d'intérêts. Elles établissent des ponts directement entre élus, administrations territoriales, partenaires très divers et entre populations.

D'abord engagée dans cette voie par les jumelages entre villes, aujourd'hui la coopération décentralisée affiche une plus grande maturité. Le réseau Québec-France/France-Québec a contribué à la naissance et à la vie des jumelages entre villes, aujourd'hui il peut aider les différents acteurs dans leurs initiatives de coopération.

Les premiers Ateliers

C'est Jean-Pierre Raffarin, alors premier ministre de France, qui est à l'origine des premiers Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée. Il répondait ainsi au désir du Québec de voir les régions françaises se concerter dans leur démarche de coopération avec le Québec.

Les premiers Ateliers se sont tenus dans la ville de Québec en octobre 2001 sous le nom : « La France et sa coopération décentralisée avec le Québec ». L'organisation était assurée par l'Association des régions de France en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères de France et le ministère des Relations internationales du Québec.

Deux cents personnes ont participé à ces premiers Ateliers. Des représentants de huit régions françaises se sont déplacés au Québec pour prendre part aux discussions. Les thèmes abordés étaient la mobilité des jeunes, la culture, l'économie, l'image et le multimédia.

Les Ateliers étaient coprésidés par Guy Hascoët, à ce moment secrétaire d'État français à l'Économie solidaire, ainsi que Diane Lemieux, alors ministre de la Culture et des Communication du Québec.



Les 2^e Ateliers

En décembre 2003, c'est à Bordeaux, en Aquitaine, que se tenaient les 2^e Ateliers de la coopération décentralisée. Près de 200 participants étaient présents. En plus des responsables de la coopération institutionnelle, on retrouvait cette fois des acteurs locaux liés à certains secteurs concernés. Des représentants de différentes régions du Québec et certains maires étaient présents.

Quatre thèmes avaient été retenus pour ces Ateliers : mobilité et jeunesse, développement local et régional, culture et développement économique.

Alain Rousset, président de la région Aquitaine, ainsi que Michelle Courchesne, à ce moment ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration du Québec, ont coprésidé les Ateliers.

Photo de couverture : La ministre des Affaires municipales et des Régions du Québec, Nathalie Normandeau, entourée des deux présidents du comité de pilotage des 3^e Ateliers, Alain Rousset et Jean Fortin.



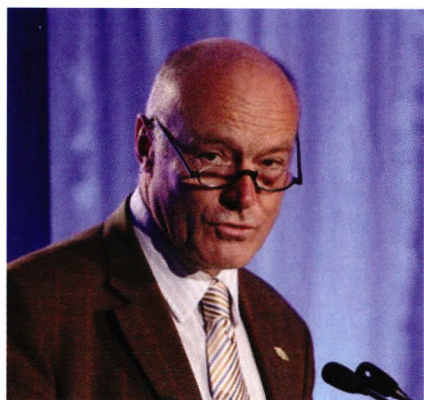
Les 3^e Ateliers

Les 3^e Ateliers franco-québécois de coopération décentralisée sont-ils terminés? En fait il revient aux acteurs d'en décider puisqu'un comité de suivi devrait permettre de les poursuivre à travers divers projets de coopération et un Fonds de coopération décentralisée mieux armé pour soutenir cette coopération maintenant bien engagée. Le défi est d'en faire un outil de plus pour le développement local et régional et d'assurer des retombées concrètes auprès des populations.

Pour cette troisième rencontre, un nombre record d'élus ont pris part aux débats. En octobre dernier, 250 personnes, dont près de 120 élus des deux pays, étaient réunies à Québec pour participer aux différents ateliers. Dès le départ, une bonne nouvelle les attendait. La présidente d'honneur des 3^e Ateliers, la ministre québécoise des Affaires municipales et des Régions **Nathalie Normandeau**, a débuté cette rencontre en annonçant que le Fonds pour la coopération décentralisée franco-québécoise allait être doublé, atteignant ainsi 800 000 € (1,2 M \$).

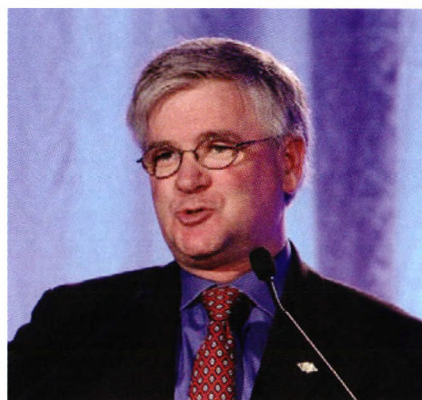
Élus français et québécois ont échangé sur les thèmes du **développement durable**, de la **culture** et de l'**identité**, de l'**innovation** et du **développement social** ainsi que des **nouvelles voies de la coopération décentralisée franco-québécoise**. **Jean Fortin** et **Alain Rousset** présidaient le comité de pilotage de ces Ateliers.

Ils ont dit...



Alain Rousset, président de l'Association des régions de France et président du Conseil régional d'Aquitaine

« Nos échanges sont une belle façon de voir la mondialisation. Nous sommes tous attentifs à rapprocher le pouvoir des citoyens. N'hésitons pas à être audacieux. »



Jean Fortin, représentant de la Table Québec-Régions et maire de Baie-Saint-Paul

« Nous avons un programme ambitieux pour envisager des avenues inexplorées et des coopérations inédites et établir un plan d'action concret. Il faut que le message puisse passer auprès des élus. »



François Alabrune, consul général de France à Québec

« C'est une année exceptionnelle pour la relation franco-québécoise, sur une idée très forte de Jean-Paul L'Allier. Nous serons à l'écoute de vos propositions dans un esprit de partenariat. »



Nathalie Normandeau, vice-première ministre et ministre des Affaires municipales et des Régions du Québec

« Merci pour votre engagement. Vous repoussez les limites de la coopération et développez du partenariat durable. L'entente de mobilité est une opportunité à saisir. »

Les structures françaises et québécoises :

Québec

- 1 312 126 km²
- 7,7 millions d'habitants
- 21 Conférences régionales des élus
- 86 Municipalités régionales de comté (MRC)
- 2 Communautés métropolitaines (Montréal et Québec)
- 1115 Municipalités
- 22 Associations régionales Québec-France

France

- 675 417 km²
- 62,5 millions d'habitants
- 26 Régions
- 100 Départements
- 2393 Communautés de communes
- 171 Communautés d'agglomération
- 14 Communautés urbaines
- 36 783 Communes
- 61 Associations régionales France-Québec

Un riche débat sur la gouvernance territoriale

Une séance plénière a ouvert ces 3^e Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée. Animée par Nathalie Clark, elle a réuni **Michel Venne, Jean-Paul L'Allier et Jacques Palard**. Un très dense débat avec les élus des deux pays a suivi, sous la houlette de **Jean Fortin et Alain Rousset**.

Michel Venne, directeur général de l'Institut du nouveau monde (INM) et directeur de *l'Annuaire du Québec*, a présenté une comparaison de l'organisation territoriale en France et au Québec (voir encadré en page 3). Première différence : la taille. Avec une superficie plus grande et une population moins nombreuse, le Québec et la France sont structurés différemment. Les récentes fusions municipales au Québec ont amplifié la différence entre les 1115 municipalités québécoises et les 36 783 communes françaises. Ainsi, neuf villes ou agglomérations québécoises regroupent 52 % de la population. De même, les CRÉ (Conférences régionales des élus) au Québec se comparent difficilement aux régions françaises. « L'Île-de-France a plus d'habitants que le Québec entier », rappelle Michel Venne en lançant un clin d'œil : « Parfois on aime oublier que le Québec est une province. »

Différence encore quant aux compétences. Les municipalités québécoises n'ont pas de pouvoirs aussi vastes que leurs homologues françaises, notamment l'éducation (gérée par les commissions scolaires au Québec) ou l'action sociale.

« Il faut aller au-delà des différences, estime Michel Venne. Les champs d'intérêt transcendent ces limites de compétences. La coopération décentralisée implique les élus avec les citoyens, les acteurs socio-économiques, les communautés... Il faut penser globalement et agir localement. Et laisser l'imagination triompher. »

« Le derrière le plus près du pied du citoyen »

Jean-Paul L'Allier, maire de Québec de 1989 à 2005, ancien ministre et premier secrétaire général en 1968 de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, demeure un orateur éloquent qui a engendré des applaudissements très nourris. « Il faut laisser parler les succès », dit-il d'emblée avant d'analyser la gouvernance territoriale. « Les citoyens ne vivent pas avec les organigrammes publics dans leur poche. Chez nous, les structures se sont faites par sédimentation et l'élu perd de l'énergie dans les relations interstructurelles. Les gens du haut sont toujours favorables au changement mais des autres, en bas ! Or les élus locaux vivent la réalité quotidienne. Ils ont le derrière le plus près du pied du citoyen. »

La relation entre les villes et les gouvernements diffère aussi entre la France et le Québec. Jean-Paul L'Allier remarque « qu'en France, la commune est la base de la démocratie; ici elle est créée par le palier provincial qui, d'une loi, peut la faire disparaître, cela change la relation ». Il ajoute que si le gouvernement fédéral canadien « n'a aucune compétence, il est propriétaire de beaucoup de choses (les ports, les postes...) et n'est soumis à aucune réglementation. Il peut faire ce qu'il veut sur le territoire. Au niveau local, on doit ramer ». Des propos qui, pour les élus français, montrent qu'il y a aussi des



Jacques Palard soutient que les collectivités territoriales et les instances internationales comme l'Union européenne gagnent de plus en plus d'importance par rapport aux États.

ressemblances, eux qui sont parfois aux prises avec des fermetures, décidées par l'État, de casernes, d'hôpitaux ou de postes. « Il faut avoir des projets porteurs et ne pas se faire bouffer », souligne Jean-Paul L'Allier.

L'ancien édile de Québec note aussi que « la structure fiscale est tout à fait différente : au Québec le budget municipal repose sur la taxe foncière à 80 %, d'où un contexte de concurrence. Les fusions, il fallait le courage de les faire. Mais des référendums ont été autorisés pour sortir de l'ensemble ». En conclusion, il affirme qu'élus français et québécois font face « aux mêmes défis » et que la coopération décentralisée est « une fenêtre indispensable ». Il rappelle la naissance de l'OFQJ et le choix par le général de Gaulle de « favoriser les échanges de personnes ».



Jean-Paul L'Allier

Différence dans les structures aussi. Les 26 régions françaises sont gérées par des élus, les conseillers régionaux. Les 21 CRÉ n'ont que 2/3 d'élus auxquels s'ajoutent des acteurs socio-économiques. Les 86 MRC (municipalités régionales de comté) qui regroupent les maires québécois sont dirigées par un « préfet » désigné par le conseil, voire élu au suffrage direct (dans huit MRC) alors qu'un préfet en France est un fonctionnaire représentant l'État dans un département.

Les 3^e Ateliers, l'héritage de Paul Gérin-Lajoie

Troisième invité de la séance plénière sur la gouvernance territoriale : l'universitaire de Bordeaux Jacques Palard. Il observe « une période d'incertitude et d'expérimentation » en raison de la « porosité des frontières du territorial dans le national ». Il considère que les institutions étatiques se transforment avec l'apparition de nouveaux partenariats aux niveaux régional et supranational (comme l'Union européenne) qui contournent de plus en plus le national. À ses yeux, le bel exemple aujourd'hui c'est « la mobilité internationale des autorités territoriales », illustrée par ces 3^e Ateliers de la coopération décentralisée.

Jacques Palard souligne que « la gouvernance territoriale participe à la transformation du système politique » alors que le local devient un enjeu central. Il considère cependant que ce sont seulement certains territoires qui bénéficient de ce nouveau système alors que d'autres s'en tirent moins bien.

Il note en France le développement de pôles de compétitivité et de « pays », ces « territoires de projets horizontaux décloisonnés ». Il compare au Québec, où il voit les MRC et CLD comme « les héritiers des commissariats industriels ». Dans ce « reformatage », les entreprises seraient selon lui « encastrées dans un système territorial identitaire et culturel » à l'image de Silicon Valley.

« Mondialisation et régionalisation sont les enjeux de la coopération décentralisée », selon Jacques Palard. Il plaide pour l'implication internationale des collectivités territoriales et juge « nécessaire le prolongement international des compétences internes », paraphrasant la doctrine Gérin-Lajoie de 1965, devenue le fondement de la politique internationale du Québec.

« Qu'est-ce qu'on ne devrait pas copier chez vous? »

Le débat, alternant les élus de France et du Québec, a été riche. Impossible de présenter ici toutes les interventions. On retiendra quelques thèmes forts. Et en premier, l'interpellation des élus français par Jean Perrault, maire de Sherbrooke et président de la Fédération canadienne des municipalités : « Qu'est qu'on devrait ne pas copier chez vous? » Réponse d'Alain Rousset, président de l'Association des



Jean Perrault, maire de Sherbrooke.

régions de France : « En France, on n'a pas dédoublonné l'administration. L'État double les collectivités avec ses directions. Cela coûte cher. Surtout ne faites pas cela. Notre défi en France, c'est la clarification des compétences et des ressources. On a une fiscalité affectée en guenilles. L'État est le principal contributeur des collectivités! Donc il faut des compétences claires avec une fiscalité en face, à la fois sur les ménages et les entreprises. »

Michèle Weil-Bergougnoux, conseillère régionale de Languedoc-Roussillon, s'interroge sur « la République une et indivisible s'il y a trop de pouvoirs locaux ». Alain Rousset ne croit guère au « mythe de l'État égalitaire. Ce n'est pas vrai. Il n'y a pas les mêmes bourses pour les infirmières d'un département à l'autre. Quand l'État veut tout faire, il ne le fait pas bien. Après tout, je représente la République; il est anormal que ce soit un fonctionnaire qui représente l'État. Je ne comprends pas qu'il existe encore des sous-préfectures, cela tue l'intercommunalité. »

Les relations État-collectivités : Clarifier les compétences

Au Québec, plusieurs maires et représentants régionaux ont demandé une plus grande liberté des instances locales par rapport aux niveaux provincial et national. Réal Laverdière, président de la CRÉ Chaudières-Appalaches, estime qu'il « y a un vent pour le principe de subsidiarité. Pourquoi tant de difficultés à le mettre en oeuvre? » Éric Forest, maire de Rimouski,

ajoute que les normes de chaque ministère représentent une somme d'exigences au plan politique et financier et qu'il s'agit d'un lourd fardeau pour les collectivités locales. Jean Fortin, maire de Baie-Saint-Paul, plaide pour sa part pour un État accompagnateur et partenaire.

Michel Venne intervient : « On parle de changements majeurs pour les compétences. Pour une nouvelle distribution du pouvoir, soit on invente un modèle idéal : c'est long, toutes les résistances se lèvent et on n'arrive pas à nos fins. Soit on identifie d'abord les problèmes à régler, puis on voit à quel niveau installer la gouvernance et enfin comment financer la solution. La source de financement détermine la gouvernance. Commençons par le besoin et finissons par les structures. »

Christian Gillet, premier vice-président du conseil général du Maine-et-Loire et conseiller régional des Pays de la Loire, évoque le statut des élus et le cumul des mandats : « Il y avait moins d'enchevêtrement sans cumul. » Alors que Jean Fortin rappelle qu'il n'y a pas de cumul au Québec, Alain Rousset y va d'une suggestion : « Il faudra y arriver par la clarification des compétences. En France, nous avons 40 % des élus d'Europe et des assemblées gigantesques. Il faut s'interroger aussi là-dessus. »

C'est Michel Venne qui donne le mot de la fin en défendant « la culture de participation ». Selon lui, il faut « se donner du temps tout en évitant les républiques de bavardages, combat-



Michel Venne : « La source de financement détermine la gouvernance. Commençons par le besoin et finissons par les structures. »

tre le sentiment d'incompétence par l'information et l'éducation, prévenir le sentiment d'impuissance de citoyens qui participent et pensent que cela ne sert à rien. Sans aboutissement, on tue la participation ». ●





Le développement durable

Transports en commun, protection des eaux, agriculture, Agenda 21, participation citoyenne... La liste des enjeux est longue. La popularité de cet atelier, avec près de 70 élus des deux pays, reflète de l'importance que prend le développement durable, tant au niveau local qu'international. C'est sous la houlette de **Michel Berson**, président du Conseil général de l'Essonne, et **Réal Laverdière**, président de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Chaudière-Appalaches, que les élus ont débattu.

Optimisme et pessimisme se sont côtoyés lors de cette rencontre. Si plusieurs participants ont pu démontrer l'efficacité de leurs projets respectifs, d'autres ont plutôt avoué avoir perdu espoir face aux défis du développement durable. Michel Berson et plusieurs intervenants ont d'ailleurs souligné l'importance d'inclure les citoyens dans chaque projet, dans une démarche de démocratie participative. « Notre objectif est de donner l'exemple aux citoyens afin de les inciter à faire leur bout de chemin », a fait valoir Luce-Ann Tremblay, responsable des communications et de la planification stratégique de Baie-Saint-Paul au Québec.

Agenda 21 : une référence

Cette ville fait partie des quelques municipalités québécoises à s'être dotées d'un Agenda 21 local. Beaucoup plus répandu dans les communes françaises, ce programme, qui a vu le jour lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992, est souvent considéré comme la référence internationale en matière de développement durable. Ceux qui ont tenté l'expérience se disent très satisfaits des résultats, malgré les efforts et les ressources qu'un tel programme exige.

D'autres élus ont cependant tenu à faire valoir les efforts considérables en matière de dévelop-

pement durable qu'ils ont réalisés dans leurs communautés respectives et ce, sans nécessairement passer par l'Agenda 21.

Les éco-industries en avant

Le programme interrégional et franco-québécois sur les éco-industries, qui a culminé par des Ateliers organisés en mai à Poitiers, en Poitou-Charentes, a permis à quatre régions françaises et quatre CRÉ québécoises de partager leur savoir-faire. Les sujets abordés : les agroressources, la construction en bois, les forêts et les parcs naturels régionaux ainsi que l'énergie éolienne.

Malgré la collaboration appréciée des deux parties, les intervenants estiment important d'établir un mécanisme de suivi plus poussé après ces échanges. Un conseiller régional de Poitou-Charentes, Georges Stupar, qui a participé à ce programme afin d'aider les élus québécois à améliorer l'acceptabilité sociale des projets éoliens, note que le Fonds est insuffisant dans sa forme actuelle pour assurer une collaboration soutenue au fil des années et qu'il devait avoir une plus grande flexibilité pour faciliter les échanges entre les régions.

Tant du côté français que du côté québécois, les participants se sont montrés divisés quant à leurs priorités. Pour certains, la coopération franco-québécoise en matière de développement durable devrait miser d'abord sur l'environnement alors que pour d'autres c'est sur le développement économique qu'il faut mettre l'accent. Malgré ces différences, il ressort des interventions un désir commun d'améliorer la qualité de vie de leurs concitoyens. ●



Les responsables de l'atelier sur le développement durable : Réal Laverdière, le modérateur Gilbert Scantland, directeur général de la CRÉ Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, et Michel Berson.

Pistes de coopération 2008-2010

- Maintenir le projet de coopération décentralisée dans le domaine des éco-industries pour les régions et les collectivités concernées et étendre ce projet à d'autres régions et collectivités intéressées.
- Explorer les méthodes régionales et locales de planification et d'implantation de réseaux de transport collectif, alternatif et à la demande.
- Favoriser les échanges de bonnes pratiques dans la gestion des bassins versants et des plans d'eau.
- Poursuivre et accroître les échanges concernant le maillage entre les organismes de recherche et d'éducation en matière de développement durable.
- Encourager les échanges sur les pratiques de mise en marché locale des produits agroalimentaires locaux.
- Favoriser et accroître les échanges de pratiques exemplaires de traitement et de valorisation des matières organiques issues de la production animale.
- Entreprendre des démarches communes de mise en place d'Agendas 21 locaux.
- Coopérer pour réduire les consommations énergétiques et développer les énergies renouvelables par l'adoption mutuelle de Plans climat.
- Poursuivre les démarches sur les pratiques entourant la gestion des forêts communales et des parcs naturels régionaux ainsi que des forêts de proximité.
- Amorcer des échanges sur la notion de contrats de développement durable.
- Enclencher des échanges comparatifs sur les schémas d'aménagement du territoire et les schémas de cohésion territoriale.
- Mettre en place un observatoire sur les meilleures pratiques franco-québécoises de mise en œuvre en matière de développement durable.

Ils ont dit...



Luc Berthold, maire de Thetford Mines au Québec

« Ce n'est pas en deux visites que l'on va créer quelque chose de durable, il faut un suivi plus poussé et une plus grande aide financière. »

Marie-Pierre Digard, présidente de l'Agence régionale de l'énergie et de l'environnement Île-de-France

« Le développement durable passe par l'émergence d'organisation par projets plutôt que par services. »





La culture et l'identité

La culture reflète les sociétés à l'intérieur desquelles nous vivons. Elle est un indicateur de développement économique et humain, selon les coresponsables de cet atelier, **Arthur Fautoux**, président de la Conférence régionale des élus de Montérégie Est, et **Sylviane Dullouost**, adjointe au maire de La Rochelle.

À partir de ce postulat, la coopération décentralisée, et plus particulièrement cet atelier « Culture et identité », est non seulement un moyen d'améliorer et d'intensifier ses propres pratiques culturelles mais aussi d'imaginer et de mettre en place un certain nombre d'échanges transatlantiques, mais également internationaux, qui permettront à chacun de grandir culturellement et spirituellement.

L'exemple de Belfort

La culture est souvent un facteur de rapprochement entre régions, villes ou même entre pays. Yves Ackermann, président du Conseil général du territoire de Belfort, le plus petit des départements français, a évoqué les projets communs menés entre son département et différents pays dont le Canada, l'Allemagne, la Serbie, la Hongrie ou même la Chine.

Ainsi, le territoire de Belfort, grâce à différentes initiatives tels que la Belge quinzaine, le Festival international de musique universitaire ou encore les Eurockéennes, est donc devenu un exemple français en terme de diversité culturelle et d'ouverture sur le reste de la France, sur l'Europe mais aussi sur le monde. Cet exemple met en lumière la capacité d'une région à s'ouvrir sur le reste du monde grâce au domaine culturel.

La course Estrie

La culture implique également la transmission d'un savoir et d'un savoir-faire technique et artistique aux générations suivantes. C'est dans ce contexte que Denise Provencher, native et résidente de l'Estrie, a créé La course Estrie. Ce projet a pour mandat d'offrir les moyens de formation, de production, de diffusion et de distribution aux créateurs en émergence. L'objectif est de promouvoir la relève cinématographique et de contribuer au développement du cinéma en région tout en mettant le territoire en valeur.

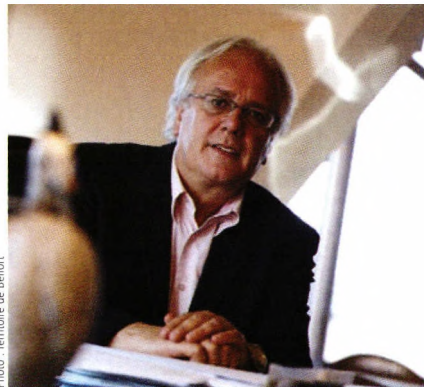


Photo : Territoire de Belfort

Yves Ackermann a voulu démontrer qu'une petite région pouvait avoir une portée culturelle importante.

La course Estrie permet à sept participants, âgés de 18 à 35 ans, de réaliser deux courts métrages inspirés de la vie d'une des sept MRC composant l'Estrie à laquelle ils sont jumelés. Chacun d'eux dispose d'une formation, d'un budget et ont deux mois pour réaliser les deux films. Les courts métrages sont présentés au public lors d'une soirée de remise de prix puis



Les coprésidents de l'atelier, Sylviane Dullouost et Arthur Fautoux

distribués, d'abord en région, puis au niveau national et international.

Le projet de Mme Provencher a suscité un intérêt chez les participants de l'atelier, certains élus français réfléchissaient déjà à une adaptation de La course Estrie en France.

Au cours de l'atelier, un certain nombre de démarches telles que les résidences d'artistes ou encore les échanges universitaires, scolaires et professionnels permettent au Québec et à la France d'évoluer conjointement et efficacement dans le développement de leurs activités culturelles et artistiques. L'intérêt suscité par certains projets tels que Les arts et la ville, qui allie les milieux municipaux et culturels, ou encore la bibliothèque francophone de Limoges, démontre que l'enjeu est désormais dans la connaissance et l'appropriation des projets instaurés de part et d'autre, notamment grâce aux nouveaux outils de communication et d'information, et dans la capacité à travailler conjointement au développement culturel des deux nations. ●

Pistes de coopération 2008-2010

- Créer des coopérations ayant pour thème le patrimoine à travers des réseaux existants, notamment Villes d'art et d'histoire en France et Ville et villages d'art et de patrimoine au Québec.
- Envisager la possibilité d'élargir le réseau québécois Les Arts et la Ville aux collectivités françaises.
- Partager avec les bibliothèques québécoises intéressées les outils dont dispose la Bibliothèque francophone multimédia de Limoges.
- Développer, à l'aide des nouvelles technologies, des réseaux afin de permettre des échanges dans plusieurs domaines, dont la formation.
- Favoriser l'émergence de nouveaux talents au Québec et en France, par l'entremise, entre autres, de résidences cinématographiques ou en arts de la scène (arts de la rue) au même titre que les résidences musicales déjà existantes.
- Poursuivre et accroître les échanges universitaires, scolaires et professionnels, en particulier les stages professionnels et les travaux saisonniers.

Ils ont dit...

Yves Ackermann, président du Conseil général du territoire de Belfort

« Apprendre et comprendre pour s'inscrire dans sa culture, dans son identité et se déployer vers le monde, tel est, j'en suis sûr, notre credo commun. »

Jacques Hémond, maire de Danville au Québec

« Les jeunes d'aujourd'hui sont le patrimoine de demain. »



Innovation et développement social

Dans un contexte économique délicat, la bonne articulation des politiques sociales apparaît comme un enjeu majeur, tant pour le Québec que pour la France. Sous la présidence de **Georges Simard**, président de la Conférence régionale des élus du Saguenay – Lac-Saint-Jean, et de **Xavier Nicolas**, vice-président du Conseil général d'Eure-et-Loir, les participants à l'atelier ont valorisé les projets qui apportent des résultats concrets pour les concitoyens.



Georges Simard et Xavier Nicolas présidaient l'atelier « Innovation et développement social ».

Le développement social, basé sur des valeurs d'équité et d'égalité, revient au centre des débats dans les plus hautes instances des États. Ainsi, la problématique du décrochage scolaire a été abordée par Marie-Claude Côté, coordonnatrice au Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CREPAS) du Saguenay –

Lac-Saint-Jean, et par Jacques Papon, président de la commission formation au Conseil régional d'Aquitaine. Ces échanges entre régions ont permis de confronter leurs résultats et d'identifier les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour prévenir l'abandon scolaire.

Comme l'ont rappelé certains élus, ce problème mérite d'être traité de manière globale en tenant compte de l'ensemble des facteurs qui mènent à l'exclusion sociale. Les actions présentées par le Conseil bordelais de la diversité (CBD) et le Conseil interculturel de Québec (CIQ) ont souligné l'importance de telles structures pour favoriser le « mieux vivre ensemble » entre les différentes communautés ethniques de nos villes.

La lutte contre la pauvreté est également ressortie comme une priorité majeure afin de contribuer au développement économique local et social.

Pour la mobilité de la main d'œuvre

Les élus des deux côtés de l'Atlantique ont mentionné le défi majeur pour la France de lutter contre le chômage alors que certains secteurs d'activités au Québec ont de plus en plus de difficulté à recruter de la main d'œuvre. Une collaboration accrue devient donc essentielle pour une plus grande mobilité des travailleurs qualifiés ou non entre les deux territoires. Pour Sylvie Dillard du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec, la mobilité de la main d'œuvre est un levier économique fondamental. L'entente signée au mois d'octobre sur la reconnaissance mutuelle des compétences et

« Cet atelier a permis d'élargir les horizons de la coopération décentralisée concernant le volet social. Il est intéressant de voir ce qui marche au Québec pour étudier la possibilité d'adapter certains procédés et outils professionnels dans les villes françaises et inversement.

« Il existe déjà une très bonne collaboration entre les villes de Bordeaux et de Québec sur les plans économique et culturel, mais le troisième accord signé entre les maires de deux villes va s'étendre au champ social. Cet accord va mettre l'accent autour des thèmes de l'insertion des jeunes ainsi que des personnes âgées.

« Aussi, le concept de la persévérance scolaire, utilisé dans certaines régions québécoises, nous a beaucoup intéressés et nous pensons essayer de le mettre en place dans notre propre ville. »



Le sujet de l'abandon scolaire été abordé par Marie-Claude Côté, coordonnatrice au CREPAS du Saguenay – Lac-Saint-Jean

des qualifications professionnelles sera donc un atout majeur au cours des prochaines années.

Lors de cet atelier, des indicateurs communs ont donc été développés et commentés entre les élus québécois et français dans les champs du développement social pour encore accroître la coopération et mener des actions de terrain. ●



Pistes de coopération 2008-2010

- Comparer les modes de gouvernance, d'organisation et d'évaluation dans l'exercice de compétences sociales.
- Croiser les approches de développement économique et d'intégration sociale dans l'élaboration de politiques d'insertion et d'économie sociale.
- Développer des approches novatrices au regard de la mobilité de la main-d'œuvre et de la reconnaissance des compétences.
- Accroître le pouvoir d'agir des collectivités, notamment dans la définition de règles « démographiques » des professionnels de la santé.
- Poursuivre et intensifier la mise en commun des expériences et des échanges concernant la persévérance scolaire.
- Poursuivre les échanges concernant les pratiques de maintien à domicile.
- Innover en matière d'intégration des migrants.



Véronique Fayet, adjointe au maire de Bordeaux, chargée des politiques de solidarité, de santé et des seniors



Où en sont les jumelages?

Avec les jumelages entre villes et villages de France et du Québec, toute la population peut participer à la coopération décentralisée. Où en est-on aujourd'hui? Une synthèse des contributions françaises a été présentée, à l'ouverture de l'atelier 4, par **Georges Poirier**, élu de Laval (France), en charge de la vie associative, cofondateur du jumelage Laval-Laval et ancien président national de France-Québec.

« À l'origine de la coopération décentralisée, le concept de jumelage date de l'après-guerre pour retisser des liens entre Français et Allemands. » La formule s'est étendue. Aujourd'hui la France comptabilise plus de 6000 liens de jumelages de ses collectivités dans 115 pays.

Avec le Québec, le mouvement a débuté dans les années 60 : Bordeaux-Québec, Saint-Étienne-Granby, Angoulême-Chicoutimi... Il y aurait environ 200 jumelages ou coopérations franco-québécois aujourd'hui. Georges Poirier constate que « le Québec a la quasi-exclusivité, au sein du Canada, de la coopération décentralisée avec la France ». Il note aussi que « les petits villages ont su tisser leur pelote », notamment en Haute-Savoie, Vienne et Dordogne (douze jumelages réunis au sein de Périgord-Québec, en lien avec la région de Lanaudière). France-Québec fédère d'ailleurs un certain nombre de jumelages et le programme d'échanges de jeunes, le programme *Intermunicipalités* agit comme « moteur des jumelages ».

L'appel d'Angoulême

Plusieurs interrogations sont soulevées. Les jumelages offrent l'accès aux échanges internationaux mais s'avèrent moins adaptés à certaines coopérations. Les fusions de municipalités québécoises ont enrayé certains jumelages. Ainsi, Philippe Lavaud, maire d'Angoulême, n'a plus de nouvelles de Chicoutimi, fusionnée dans la nouvelle ville de Saguenay. Son « cri du cœur » a ému le maire de Rimouski, Éric Forest, qui a proposé son entremise. Georges Poirier souligne aussi « une différence de culture : en France l'engagement international des communes, légitimé par la loi, est signe de rayonnement; est-ce la même perception dans la population et la presse québécoises? » Autre

constat : « La baisse du bénévolat pérenne fragilise l'avenir de nombre de jumelages. »

Des pistes à explorer

Il est proposé de diversifier les formules d'échanges entre villes. Paris, ne pouvant se jumeler avec Montréal ou Québec, s'est ainsi orienté vers des accords de coopération. Il faut « associer et mobiliser les citoyens », ce qui a permis la renaissance du jumelage entre Saint-Donat et Lans-en-Vercors. Il est nécessaire de « donner du contenu » à l'image du plan d'action Bordeaux-Québec. Et pourquoi ne pas « utiliser le Fonds FFQCD pour des actions inter-jumelages » via des tournées culturelles, des forums itinérants... Autre piste : élargir les *Intermunicipalités* du réseau associatif France-Québec/Québec-France « au-delà des jobs d'été vers des stages professionnels dans des services municipaux ou des entreprises des villes jumelées », à l'exemple de l'échange de VIE (Volontaire international en entreprise) entre



Georges Poirier, cofondateur du jumelage Laval-Laval.

Drummondville et La Roche-sur-Yon. « Mutualiser les expériences » dans une rencontre nationale des villes jumelées est enfin proposé ainsi que des coopérations tripartites au service du développement.

« Un bon jumelage, résume Georges Poirier, repose sur une volonté municipale relayée par un comité citoyen et associatif, avec de multiples points d'ancrage dans la société civile pour diversifier les actions, les échanges et les partenariats. » ●



Bordeaux-Québec : une nouvelle entente

C'est le plus ancien jumelage entre une ville française et une ville québécoise. Et un modèle par la multiplicité des liens établis. Dans l'esprit de la charte signée le 21 mai 1962, les maires actuels, Alain Juppé pour Bordeaux et Régis Labeaume pour Québec, ont paraphé le 17 octobre à Québec un protocole d'entente couvrant 2009-2011.

« Nous avons souhaité compléter le pacte de jumelage par des plans d'action de 2-3 ans dans un souci d'efficacité », explique Alain Juppé. « Un programme consistant », ajoute Régis Labeaume. Six domaines sont ciblés. Les administrations municipales (échange de fonctionnaires durant un an, d'expériences sur la concertation, le logement, le tourisme, l'administration électronique...) Le développement social (insertion des jeunes adultes, intégration des immigrants, place des aînés, prévention de l'alcoolisme...) La culture (musique émergente, bibliothèques, accueil de jeunes artistes, ateliers de chorégraphie...) L'économie (partenariats entre chambres de commerces et entre agences de développement, appui à l'entrepreneuriat). L'éducation (Rencontres Champlain-Montaigne, échanges entre universités). La santé (poursuite de la coopération entre centres hospitaliers universitaires...)

Régis Labeaume a également accepté la proposition d'Alain Juppé que Québec soit en 2010 la ville invitée de la Fête du vin et des arts de la table à Bordeaux.





Les nouvelles voies de la coopération décentralisée

Des jumelages aux partenariats régionaux, toutes les formes de coopération ont été abordées dans cet atelier, le seul organisé en séance plénière. Ce fut aussi l'occasion de débattre de l'avenir du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée et de l'importance d'un mécanisme de suivi des projets. La discussion était menée par **Michel Lagacé**, président de la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent, et **Yves Tavernier**, conseiller régional d'Île-de-France.

« La coopération décentralisée se concrétise dans des projets, il faut donc miser sur une approche par projet », insiste Michel Lagacé. Les idées n'ont pas manqué lors de cet atelier qui a dressé, selon la formule d'Yves Tavernier, « un inventaire à la Prévert » des nouvelles voies de coopération. Ouvert par le thème des jumelages, le débat s'est poursuivi sur d'autres sujets comme les partenariats régionaux, la coopération tripartite et la mobilité des personnes.

d'entente, elle a notamment rappelé que les deux parties devaient trouver des terrains de coopération les intéressant toutes les deux afin que la collaboration soit efficace. Elle a souligné l'importance, pour le Fonds, d'élargir ces collaborations à plusieurs régions afin d'augmenter le dynamisme des échanges. Elle a également souhaité que les projets existants soient consolidés mais aussi que d'autres domaines soient couverts, notamment l'économie sociale.

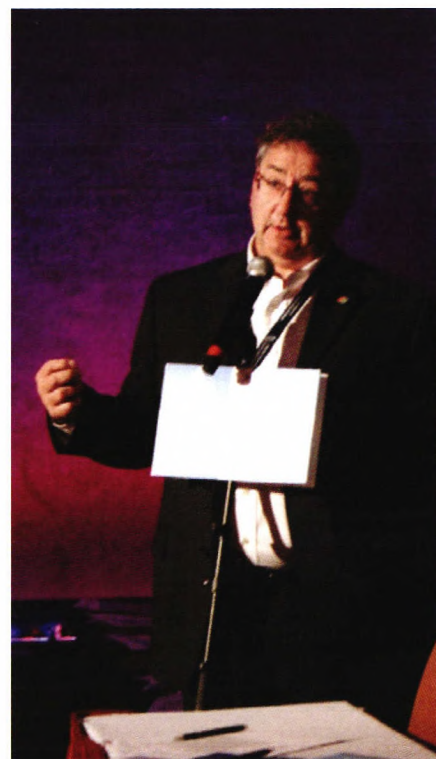
Coopération tripartite : explorer

Selon Yves Tavernier, la coopération tripartite, peu exploitée jusqu'à maintenant, est une « terre inconnue qui peut s'avérer intéressante ». Nombre de villes françaises ont l'expérience de « jumelages-coopération » avec des villes d'Afrique, parfois de concert avec d'autres villes européennes. L'idée d'une solidarité francophone entre villes françaises, africaines et québécoises est donc avancée à l'image de ce que fait Magog (Québec), Montgeron (France) et Grand-Popo (Bénin). Des projets franco-québécois en Haïti sont aussi évoqués. Yves Tavernier reconnaît que c'est « quelque chose de nouveau pour nos amis québécois » et veut « ouvrir le débat ».

Le maire de Rimouski, Éric Forest, pointe la difficulté pour des collectivités québécoises de participer à de tels projets, principalement en raison de leur budget, plus restreint que leurs équivalents français. Des élus français soulignent que cette coopération solidaire n'a pas à être strictement financière : il peut simplement y avoir aide en ressources humaines avec possibilité de financement par des organismes internationaux.

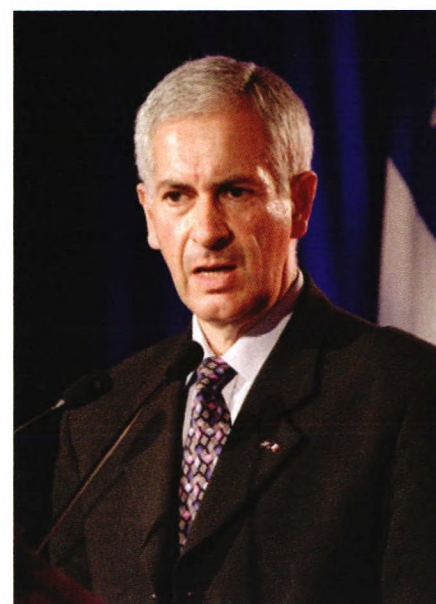
Mobilité des personnes : harmoniser

« Avec les nouvelles technologies, il y a beaucoup de mobilité virtuelle des jeunes mais rien ne remplace la mobilité réelle. » Pierre Magnin-Feysot, vice-président du Conseil régional de Franche-Comté, a ainsi rappelé l'importance de la mobilité des jeunes, précisant que 80 % des jeunes Français qui ont fait un stage au Québec, notamment grâce à l'Office franco-québécois pour la jeunesse, ont trouvé un emploi en rentrant chez eux. Il regrette que beaucoup moins de jeunes Québécois se rendent en France, ce qui crée un grand déséquilibre. Un investissement du gouvernement québécois dans un système de bourses est suggéré pour remédier à ce problème.



Éric Forest, maire de Rimouski au Québec, voit mal comment une région comme la sienne pourrait se lancer dans des projets de coopération tripartite.

Il faudrait aussi, selon lui, développer une plus grande équivalence des diplômes et harmoniser les permis de travail pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre. L'entente, signée par les gouvernements français et québécois en octobre, est présentée comme un bon pas en avant.



Pierre Magnin-Feysot



Brigitte Tondusson

Ententes de collectivité à collectivité : élargir

Brigitte Tondusson, vice-présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes, a présenté ses recommandations à la suite de la collaboration entre sa région et Chaudière-Appalaches dans le domaine des éco-industries. En matière



Les coprésidents de l'atelier, Michel Lagacé et Yves Tavernier.

Francophonie, ruralité et tourisme : réfléchir

La francophonie, la ruralité et le tourisme ont été abordés plus brièvement. Toutefois, Michel Lagacé souhaite « une appropriation plus grande de ces thèmes dans l'avenir ».

Des programmes conjoints d'apprentissage du français ont été présentés, notamment le site civilisations.francophones.org né d'un partenariat entre la région Aquitaine et l'Université Laval de Québec. Plusieurs intervenants ont insisté sur l'importance de la croissance de la francophonie au cours de tous les ateliers, soulignant surtout sa particularité d'allier pays

du Sud et du Nord et les avantages que cela peut apporter.

Le débat sur la ruralité a commencé par un constat : 85 % des communes françaises et 67 % des municipalités québécoises comptent moins de 2000 habitants. « Il y a un abandon de l'espace rural par les États, les collectivités assument la suppléance », affirme Yves Tavernier. Il déplore une tendance à la « désertification du monde rural au nom de la rentabilité » et estime que l'avenir du monde rural devient un véritable débat de civilisation. D'autres notent un désir croissant d'échanges entre mondes rural et urbain, notamment par la tendance des citoyens à vouloir se procurer des

produits agroalimentaires locaux. L'agrotourisme a aussi été présenté comme promoteur, alliant tourisme, ruralité et écologie.

Le Fonds : un instrument important

Le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée (FFQCD) a suscité beaucoup d'intérêt chez les participants et chacun y est allé de ses propres recommandations pour l'améliorer. (Voir page 14) ●

Pistes de coopération 2008-2010

Formes de coopération

Favoriser la participation d'un maximum de partenaires des collectivités concernées aux expériences de jumelages.

Actualiser les expériences en lançant l'idée d'une rencontre entre collectivités françaises et québécoises ayant des liens de jumelage.

Réfléchir à la mise en place d'un mécanisme favorisant la croissance du jumelage et engager une réflexion sur les mécanismes de financement.

Ententes entre collectivités

Optimiser l'utilisation du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée en augmentant le budget, en adaptant le temps de réalisation des projets à plus d'un an si requis, en actualisant les thèmes initiaux et en s'ouvrant à d'autres thèmes, tel le développement durable.

Modifier les critères du FFQCD afin de permettre des ententes entre deux collectivités.

Mandater le comité de suivi pour favoriser la mise à jour d'un registre des ententes et des jumelages entre collectivités afin d'assurer la complémentarité de leurs actions.

Coopération tripartite

Mettre sur pied, sous l'égide du comité de suivi, un groupe de travail qui élaborera une stratégie de mise en œuvre d'une approche de coopération tripartite qui soit respectueuse des capacités d'agir des collectivités engagées et des expertises développées.

Mobilité des personnes

Concourir à la mise en œuvre, à l'échelle territoriale, de l'accord signé par nos deux gouvernements.

Équilibrer davantage la participation des jeunes québécois et français aux mesures de mobilité.

Réactiver le projet d'échanges de personnel entre collectivités; faire le suivi des propositions à cet effet par l'entremise du comité de pilotage.

Coopération renforcée entre la Côte-Nord et la Basse-Normandie

En marge des 3^e Ateliers, Georges-Henri Gagné, président de la CRÉ de la Côte-Nord, et Philippe Bonneau, vice-président de la région Basse-Normandie, ont signé le 10 octobre à Tadoussac « une manifestation d'intérêts communs ».

Des échanges ont lieu depuis 2004 entre ces deux régions côtières, dans le cadre de missions croisées. Le document signé marque la volonté d'étudier les possibilités d'approfondir ces échanges mais aussi d'en développer de nouveaux.



Philippe Bonneau et Georges-Henri Gagné

Il s'agit notamment de développer les filières propres à chaque territoire et de partager leurs expériences et bonnes pratiques respectives. Ainsi, l'ingénierie des procédés industriels, les techniques de construction en bois, la production agricole, mais aussi le soutien à l'entrepreneuriat ou à la mobilité internationale représentent d'autres sujets à explorer.

La richesse du patrimoine naturel et culturel est un autre domaine cher aux deux régions, qui pourront également développer leurs échanges en la matière. Philippe Bonneau a réaffirmé, à cette occasion, la volonté de la région de travailler, avec les musées bas-normands, sur les liens historiques que partagent les Normands et leurs amis d'outre Atlantique.



Un plan d'action 2008-2010



Ces 3^e Ateliers se sont conclus par l'adoption d'un plan d'action pour les deux prochaines années, incluant la mise en place d'un mécanisme de suivi pour en assurer la mise en œuvre. Le prochain rendez-vous est donné à l'automne 2010 en Rhône-Alpes pour une nouvelle rencontre qui s'appellera désormais « Assises franco-québécoises de la coopération décentralisée ».

Ce plan d'action reprend la liste des enjeux et défis communs relevés dans chacun des quatre ateliers ainsi que les « pistes et projets de coopération 2008-2010 » apparus au fil des discussions (voir ces « pistes et projets » dans chacune des pages rendant compte des quatre ateliers).

Par ailleurs, des constats ont été formulés sur ce qui fait la différence entre des initiatives qui donnent des résultats et d'autres moins fécondes.

Les conditions préalables au succès

- **L'existence d'un projet.** Les collectivités territoriales doivent préalablement mener une réflexion afin d'être en mesure de proposer de nouvelles avenues de coopération qui tiennent compte des intérêts et des capacités de chacun.
- **Un environnement favorable.** La préparation d'un environnement favorable où les acteurs se connaîtront suffisamment pour exprimer leurs intérêts et chercher la convergence avec une ou des collectivités territoriales françaises ou québécoises.
- **Les intérêts communs des collectivités partenaires du projet.** Le rôle de la collecti-

tivité territoriale est de montrer ce qu'elle a à faire partager, en énumérant les différents sujets pour lesquels différents acteurs peuvent trouver un intérêt.

- **Les relations gagnant-gagnant.** Chaque collectivité a des besoins et des contraintes qui l'obligent à atteindre des résultats. Dans ces conditions, chacune doit y trouver son compte.

- **Le rôle des élus et des professionnels.** La coopération concerne plusieurs acteurs : élus, professionnels, dirigeants d'entreprises, de centres de recherche, etc. Il faut bien comprendre le rôle de chacun et à quelle étape du processus ils doivent intervenir.

Les pièges à éviter

- **L'impatience.** Le terrain doit être bien préparé. C'est le rôle des collectivités territoriales de faire preuve de professionnalisme en organisant des visites ou des séminaires autour de thèmes précis, afin de faciliter les rencontres entre des intervenants qui ont déjà des points communs.
- **Les attentes irréalistes.** Tout en ayant en tête le moyen et le court terme, les attentes doivent être tangibles et réelles, déboucher sur des retombées certes, mais pas seulement économiques. Le rôle des collectivités territoriales est de créer un environnement favorable à l'émergence de projets.
- **Un handicap : l'absence de continuité.** Il est courant de voir des collectivités territoriales amorcer des échanges et les abandonner en cours de route faute de suivi. Un début de coopération doit être minimalement documenté, concerner plus d'une personne dans une organisation et s'appuyer sur la volonté de cette dernière de s'investir à fond et de façon sérieuse.



Déclaration des collectivités territoriales sur la francophonie

À l'approche du Sommet de la Francophonie, les coprésidents des Ateliers ont écrit au président français Nicolas Sarkozy et au premier ministre québécois Jean Charest pour leur présenter une déclaration des collectivités territoriales sur la francophonie. Il s'agit d'une reconnaissance de l'importance de la francophonie à travers le monde et des valeurs qui l'animent. La déclaration porte une attention particulière au rôle des collectivités territoriales et de la coopération internationale. Elle présente également un engagement des collectivités territoriales à fournir un effort accru dans le rayonnement de la langue française.

La version intégrale de cette « Déclaration de Québec des collectivités territoriales sur la francophonie » est publiée à la dernière page de ce cahier spécial.



Des mécanismes de suivi

Afin de répondre à la demande répétée des participants des 3^e Ateliers de créer des outils facilitant le suivi des projets, et pour appliquer les règles ci-dessus, il a été décidé de mettre sur pied trois mécanismes de suivi, présentés par Jean Fortin. « Nous devons bâtir sur nos succès, a-t-il déclaré. L'État doit accompagner les initiatives. »

- **Un Comité technique** formé d'une dizaine de membres volontaires, à parité France et Québec, constitué principalement de représentants impliqués dans la préparation des 3^e Ateliers. Il mettra en place un tableau de bord pour suivre les projets et les activités qui découlent du plan d'action des 3^e Ateliers. Son travail s'étendra également à la coordination des dossiers émergents et facilitera le contact entre les porteurs de projets de coopération décentralisée. Il sera également responsable de lancer les travaux de préparation des prochaines rencontres. Ces membres se rencontreront annuellement, alternativement en France et au Québec.
- **Un Comité de pilotage** regroupera des représentants élus des collectivités concernées. Il supervisera les travaux du comité technique et la mise en œuvre du plan d'action tout en y apportant des ajustements si cela s'avère nécessaire. Des représentants

d'associations d'élus français et québécois ainsi que les principales associations de jumelages et d'amitié seront associés aux travaux du comité de pilotage. Les membres devraient se rencontrer annuellement, et si possible en marge de la rencontre de la Commission permanente de la coopération franco-québécoise.

- **Un Secrétariat léger** de coopération décentralisée, constitué d'un représentant de l'Association des régions de France (ARF) et d'un représentant de la Table Québec-Régions (TQR), assureront le soutien de deux comités et agiront à titre d'agents de liaison entre les collectivités engagées dans des projets de coopération décentralisée.

À l'ultime fin des travaux, la ministre québécoise des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau s'est réjouie « qu'un si grand nombre d'élus français et québécois aient participé à cette rencontre et aient convenu d'actions concrètes, donnant ainsi une nouvelle impulsion à la relation franco-québécoise. » « Au nom du gouvernement du Québec, je tiens à féliciter sincèrement tous les élus dont les échanges ont permis d'élaborer un plan d'action audacieux et réaliste et ce, pour le bénéfice de nos citoyennes et citoyens respectifs », a-t-elle conclu. ●



Pour plus de renseignements :

<http://www.troisiemesateliers.com>

<http://www.quebecfrance.qc.ca>

<http://www.francequebec.fr>

<http://www.mamr.gouv.qc.ca>

<http://www.consulfrance-quebec.org>



Sept éléments clés

Michel Venne panéliste invité, a conclu les 3^e Ateliers en indiquant quelques points à retenir pour mieux comprendre la coopération décentralisée franco-québécoise :

- La coopération décentralisée s'inscrit dans la plus vaste coopération franco-phonie.
- C'est une manière d'agir dans la mondialisation.
- Les Ateliers sont une reconnaissance du rôle des collectivités territoriales dans la coopération internationale.
- Les Ateliers 2008 témoignent d'une maturité et d'une sagesse.
- Ils révèlent une volonté de consolidation et de pérennité.
- Ils expriment un désir d'aller au-delà des thèmes économiques.
- Ils soulignent l'importance d'inclure dans la coopération, avec les élus, les citoyens, la société civile et tous les acteurs socioéconomiques. Le concept de participation citoyenne fait son chemin.

Un instrument au service du développement

En 2004, les premiers ministres français et québécois ont créé le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée (FFQCD). Le 3 juillet dernier, les deux chefs de gouvernement ont convenu de doubler le Fonds. D'ici 2010, il sera alors de 800 000 € - 1,2 M \$, en incluant la participation des collectivités territoriales.

touché notamment à la lutte au décrochage scolaire, à la valorisation des produits d'appellation contrôlée, à la commercialisation des produits de la mer et à la relève des entreprises.

Le 13 octobre, deux administrateurs du Fonds, Martine Zejgman, adjointe à la Délégation pour

du FFQCD. Les régions françaises ont présenté leurs analyses et commentaires.

Au final, les élus québécois et français ont recommandé plusieurs assouplissements à savoir :

- Retenir une périodicité biennale
- Laisser plus de temps aux partenaires pour préparer leur projet
- Permettre la réalisation de projet sur plus d'une année
- Accueillir favorablement de projets soutenus par deux partenaires seulement, soit une collectivité québécoise et une collectivité française

Les interlocuteurs privilégiés demeurent toutefois les Conférences régionales des élus (CRÉ) au Québec et les Conseils régionaux en France. ●



De gauche à droite : Christian Deslauriers, Martine Zejgman, Michel Lagacé, Yves Tavernier et Nathalie Clark, animatrice des 3^e Ateliers.

Depuis ses débuts, le Fonds a surtout contribué au développement économique et au rapprochement entre les pôles de compétitivité français et les créneaux d'excellence québécois (neuf projets sur 16). Les projets de coopérations ont

l'action extérieure des collectivités locales au Quai d'Orsay, et Christian Deslauriers, directeur France au ministère des Relations internationales du Québec, ont fait un premier bilan évaluatif et suggéré des pistes d'amélioration

La position des régions françaises

À propos du Fonds, Sylviane Alaux, présidente de la Commission coopération d'Aquitaine, a présenté la « première contribution des régions françaises ». Pour elle, le Fonds « s'est imposé comme un instrument central de la coopération entre collectivités ». Ainsi est soulignée « une triple capacité du Fonds à identifier des projets novateurs et à les soutenir, à créer du lien entre plusieurs collectivités, à introduire de la cohérence dans la coopération décentralisée et à la canaliser dans des secteurs précis ».

Trois « principes-clés » sont relevés par les régions françaises : « un suivi précis et efficace » par le Consulat et le MRI, « une évaluation régulière et ciblée par projet », « une participation accrue des collectivités dans la définition des grandes orientations » du Fonds. Sylviane Alaux a conclu en souhaitant un « véritable dialogue sur l'avenir de ce dispositif auquel nous sommes tous très attachés ».

Des suggestions du côté québécois

Laurent Lampron, directeur général de la CRÉ Chaudière-Appalaches, a vu d'un bon œil les changements apportés au Fonds à la suite des 3^e Ateliers. Enlever la limite d'un an sur les projets s'avérerait nécessaire selon lui : « Sur six ou sept projets chez nous, un seul a été réalisable en moins d'un an en ayant des résultats. » Les comités responsables du suivi des projets sont également bien perçus.

Le président de la CRÉ, Réal Laverdière, a défendu le système déjà implanté qui exige la participation d'au moins deux régions québécoises et deux régions françaises, y voyant un bon moyen d'établir des contacts interrégionaux. La majorité des élus québécois ont plutôt plaidé pour un assouplissement des normes.

M. Lampron voit déjà des retombées concrètes de la coopération décentralisée chez lui et il estime que le FFQCD est maintenant bien implanté dans les régions québécoises. Tellement qu'il serait victime de son succès. Il s'attend à ce que le Fonds soit rapidement épuisé, même après sa récente augmentation.

Le Fonds, un outil à la portée de notre réseau

Les régionales de Québec-France et France-Québec sont naturellement liées à la coopération décentralisée. Les deux associations souhaitent d'ailleurs être partenaires. Car elles peuvent apporter leurs expertises au Fonds, en suscitant des projets, en soutenant les promoteurs ou en valorisant les résultats de cette coopération.

À titre d'exemple, France-Québec et Québec-France, en collaboration avec l'Institut régional du travail social de Bretagne et des Centres jeunesse du Québec, ont signé un partenariat en travail social. Un projet de coopération en est né. Soumis dans le cadre du Fonds, il a obtenu du financement. Une première mission Québec-France est prévue en janvier 2009. L'intérêt du projet est de développer une entente-cadre permettant à des travailleurs sociaux d'échanger des pratiques et expertises professionnelles, voire de réaliser un stage dans le pays d'en face. Il s'inscrit de plus dans les orientations prioritaires des gouvernements en terme de mobilité professionnelle. Ceci illustre bien le potentiel du Fonds pour le développement de nouveaux champs d'intérêts et de diversification du réseau d'adhérents.

Le réseau associatif et la coopération décentralisée

Une expérience partagée

Combien d'élus savent qu'il y a une association régionale du réseau Québec-France/France-Québec dans leur région, ce qu'elle fait et peut faire pour les aider dans le développement d'activités, l'accueil de missions ou une contribution à un projet de coopération décentralisée?

Le réseau des Associations France-Québec et Québec-France est heureux d'avoir participé aux 3^e Ateliers franco-québécois de coopération décentralisée qui se sont déroulés à Québec en octobre dernier. Le cahier spécial de ce magazine est issu de la couverture médiatique réalisée lors de l'événement. Il était dans la nature des choses que le réseau Québec-France/France-Québec s'intéresse aux 3^e Ateliers et veuille y apporter sa contribution.

Ancré dans les régions

Ce réseau couvre la presque totalité des territoires français et québécois. C'est d'ailleurs ce qui le distingue des autres organismes œuvrant dans la relation franco-québécoise. Il regroupe 61 régionales en France et 22 régionales au Québec. Ces organisations locales, bien établies dans leurs milieux respectifs, façonnent depuis des années les relations interrégionales entre le Québec et la France.

Le réseau est donc à portée de main des collectivités territoriales des deux pays. D'ailleurs, de nombreuses collectivités apportent leur soutien aux activités du réseau associatif par des subventions. France-Québec et Québec-France comptent aussi parmi leurs membres plusieurs élus locaux, notamment grâce aux jumelages.

Les bénéfiques du réseau

Depuis 40 ans, le réseau associatif n'a cessé de s'enrichir de l'expertise et du savoir-faire des membres, tous bénévoles, pour développer la relation franco-québécoise. Rappelons donc ici ce que ce réseau peut apporter aux instances territoriales du Québec (municipalités, municipalités régionales de comté, Conférences régionale des élus), et de la France (régions, départements et communes françaises).

- Le réseau des Associations ouvre la porte sur la France et, par-delà, sur l'Europe pour les Québécois. De même, le Québec est la porte d'entrée de l'Amérique pour les Français.

- Le réseau peut accompagner les instances territoriales qui développent des pactes d'amitié ou de jumelage, ouvrant ainsi la voie à la coopération décentralisée et aux contacts pour tous les secteurs de la société civile. Il peut participer aussi à l'accueil de missions françaises et québécoises

- Le réseau, grâce aux bénévoles qui mailent les régions de France et du Québec, peut aider à découvrir, connaître et aimer les territoires du pays d'en face. Ils ont appris comment tisser des liens entre les groupes d'intérêts et les communautés. Par ses activités franco-québécoises, le réseau associatif participe aussi à l'animation des villes et villages.

- Le réseau permet également, depuis plus de 20 ans, à des jeunes de participer au programme *Intermunicipalités*, reconnu comme spécifique par la Commission permanente de coopération franco-québécoise. Des milliers de jeunes étudiants ont ainsi vécu l'espace d'un été une expérience des plus enrichissantes en travaillant dans des villes du pays d'en face. Ils deviennent ainsi des ambassadeurs et qui sait quelle fonction ils occuperont demain.

- Le réseau Québec-France/France-Québec a publié de nombreux articles dans ses deux magazines sur des régions du pays d'en face ou sur les initiatives de coopération décentralisée.

Ce numéro spécial s'inscrit dans la continuité de l'action du réseau. C'est pourquoi France-Québec et Québec-France invitent les associations régionales et les élus à jeter des ponts pour une collaboration fructueuse en matière de coopération décentralisée. Les régionales du réseau associatif sont des alliées pour le développement des régions. Un partenariat France-Québec/Québec-France et ARF/CRÉ permettra de renforcer les liens élus et citoyens de tous horizons et donc démultiplier « la » rencontre franco-québécoise. ●



Déclaration de Québec des collectivités territoriales sur la francophonie dans le cadre des troisièmes Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée

Nous, collectivités territoriales de la France et du Québec réunies à Québec en 2008 à l'occasion des Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée, constatons que :

- Près de 200 millions d'hommes et de femmes parlent français dans le monde; que les francophones se situent au neuvième rang des communautés linguistiques en nombre de locuteurs; que le français a le statut de langue officielle – seul ou avec d'autres langues –, dans 32 États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie; et que le français est, avec l'anglais, l'une des deux seules langues parlées sur les cinq continents.
- La francophonie est porteuse d'humanisme et d'une mondialisation plurielle, ouverte aux différences, respectueuse des particularités des territoires et ancrée dans une identité fondée sur le partage de la langue française.
- Les collectivités territoriales, parallèlement aux efforts des États centraux, peuvent apporter une contribution considérable à la défense et à la promotion de l'univers francophone compte tenu de l'importance de leur rôle en matière de développement local et régional, notamment dans les domaines de la culture, de la préservation du patrimoine et de l'éducation.
- La coopération décentralisée entre la France et le Québec est devenue un rouage indispensable à la coopération internationale et qu'à ce titre les collectivités territoriales peuvent, en raison de leurs capacités accrues, jouer un rôle moteur dans l'espace francophone.
- La francophonie, pour s'épanouir, doit s'appuyer sur l'engagement concret des communautés et des collectivités envers de la langue française.

Nous, collectivités territoriales de la France et du Québec :

- nous engageons à participer, à partir de nos propres forces et sur la base des particularités qui sont les nôtres, à l'élaboration continue de la grande construction francophone et, pour ce faire, à :
 - › appuyer les projets de coopération qui valorisent l'utilisation, la promotion de la langue française et l'enrichissement du savoir en français,
 - › examiner, dans le cadre des travaux du comité de pilotage, les avenues porteuses d'avenir pour un engagement accru de la part des collectivités territoriales dans le développement de l'espace francophone;
- nous demandons aux coprésidents des troisièmes Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée de faire parvenir la présente déclaration aux chefs de délégation de la France et du Québec au 12^e Sommet de la Francophonie qui aura lieu à Québec du 17 au 19 octobre 2008, ainsi qu'au président de l'Association internationale des maires francophones qui tiendra sa prochaine réunion, également à Québec, les 15 et 16 octobre 2008.

Québec-Alsace : un troisième plan d'action

Le Délégué général du Québec en France, Wilfrid-Guy Licari, et le président du Conseil régional d'Alsace, Adrien Zeller, ont signé le 27 novembre le troisième plan d'action Québec-Alsace, pour la période 2008-2010. Étaient présents de nombreux acteurs alsaciens de cette coopération, dont Alsace International, le Comité régional du tourisme, les universités et les pôles de compétitivité.

Ce troisième plan d'action prolonge et approfondit ceux signés en 2000 et en 2005 et axés sur les domaines économique, culturel et de la recherche. Il ajoute la formation et la mobilité des jeunes ainsi que l'environnement. Cet enrichissement progressif du partenariat entre le Québec et l'Alsace témoigne d'une volonté commune de coopérer de façon toujours plus étroite. Ce qui est facilité par la présence, depuis 1998, d'une antenne d'Alsace International à Montréal. Au-delà des relations institutionnelles, plusieurs actions menées dans le cadre du plan d'action 2005-2007 illustrent les relations privilégiées qui unissent le Québec et l'Alsace. Il y eut notamment les « Rendez-vous du Québec en Alsace » en 2007 avec, principalement, le XV^e Congrès commun des Associations France-Québec et Québec-France, la Foire européenne et le Marché de Noël où le Québec fut l'invité d'honneur. De

son côté, le Comité régional du tourisme, soutenu par Alsace International et la Région, a mené une campagne de promotion tri-annuelle depuis 2007, outre-Atlantique, plus particulièrement à Montréal et Québec.

En 2008, année du 400^e de Québec, l'Alsace a été très présente pour fêter cet anniversaire. La Région a notamment offert un spectacle unique à la population québécoise du 23 au 25 mai, intitulé « Alsace, Terre de France, Terre d'Europe, Terre de Talents », et réalisé par la société strasbourgeoise Aquatique Show International. Cette manifestation, ressentie comme un témoignage fort de l'amitié Alsace-Québec, a été vivement appréciée par près de 40 000 spectateurs québécois. Plusieurs ensembles musicaux et troupes de théâtre se sont aussi produits à Québec et l'Alsace a participé à tous les grands rendez-vous : Futurallia, Expo-Québec, Ateliers de la coopération décentralisée... L'engagement personnel d'Adrien Zeller a d'ailleurs été honoré : un médaillon commémoratif du 400^e lui a été remis par Lucie Latulippe, déléguée aux affaires nationales et internationales de la Société du 400^e.



Wilfrid-Guy Licari et Adrien Zeller.

Pour Adrien Zeller, « l'année 2008 constitue un tournant dans la coopération entre l'Alsace et le Québec. Nous devons poursuivre dans cette voie et développer des projets avec nos amis québécois, notamment via le Fonds franco-québécois de coopération décentralisée (FFQCD). Les acteurs alsaciens engagés dans la coopération avec le Québec peuvent être assurés du concours et de l'assistance de la Région dans l'élaboration et l'aboutissement de leurs projets ».

Le Délégué général du Québec en France a conclu en soulignant que « le partenariat d'exception entre la Délégation générale du Québec à Paris et la Région Alsace met l'accent sur les nouveaux enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées, notamment le développement durable ». ■

Île-de-France :

les murs aux couleurs du Québec

Durant plus d'un mois, le Conseil régional d'Île-de-France a arboré sur ses façades du boulevard des Invalides et de la rue de Babylone, dans le 7^e arrondissement de Paris, 17 photographies grand format consacrées au patrimoine naturel du Québec. Cette exposition, « Québec, l'hommage de l'Île-de-France » s'inscrit dans le cadre des 400 ans de Québec et a été réalisée par le Conseil régional grâce au soutien de la Délégation générale du Québec et de Destination Québec. L'exposition a été inaugurée le 24 novembre, jour où le Festival international du film d'environnement consacrait lui aussi sa programmation au Québec. Le délégué général du Québec en France, Wilfrid-Guy Licari, le célèbre astrophysicien québécois, Hubert Reeves, ainsi que Luc Plamondon,

parolier québécois et président du jury du festival, étaient présents aux côtés de Michel Vampouille, vice-président en charge de l'Environnement et du développement durable, et de Jeannine Haddad, responsable de l'Action internationale et européenne au Conseil régional d'Île-de-France. ■

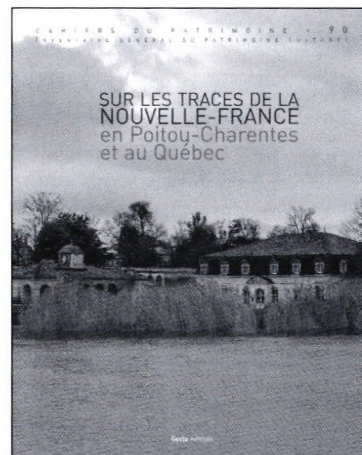


Jean-Philippe Tremblay

Poitou-Charentes :

un superbe ouvrage

Lancé en 2001, l'inventaire pionnier des 600 lieux de mémoire de la Nouvelle France en Poitou-Charentes est considérable. Ce beau livre, publié en 2008, en est issu. « Fruit d'une coopération internationale, il réunit une quarantaine de contributeurs franco-québécois et entend restituer la place de la Nouvelle France dans la construction des identités picto-charentaise et surtout québécoise », souligne Ségolène Royal, présidente de la Région. C'est le témoignage d'un patrimoine partagé et vivant que l'on a plaisir à découvrir. Et il balaie la légende des galets du Saint-Laurent, rue de l'Escale à La Rochelle. ■



Sur les traces de la Nouvelle-France en Poitou-Charentes et au Québec.

GESTE ÉDITIONS,

2008, 373 pages, 45 euros.

DIPLOMATIE

Conseiller politique à la DGQ : Robert Trudel passe le relais à Anne Bernard

Georges Poirier



Ainsi va la vie diplomatique. Robert Trudel, le premier conseiller politique à la Délégation générale du Québec à Paris, est rentré au pays pour une retraite fort bien méritée. Ce fin diplomate et son épouse Claire ont reçu un hommage chaleureux de la part du Délégué Wilfrid-Guy

Licari, en présence des nombreux amis français qui ont eu le plaisir de les côtoyer et de partager leur solide amitié québécoise.

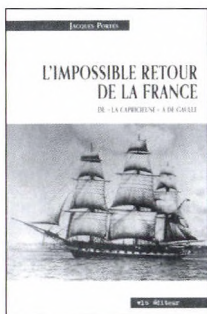
Anne Bernard a pris le relais. Première femme à ce poste de conseillère politique, elle a fait des études de droit international économique à la Sorbonne. Jeune avocate, elle a d'ailleurs expliqué l'accord de libre-échange Canada-USA pour France-Québec magazine (n°68, février 1988). Spécialiste de politique commerciale, elle a suivi le dossier européen puis fut notamment cinq ans en poste à Washington. ■



LIVRE

L'Impossible retour de la France, de La Capricieuse à De Gaulle

JACQUES PORTES
Vlb éditeur, 2008,
109 pages.



Ancien coopérant français au Québec devenu professeur d'histoire nord-américaine à Paris-VIII, Jacques Portes livre ici un petit ouvrage, solidement documenté, sur le contexte franco-québécois entre 1855 et 1967. Deux années qui furent celles de deux « accueils prodigieux », l'arrivée de la Capricieuse et le voyage du général de Gaulle. Entre deux, durant un siècle, la pelote des liens s'est tissée le plus souvent en dehors de toute initiative politique. Et on décèle la complexité d'une relation tiraillée entre ferveur populaire et prudence pour ne pas dire méfiance diplomatico-administrative. Aux amis français du Québec de veiller à la pérennité du pont, unique et spécifique.

RENCONTRE

« Regards croisés » sur les jeunes pour les 40 ans de l'OFQJ

C'est dans le cadre des rencontres « Regards croisés » que le Délégué général du Québec, Wilfrid-Guy Licari, a reçu ce 8 décembre dernier, l'ancienne présidente de la Confédération étudiante et cofondatrice de l'agence *Le Manu*, Julie Coudry et le directeur général de Place aux jeunes du Québec, Benjamin Bussière.

Profitant de l'occasion pour rendre hommage au 40^e anniversaire de l'Office franco-québécois pour la Jeunesse et à son « œuvre de

rapprochement », cette rencontre était orientée sur le thème de la jeunesse. La quarantaine d'invités a pu découvrir les points de vue des intervenants français et québécois sur la situation des jeunes et particulièrement dans leur rapport aux questions du pouvoir, de l'emploi, de la formation et des valeurs.

Juste après, le même soir au Point Éphémère, lieu culturel parisien, l'OFQJ célébrait de façon festive avec ses nombreux anciens participants. ■



Jean Fortin, premier conseiller coopération à la DGQ, Benjamin Bussière, Wilfrid-Guy Licari et Julie Coudry.

Jean-Philippe Tremblay

ECONOMIE

Le Québec invité du Salon des Entrepreneurs 2009

Le Québec a été choisi comme invité d'honneur du Salon des Entrepreneurs 2009, les 4 et 5 février au Palais des Congrès de Paris. Le ministre québécois du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation participera au Salon, accompagné d'une délégation d'une vingtaine d'entreprises québécoises. Deux conférences seront présentées sur l'entre-

preneuriat au Québec et les possibilités d'affaires qu'offre le marché nord-américain pour les entreprises françaises. Des représentants économiques et institutionnels québécois, regroupés au sein d'un Pavillon du Québec, répondront aux questions des entrepreneurs français désireux de faire des affaires au Québec ou de développer des liens avec des entrepreneurs québécois. ■

Transports : deux accords de coopération



Cet accord a été paraphé par le sous-ministre québécois des Transports, Denys Jean, et le consul général de France à Québec, François Alabrune, devant la ministre québécoise Julie Boulet.

Lors de la cérémonie inaugurale des 21^e Entretiens Jacques Cartier, à Québec, deux importants accords de coopération en matière de transport et de sécurité routière ont été signés. D'un côté le ministère des Transports du Québec et de l'autre l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS) et le ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (MEEDDAT). ■

Clôture des célébrations du 400^e de Québec en France

Le 2 décembre, s'est officiellement terminée la programmation du 400^e anniversaire de Québec en France. La soirée s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités impliquées dans les célébrations. Monique Gagnon-Tremblay et Alain Joyandet, respectivement ministre québécois des Relations internationales et secrétaire d'État à la Coopération et à la Francophonie de la République française, ont tenu tous deux, malgré leur absence, à témoigner par vidéo. Les 300 invités ont d'abord été reçus au Cinéma Balzac, sur les Champs-Élysées, pour la présentation d'une co-production qui sortira au printemps, *Le Bonheur de Pierre* du réalisateur Robert Ménard, mettant en vedette Pierre Richard et Rémi Girard. La projection privée du film franco-québécois était spécialement offerte

pour l'occasion par les producteurs.

La soirée s'est poursuivie à la résidence du Délégué général du Québec à Paris, Wilfrid-Guy Licari, pour une réception pendant laquelle des discours ont permis de remercier les instances officielles et les associations impliquées dans cette année exceptionnelle. Jean-Pierre Raffarin, président du Comité français du 400^e anniversaire de Québec, a réaffirmé l'importance de la « *fraternité qui crée le lien mais qui affirme aussi les différences* ». Il s'est également réjoui de la qualité de la coopération et du succès des nombreux projets soutenus par la France, en disant que sa plus grande satisfaction allait à leur prolongement potentiel aux « *projets après le 400^e* ». Le ministre québécois Benoît Pelletier s'est associé aux remerciements et a chaleureusement salué la participation française au 400^e.

« Le bonheur de Jean-Pierre »

Daniel Gélinas, président directeur général de la société du 400^e anniversaire, a tenu à dire que la France a eu « *la présence la plus importante* » et fut assurément, de tous ceux qui ont participé aux célébrations, « *le plus important contributeur* ». « *15 millions d'euros mobilisés* » a précisé la Commissaire générale du Comité français Chantal Moreno, amiral de cette « *mobilisation du cœur* ». Par ailleurs, tous auront rappelé la prédominance des retombées en

matière de contacts humains. Les allocutions se sont achevées par la remise de la médaille commémorative du 400^e anniversaire de Québec à Jean-Pierre Raffarin, Chantal Moreno et François Alabrune, Consul général de France à Québec, par Daniel Gélinas. Le

diplomate français a souligné, en faisant un clin d'œil au titre du film projeté plus tôt, qu'après une année comme celle-ci, il était sans aucun doute à propos de parler du « *bonheur de Jean-Pierre* ». ■

Jean-Philippe TREMBLAY

Jacques-Yvan Morin à l'Académie des sciences d'outre-mer

L'Académie des sciences d'outre-mer a souligné le 400^e anniversaire de Québec en consacrant sa séance du mercredi 3 décembre au Québec. Sous l'intitulé *Le Québec et la France, 400 ans d'amitié*, plusieurs membres de l'Académie sont intervenus sur les thèmes de la culture, de l'histoire et de la politique québécoise. Raymonde Litalien, conservateur honoraire des Archives du Canada, a présenté les conférenciers en pré-

sence du président de l'Académie Jacques Serre. L'ancien ministre et ancien vice-Premier ministre du Québec, Jacques-Yvan Morin, a quant à lui prononcé une allocution sur La fondation de Québec et les choix de l'avenir. Il y a souligné l'intérêt pour les Québécois de se doter d'une constitution formelle, « *à la fois miroir et portrait idéal de la société* ». ■

J.P.T.



Chantal Moreno et Daniel Gélinas.

Ci-dessous les interventions de Jean-Pierre Raffarin et Benoît Pelletier.



Photos Georges Poirier



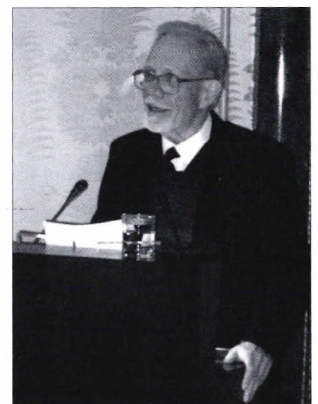
Jean-Pierre Raffarin s'est vu offrir un anorak québécois.



Le consul général François Alabrune a reçu la médaille du 400^e.



Parmi les invités, Christian Rouvreau (Pays Rochelais-Québec), Fabienne Thibault et Jean-Michel Hercourt, chargé du 400^e à France-Québec.



Jean-Philippe Tremblay

CHANSON

Les Cowboys Fringants à l'Olympia

Du 2 au 4 février, le groupe québécois sera sur la scène de l'Olympia à Paris. Et il était en couverture du magazine *Longueur d'ondes* cet hiver. Cela marche fort pour les Cowboys fringants qui ont sorti un nouvel album : *L'expédition* (Archambault, 51 mn, 14 titres).

Quel coup de fouet ! Avec leur folk endiablé, ils ont apporté à la chanson d'ici leur militantisme et leur poésie. On retrouve leur touche acoustique et leurs emballements à grands coups de violon, dès la première mélodie. Avec un petit air de déjà entendu, il semble qu'avec ce 6^e album, les Cowboys n'ont pas cherché à surprendre. Plutôt à enfoncer le clou. Et ça commence bien, par quelques fables qui passent habilement en revue une vie, un amour. Au fur et à mesure des chansons, ce qui étonne le plus, c'est leur manque de hargne, un ton moins direct, pour des textes plus désespérés, des tranches de vie bien plombées. Comme si la marche du monde et le temps qui passe, rendaient excessivement mélancolique l'âme du groupe, l'auteur-compositeur Jean-François Pauzé. Les Cowboys Fringants ont le blues. ■



Michel TROADEC

MUSIQUE

Valérie Milot, « Jeune soliste 2009 »

Les directeurs des chaînes musicales des Radios francophones publiques, réunis à Paris, ont décerné, à l'unanimité, le Prix Jeune soliste à la harpiste québécoise Valérie Milot, originaire de Trois-Rivières.

Présentée par Espace musicale, la radio musicale de *Radio-Canada*, Valérie Milot a conquis le jury grâce notamment à « la qualité du phrasé »

et au « son raffiné et puissant » de ses interprétations. « *C'est une artiste déjà très accomplie, tant sur le plan technique que musical* », a déclaré le jury.

Le Prix jeune soliste des Radios francophones publiques (RFP) est doté d'une bourse de 4000 euros. Avec l'accord de la radio qui le présente, le lauréat met en œuvre un projet (participation à une « masterclass », production d'un enregistrement, tournée de concerts, etc.) lui permettant de lancer sa carrière musicale et de se faire connaître sur le plan international. ■



MÉMOIRE

Marie Guyard de l'Incarnation

Restauration de toiles à Tours...

Pionnière de la Nouvelle France, Marie Guyard de l'Incarnation est née à Tours en 1599. Mystique dès 7 ans, mariée à 17 ans, mère à 18, veuve à 19 ans, servante puis secrétaire et gestionnaire d'entreprise, Ursuline en 1631, première missionnaire envoyée en Nouvelle-France en 1639, elle y mourut en 1672. Ce fut aussi la première écrivaine d'Amérique avec une œuvre considérable et de grand style : écrits, relations, lettres par milliers adressées surtout à son « Très-cher Fils »,

Claude Martin devenu bénédictin en France.

Depuis longtemps, Tours honore sa mémoire. Et c'est une universitaire, tourangelle et québécoise comme elle, Françoise Deroy-Pineau, qui a écrit une excellente biographie. La troisième édition est parue cet automne dans la collection *La Bibliothèque québécoise*. Mi-octobre, à Tours, a été inaugurée la restauration des toiles des XVII^e et XVIII^e siècles qui décorent le lieu de mémoire franco-québécois en l'honneur de Marie Guyard de l'Incarnation.



L'allocation de Françoise Deroy-Pineau lors de l'inauguration de la restauration des toiles.

neur de Marie Guyard de l'Incarnation.

Lors de la cérémonie, en présence du député Jean-Patrick Gille, la Délégation générale du Québec était représentée par Sébastien Bergeron, Touraine-Québec par son président et plusieurs administrateurs. Était là aussi Gilles Durand, rédacteur en chef du bulletin *"Mémoires vives"* de la CFQLMC.

... Un film et une pièce à Compiègne et à Lyon

En octobre, à Québec, a été projeté le documentaire « *Folle de Dieu* », de Jean-Daniel Lafond, qui couvait son projet depuis 28 ans ! Son film didactique retrace le parcours intérieur et l'approche technique de Marie Tifo, la comédienne choisie pour interpréter au théâtre « *Marie de l'Incarnation ou la Déraison d'amour* ». D'où l'intervention, entre autres, d'historiens, d'une Ursuline pour préciser le contexte historique, et d'une comédienne pour guider l'actrice dans l'expression délicate de l'extase mystique imprégnée d'érotisme. Quand verra-t-on ce documentaire en France ?

La pièce, mise en scène par Lorraine Pintal, fut jouée en décembre à Compiègne puis à Lyon. Le public chaleureux, convié à entrer en oraison, découvre grâce à l'ardente Marie Tifo, l'aventure humaine, historique et spirituelle de Marie Guyard, cette femme exceptionnelle du XVII^e siècle. Marie Tifo incarne à merveille cette femme visionnaire, nous entraînant dans le parcours mystique de cette âme de feu emportée par l'amour divin. Elle sert admirablement cette langue du Grand Siècle, élégante et précise.

Cécile PELOSSE

JEUNESSE

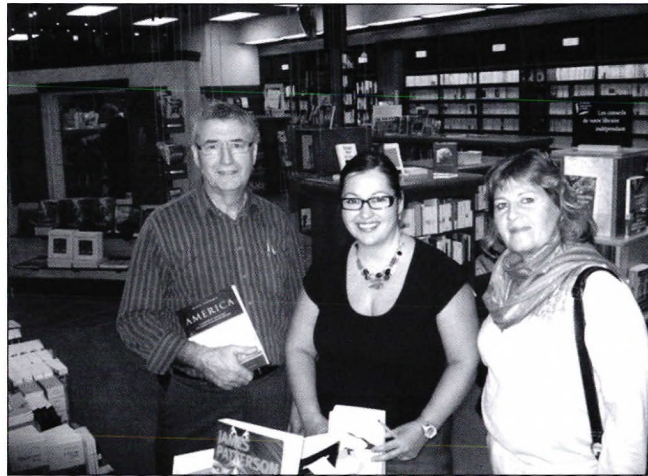
La saga « Les chevaliers d'Émeraude »

Gros succès pour la Québécoise Anne Robillard, présente au salon du Livre Jeunesse de Montreuil. Sa saga « *Les chevaliers d'Émeraude* » figure dans les meilleures ventes jeunesse, littérature d'héroïc

fantasy. Cette saga comporte douze tomes, tous déjà sortis au Québec. En France le succès est plus récent. Le tome VI, *Le journal d'Onyx* a été présenté à Montreuil avec des chevaliers comédiens. ■

Une libraire québécoise sur *France Inter*

Depuis trois ans, chaque semaine, Manon Trépanier, libraire à Longueuil près de Montréal, rend compte de trois romans en tant que chroniqueuse sur *France Inter*, dans l'émission « *La librairie francophone* ». Cette rubrique littéraire, animée par Emmanuel Khérad, en collaboration avec des radios belge, suisse et canadienne, fait découvrir l'actualité littéraire à travers ses libraires. Passionnée de littérature française qu'elle connaît parfaitement, Manon Trépanier délivre, avec un enthousiasme contagieux et beaucoup d'humour, ses coups de cœur et ses coups de gueule sur les ondes françaises. Critique avertie, elle participe également à la présélection du Prix littéraire France-Québec en suggérant des titres de romans québécois.



Pétillante et « *agitée comme une queue de veau* », dit-elle, elle court et circule dans sa grande librairie de Longueuil. Très vaste, elle y a aménagé avec son mari, Robert Leroux, des espaces thématiques et une zone pour y accueillir des écrivains. Manon trouve encore un peu de

temps pour suivre quelques cours à l'université de Montréal. A la voir si passionnée et si réjouie dans son univers de livres, Manon Trépanier illustre parfaitement la phrase de l'écrivain Bernard Werber : « *Le secret de la liberté, c'est la librairie* ». ■

Corinne TARTARE

BOURSE GASTON-MIRON Appel à candidatures

Cette année encore, l'Association internationale des études québécoises (AIEQ) tient son concours pour la Bourse d'excellence Gaston-Miron. Cette bourse d'une valeur de 5 000\$ CA permet à un chercheur en littérature québécoise de niveau doctorat, post-doctorat ou en début de carrière universitaire, et provenant de l'extérieur du Québec et du Canada, de séjourner au Québec pendant un semestre pour parfaire ses connaissances sur un sujet de la littérature québécoise. Les candidats doivent transmettre le formulaire de demande et les autres documents requis au plus tard le vendredi 20 mars 2009.

www.aieq.qc.ca

CINÉMA

La 12^e édition de Cinéma du Québec

Ce festival d'automne s'ancre sur les Champs Élysées mais devient itinérant aussi avec des haltes à Cannes, Liège et Lyon. On retiendra particulièrement le film d'ouverture, *Ce qu'il faut pour vivre* de Benoit Pilon d'après un scénario de Bernard Edmond : un très beau long-métrage sur le déracinement et la culture menacée à travers le transfert à Québec d'un Inuit pour raisons sanitaires dans les années 50. En espérant que ce film trouve un distributeur en France. Ce qui est le cas de *Tout est parfait*, un film sur le suicide des adolescents, réalisé par Yves-Christian Fournier d'après un scénario de Guillaume Vigneault. Sortie prévue le 7 janvier en France chez UGC. ■



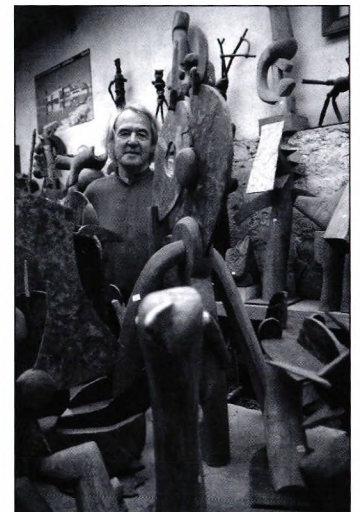
L'inauguration avec la présidente d'honneur Carole Laure, Sophie Dulac (Publiciscinemas) et la comédienne Pascale Bussiès, marraine du festival.

SCULPTURE

Le Québécois Philippe Scrive lauréat du prix Cino del Duca

Le comité de la Fondation Simone et Cino del Duca, sur proposition des membres de la section de sculpture de l'Académie des Beaux-arts, a décerné le prix de sculpture Cino del Duca 2008 au sculpteur québécois Philippe Scrive pour l'ensemble de son œuvre. Le prix, doté d'une bourse de 50 000 €, lui a été remis lors de la séance solennelle de rentrée de l'Académie des Beaux-arts, le 19 novembre, sous la Coupole de l'Institut de France à Paris.

Philippe Scrive vit et travaille à Fontenay-aux-Roses, en France, depuis une dizaine d'années. Il traite différents matériaux comme la brique, le béton, le bois et utilise le thermoformage sur matières plastiques. Né en 1927 dans la région du Témiscamingue au Québec, il a suivi des cours de sculpture à l'école des Beaux-arts de Québec puis à l'école nationale supérieure des Beaux-arts de Paris. Ses rencontres avec Brancusi, Richard Neutra, Le Corbusier et Frank Lloyd Wright ont eu une importance déterminante sur son orientation. L'art dans la cité est devenu pour lui un souci permanent. Le portique qu'il a érigé devant le



Musée d'art contemporain de Dunkerque manifeste d'ailleurs cette volonté d'inscrire de façon durable le geste artistique au sein de la cité.

Philippe Scrive a participé à de nombreuses expositions tant en France qu'à l'étranger. Son œuvre monumentale est visible dans plusieurs grands ensembles architecturaux notamment à Paris, Lille, Bordeaux, Rennes, Dunkerque, Tenerife. ■

Rencontre avec le ministère québécois et le consulat de France

A la veille des Ateliers franco-québécois de coopération décentralisée, les responsables du réseau France-Québec/Québec-France ont tenu, à Québec, une réunion de travail avec Christian Deslauriers, directeur France du ministère québécois des Relations internationales, et Stéphane Catta, conseiller culturel du Consulat général de France. Outre un tour d'horizon sur les activités et les moyens du réseau associatif, la préparation de la prochaine commission permanente de coopération a été abordée. ■



Marie-Agnès Castillon, présidente de France-Québec, Stéphane Catta conseiller culturel au Consulat général de France et l'attaché de coopération technique Patrice Leroy, Chantale Morin conseillère à la direction France du MRI, Christian Deslauriers, directeur France du Ministère des Relations Internationales du Québec.



David Mateo conseiller à la direction France du MRI, Jacques de Reu trésorier de France-Québec, Claude Perreault secrétaire de Québec-France, Margot Bolduc vice-présidente de Québec-France, Réjeanne Lamothe directrice de Québec-France. (N'apparaît pas Corinne Tartare, vice-présidente de France-Québec).

Nouveaux visages au siège de France-Québec



Pauline Piart, est la nouvelle assistante administrative et comptable. Avec un BTS comptabilité et six ans d'expérience professionnelle, elle a un vif intérêt pour la culture québécoise et la dynamique associative. Elle est d'ailleurs trésorière de l'association irlandaise de Paris.



Jean-Philippe Tremblay, titulaire d'une maîtrise d'histoire, il a notamment été agent d'information en 2007 à la Maison du Québec à Saint-Malo et webmestre en 2008 du comité français du 400^e. Il devient coordinateur, en particulier pour les communications.

En bureau commun à Aix-en-Provence

Le bureau national de France-Québec s'est réuni à Aix-en-Provence, à l'occasion du séminaire sur les lieux de mémoire, avec Pierre Provost, président de Québec-France et Margot Bolduc, vice-présidente.



Concours culinaire : la 3^e édition lancée

La troisième édition du concours culinaire « Trophées France-Québec » se déroule en ce début d'année. Les épreuves en régions auront lieu avant le 8 février. La finale nationale est organisée le 18 mars à l'ESCF Ferrandi. Elle sera présidée par Michel Roth, chef des cuisines à l'Hôtel Ritz Paris, meilleur ouvrier de France et Bocuse d'or. La remise des récompenses aura lieu au Sénat, ce même jour.

Les régions suivantes sont engagées dans l'organisation du concours : Alsace, Aquitaine, Auvergne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Guadeloupe, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Lorraine, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays de la Loire, Rhône-Alpes.



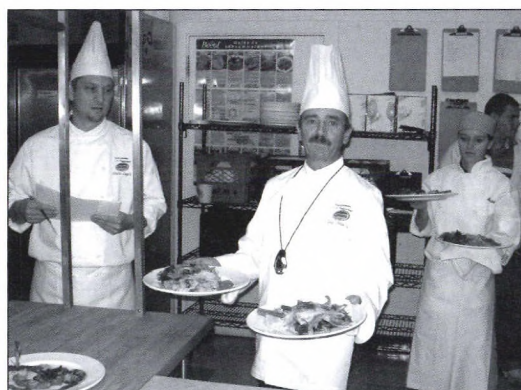
Un partenariat a été signé entre le lycée vendéen Notre-Dame-du-Roc, représenté par le directeur Marc Rondeau et le lycée gaspésien Pouliot dirigé par Jean Begin.

Un prolongement en Gaspésie gourmande

Cette initiative a pris naissance lors des Trophées France-Québec de 2007. Plusieurs associations présentes ont manifesté l'idée d'organiser au Québec une rencontre entre des chefs français et un établissement en Gaspésie. Après de nombreuses difficultés, 4 chefs et 3 élèves sont partis le 26 septembre pour participer à un « Festival Gourmand » puis ils ont participé au Trophée culinaire qui s'est déroulé au Lycée Pouliot le 3 octobre à Gaspé. Dans la délégation française de quinze personnes, la Vendée était représentée par trois élèves du lycée Notre-Dame du Roc et un enseignant, accompagnés par Gabriel Favreau, vice-président de Vendée-Québec et vice-président national. Il y avait aussi un professeur du lycée Stanislas à Villers-les-Nancy et deux chefs étoilés au Michelin, Christian Parra du restaurant La

Galupe au Pays basque et Daniel Chambon du restaurant Le pont de l'Ouyse (Dordogne). Et bien sûr André Bocquier, président de Pays basque-Québec et administrateur national.

Après une réception par la régionale de Québec-France de Gaspé, les cuisiniers français ont présenté, durant trois jours, dans différents restaurants, la cuisine française travaillée avec des produits gaspésiens. Pour le Trophée au lycée Pouliot, le directeur Jean Begin et le chef formateur Jean-Claude Roy (photo) avaient mis les petits plats dans les grands. Les produits étaient offerts par des entreprises membres de Gaspésie gourmande qui fortement œuvré pour la manifestation. Le gagnant, Yannick Fortin, pourra faire un stage d'un mois dans un grand restaurant basque, l'hôtel des Pyrénées à Saint-Jean-Pied-de-Port, un stage de pâtisserie à la Maison Mandion à Anglet et passera deux jours gastronomiques chez Daniel Chambon.



La délégation française a eu une fin de voyage également réussie avec un grand dîner organisé par la régionale montréalaise en compagnie de la société des chefs de Montréal et du Cercle des Toques d'Or. La régionale de Chambly a permis l'accueil en familles, prolongé par une belle réception au Fourquet-Fourchette en présence du maire de Chambly et cinq grands chefs. ■

« La belle énergie du réseau »

Le traditionnel « conseil d'administration élargi » de France-Québec a réuni, début décembre à la Délégation générale du Québec, plus d'une soixantaine de présidents d'associations régionales et d'administrateurs nationaux. Une nouvelle association, Morbihan-Québec, a été accueillie dans le réseau tandis que quelques autres souffrent d'un manque de relève. Mais, globalement, les adhésions se maintiennent. Une charte des contributions réciproques de France-Québec et des régionales, adoptée par le CA, a été présentée.

Le CAE est l'occasion, entre deux assemblées générales, de faire le point sur les actions engagées et les activités en cours (culture, échanges, enjeux de société, économie...). Le bilan des 3^e Ateliers franco-québécois de coopération décentralisée a été présenté et devrait accélérer la création de « comités régionaux » entre associations d'une même région administrative.

C'est aussi une instance de rencontre avec les principaux conseillers de la Délégation générale du Québec. Anne Bernard, qui succède à Robert Trudel (lire page 20) comme première conseillère politique, renouvelle l'appui : « Des réseaux comme le vôtre, cela n'existe pas ; merci de votre engagement pour le Québec ».

Pierre Legros, nouveau directeur du bureau de l'immigration, a rappelé que 17 000 Français ont émigré dans les cinq dernières années. Le Québec, face au vieillissement et à la pénurie de main d'œuvre, va augmenter le nombre d'étudiants étrangers et de travailleurs qualifiés sélectionnés. Autres enjeux : la francisation des nouveaux arrivants et « l'engagement réciproque de l'immigrant et de la société québécoise » pour favoriser les rapprochements interculturels. Il a aussi été question de l'entente de mobilité (page 16) et de la nouvelle politique canadienne dans l'administration des permis de travail qui ne sied guère aux organismes franco-québécois.

Jacques Gagnon s'est félicité du développement du réseau économique en région, conjointement avec

l'association France-Québec. « La rencontre avec des développeurs économiques locaux a été une expérience particulièrement profitable ». D'autres initiatives devraient suivre en 2009.

Le Délégué général du Québec, Wilfrid-Guy Licari, a fait le point sur la crise politique à Ottawa et commenté les récentes élections québécoises. « Un troisième mandat, pour Jean Charest, c'est exceptionnel ». Autre fait, « une femme chef de l'opposition pour la première fois ». Revenant sur le 400^e, le Délégué salue « une mobilisation assez extraordinaire » en France ; « Cet élan nous touche beaucoup, c'est le reflet d'une affection de la France en profondeur ». Année « exceptionnelle » aussi au plan bilatéral avec le discours du président français à l'Assemblée nationale du Québec (page 14). 2008, c'est encore l'entente de mobilité professionnelle, le doublement du fonds pour la coopération décentralisée, 4 à 500 activités culturelles québécoises en France...

Maintenant, « il y a le 401^e »...

À l'adresse de France-Québec, Wilfrid-Guy Licari précise : « Si l'association veut contribuer au 500^e, il faut développer des stratégies pour attirer les jeunes, aller là où ils se trouvent, suggérer des séminaires thématiques ». Il veut aussi « pousser l'économie » et « généraliser les relais » en régions. « Il y a de très bonnes balises », dit-il en conclusion. « Je compte sur votre attachement, votre militantisme, vous êtes incontournables, notre appui vous l'avez ».

Invitée, Chantal Moreno, commissaire du 400^e côté français, a souligné « les liens du cœur » et la mobilisation « au niveau des territoires ». Faisant le bilan, elle a annoncé qu'un reliquat sera versé à France-Québec et à la commission franco-québécoise des lieux de mémoire pour leurs actions 400^e. « Une belle surprise » pour la présidente Marie-Agnès Castillon. Dans ses remerciements, elle a notamment rappelé les liens avec Québec-France et « la réflexion partagée pour un développement stratégique », souligné la forte implication du réseau. « C'est une belle énergie ». ■



Une vue des participants du conseil d'administration élargi.



L'intervention du Délégué général du Québec, Wilfrid-Guy Licari.



Chantal Moreno.



Marie-Agnès Castillon.



Pierre Legros, directeur du bureau de l'immigration à Paris.



Jacques Gagnon, premier conseiller économique à la DGQ.



Anne-Sophie Hoguette, de l'IRTS de Rennes, a témoigné du partenariat.



Marie-Agnès Castillon, présidente de France-Québec, rend hommage à Jean-Michel Hercourt pour ses 30 ans d'administrateur national.

4^e Séminaire sur les lieux de

Les 24 et 25 octobre, ce quatrième séminaire a été tenu à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme de l'Université d'Aix-en-Provence pour souligner le lancement du premier d'une série de douze guides sur « *les villes et les villages de France berceau de l'Amérique française* ». Une rencontre organisée par Terres-de-Provence-Québec et la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs (CFQLMC), section France. Le coordonnateur et la coordinatrice des guides pour l'ensemble des régions de France, Gilbert Pilleul, secrétaire général de la CFQLMC, section France, et Janine Giraud-Héraud, présidente de Terres-de-Provence-Québec et administratrice de France-Québec, ont présenté l'origine et la signification du projet, sa mise en œuvre et les résultats obtenus : des informations de nature textuelle, cartographique et photographique rassemblées sur tout le territoire de l'Hexagone. Le premier guide publié concerne les Régions Provence-Alpes-Côte d'Azur – Languedoc-Roussillon. Onze autres sont à paraître.

Toute mémoire sans histoire peut devenir dangereuse

Ces guides visent à rappeler le legs de la France – une population, le catholicisme et le droit civil comme l'a souligné, dans ce dernier cas, Armelle Le Bras-Chopard, professeure à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines – au Québec et, plus largement à l'Amérique française, de même que les origines françaises de cet héritage. Ils

constituent une invitation à tous les Français et à tous les Québécois à en faire l'acquisition pour mieux célébrer cet héritage commun, l'enrichir et le transmettre aux générations futures par tous les moyens possibles, système d'enseignement, itinéraires touristiques, etc.

Janine Giraud-Héraud a évoqué les démarches associées à la production du guide pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur – Languedoc-Roussillon : relever sur le terrain, pour chaque localité, les repères – plaque, résidence ancienne, château – témoignant de la naissance ou du passage d'un émigrant avant son départ pour la Nouvelle-France, vérifier les renseignements recueillis dans des ouvrages à caractère biographique, consulter au besoin les archives, prendre des photographies, localiser les lieux de mémoire sur des cartes, mettre en forme, à l'aide de l'ordinateur, l'ensemble des informations recueillies pour la publication, faciliter la recherche des pionniers, autant ceux qui ont quitté dans le cadre d'une fonction officielle que ceux qui ont fait la traversée pour mieux vivre de leur métier – au moyen d'index onomastiques. D'autres intervenants ont témoigné du dynamisme et de l'implication soutenue de leur région dans le projet, permettant à l'occasion de constater l'état d'avancement des travaux par un exemple – c'est le cas de Jean-Paul Pizelle qui a fait distribuer une brochure sur Ces pionniers haut-marnais en Amérique française.

La mémoire franco-québécoise



Dans l'amphi.



Table ronde.



Armelle Lebras-Chotard.



Philippe Joutard.



Alain Roy.



J-F de Raymond.



Denis Racine.



André Dorval et Gilbert Pilleul.



Patrice Groulx.



Didier Poton.

ne se nourrit pas seulement d'inventaires sur le terrain. Des conférenciers spécialistes ont traité des pièges à éviter dans la reconstitution du passé, de l'apport incontournable de l'histoire et des sciences humaines de même que des différentes formes que peut revêtir le patrimoine.

Patrice Groulx, professeur associé à l'Université Laval, rappela la pertinence de ne pas hésiter à remettre en question notre connaissance du passé, car la mémoire, laissée à elle-même, peut trop facilement s'en remettre à des mythes et laisser place à l'imaginaire. Philippe Joutard,



Hommage rendu aux chercheurs bénévoles.



mémoire franco-québécois

professeur à l'École des hautes études en sciences sociales, a insisté sur le rôle de l'histoire comme fondement de la mémoire pour établir et au besoin rétablir les faits du passé. Alain Roy, archiviste-historien de Bibliothèque et Archives Canada, et Jean François de Raymond, professeur associé à l'Université Laval, ont abordé, entre autres questions, les différents visages que peut prendre le patrimoine, traces physiques dans le paysage, courants d'idée, telle la pénétration des idées de Descartes en Nouvelle-France. Face à une mémoire sélective, simplificatrice, déformante, la collaboration entre historiens, chercheurs et experts de terrain s'impose.

Les recherches scientifiques, les publications savantes qui les font connaître, sont des outils auxquels les collaborateurs au projet de guide sur les lieux de mémoire doivent recourir, mais elles ne demeurent pas moins des sources secondes. Rien d'étonnant à ce que les organisateurs du séminaire aient prévu une visite aux Archives nationales d'outre-mer, gardiennes des documents du

premier empire colonial français. Martine Cornède, directrice du Centre d'outre-mer, s'est employée à démystifier les anciens documents témoignant de la période de la Nouvelle-France – du 17^e siècle au début du 19^e siècle. Elle a insisté sur les instruments de recherche qui facilitent l'accès, tels l'État général des fonds et la base Ulysse pour les images numérisées de l'iconothèque et de la cartotheque. Son exposé a été accompagné d'une présentation de documents originaux. Les participants n'ont pu manquer de quitter avec un avant-goût des découvertes enrichissantes que peut faire celui qui ose s'aventurer au service.

Maintenir vivante la mémoire collective

La lumière ne doit pas rester sous le boisseau. Des archives bien organisées et à la portée de tous, les publications en histoire qui font état des recherches, ne suffisent pas à maintenir vivante la mémoire collective. Par nature, celle-ci a tendance à oublier. Les rappels doivent être multipliés auprès du grand public : cérémonies,

pose de plaques, tracés d'itinéraires touristiques, voyages de découverte, interventions auprès des responsables des programmes d'enseignement.

Le moment ne pouvait mieux convenir pour laisser la parole à ceux qui président aux destinées des associations qui constituent un maillon de la chaîne reliant la France au Québec. De telles associations, dont la mission est de rassembler, constituent des milieux favorisant la collaboration entre spécialistes, volontaires et experts sur le terrain pour diffuser la mémoire franco-québécoise. Pour l'occasion, ont pris la parole : André Dorval, coprésident de la CFQLMC, section Québec, Pierre Provost, président national du réseau Québec-France, Marie-Agnès Castillon, présidente nationale du réseau France-Québec, Denis Racine, président de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie. Le mot de la fin a été confié à Didier Poton, professeur et doyen, Faculté des lettres, langues, arts et sciences humaines de l'Université de La Rochelle. Face aux résultats bénéfiques de la coopération

entre spécialistes et volontaires engagés sur le terrain – le projet des douze guides en constitue un bel exemple –, il a encouragé la participation aux activités des associations pour l'avenir de la mémoire franco-québécoise. Ces associations ont accumulé de l'expertise à travers leurs activités passées et ont su trouver des réponses à des problèmes rencontrés qui, souvent, s'apparentent à ceux d'aujourd'hui. L'adhésion à ces associations de même que la consultation de leurs archives, pour retracer leurs options retenues, peuvent constituer autant de balises pour orienter l'action présente et future.

Ce 4^e séminaire a été vivement apprécié de tous les participants. Il a été clôturé par un dîner de gala avec évocation théâtrale et animation avec le groupe musical québécois Chakidor, une soirée à la hauteur du succès obtenu par ces deux jours d'échanges sur les lieux de mémoire franco-québécois. ■

Gilles DURAND

Rédacteur en chef de *Mémoires vives*, bulletin internet de la CFQLMC section Québec.

La soirée de gala



Robert Trudel, André Dorval, Janine Giraud-Héraud et Marie-Agnès Castillon.



Robert Trudel, de la DGQ, salue les maires du Pays d'Aix à qui ont été remis la liste des pionniers partis de leur commune.



Champlain avait l'accent provençal...



Une évocation historique du départ des pionniers pour la Nouvelle France par les équipes de Terres de Provence et de Langres-Montréal-Québec.



Valérie Pichon (Châkidor) souhaite un bon anniversaire à André Dorval.

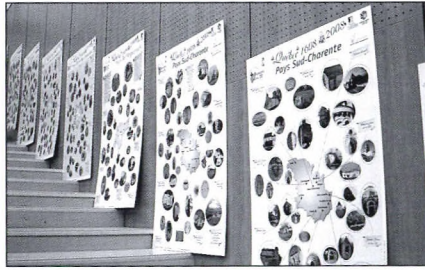
Photos Georges Poirier

Sur les traces des pionniers

Charente : 156 communes photographiées

Seize panneaux sur les 156 communes de Charente d'où partirent 320 pionniers ont été réalisés par l'Association Hautes-Vallées-Charente-Québec. Cette exposition sur les ancêtres charentais des Québécois est organisée autour de six syn-

dicats de pays du département. Chaque commune est illustrée par des photographies de monuments datant généralement de l'époque des pionniers : églises, châteaux, fontaines... « Nous voulions trouver des bâtiments que ceux qui sont partis ont connus », explique la présidente de l'association Hélène Granet. Elle a sillonné le département pour prendre ces photos en compagnie d'une adhérente, Ginette Soulas. Un vrai patrimoine d'iconographie architecturale, agrémenté de parchemins historiques.



Cette exposition, liée au futur livre de la collection « Ces villes et villages de France berceau de l'Amérique française », circule dans le département. Comme à Angoulême, lors du marché de Noël. L'objectif ultime est de traverser l'Atlantique avec cette exposition pour expliquer aux Québécois qu'ils ont de la parenté en Charente. Plusieurs villes sont déjà intéressées. ■

Haute-Marne :

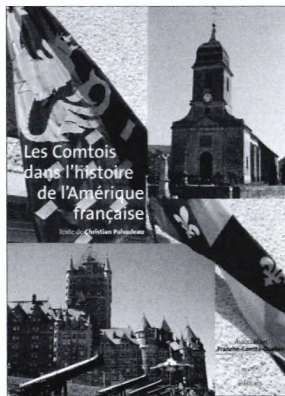
41 communes et 72 pionniers recensés

Cette brochure de 12 pages a été conçue et réalisée par l'Association Langres-Montréal-Québec. Elle recense les 41 communes, qui bénéficient toutes d'une photo couleur, et les 72 pionniers partis de Haute-Marne en Amérique française aux 17^e et 18^e siècles. Elle a été lancée à Langres le 24 juin en même temps que 400 ballons bleus et blancs (dont plusieurs se sont retrouvés... en Allemagne), en présence de plus de 200 personnes sous la présidence du sénateur Charles Guené, président de l'Association des maires de Haute-Marne. Chaque maire a reçu un parchemin calligraphié attestant le parcours de son ou ses pionniers. Plusieurs de ces parchemins ornent désormais les mairies. ■



Franche-Comté : pour comprendre les enjeux

Pour le 400^e anniversaire de la fondation de Québec, il s'imposait d'honorer les pionniers de la Nouvelle France, non seulement ceux qui furent célèbres, mais encore et surtout toutes ces petites gens qui contribuèrent à son développement et qui sont restés méconnus, y compris dans leur lieu d'origine. Qui furent-ils ? Pourquoi partirent-ils ? Sur quel territoire allaient-ils mettre les pieds ? Autant de questions sur lesquelles, depuis quelques années déjà, Christian Palvadeau, membre de Franche-Comté-Québec, avait entrepris de nombreuses recherches. Et c'est avec succès que ce livret nous apporte bien des réponses. Une première partie présente, avec des illustrations bien choisies, une brève histoire de l'Amérique française, ce qui permet au lecteur de se situer plus précisément dans le contexte dans lequel se développa la colonisation française d'Amérique. Une seconde par-



tie s'attache à retrouver, avec une réelle rigueur historique, les noms, les lieux d'origine, voire les raisons de ces Francs-Comtois, émigrant vers ce territoire d'Amérique qui allait devenir le Québec. Bien documenté, le texte va à l'essentiel pour permettre de comprendre les enjeux et les circonstances dans lesquels s'est développée cette colonie française d'Amérique et se lit tout à fait agréablement. Jusqu'à l'emprise britannique en 1763, on suit très bien les péripéties de l'établissement de la Nouvelle France avec les déceptions, les échecs, les rivalités et les violen-

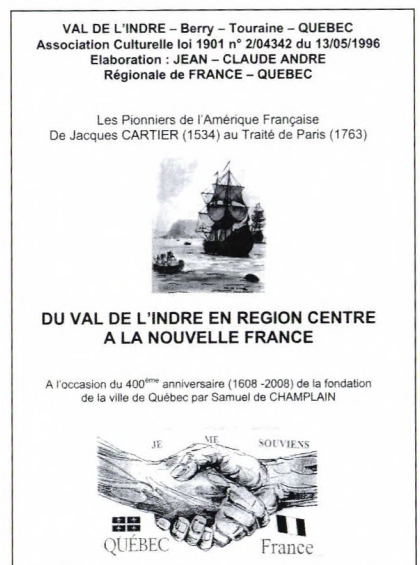
ces que cela a suscité, mais on sent aussi le courage, la persévérance et l'audace dont ont dû faire preuve tous ces pionniers venus de France en espérant une vie meilleure. Et ceux-là vinrent aussi de Franche-Comté : 87 noms répertoriés dans 58 villes et villages du Doubs, de la Haute-Saône et du Jura. Tous avaient de bonnes raisons pour quitter la région et beaucoup ont engendré là-bas une importante descendance dont les lointaines racines sont au profond de notre Comté. Vraiment, c'est un petit livre de 95 pages qu'il faut lire : on y plonge non seulement dans les débuts de l'histoire du Québec, mais encore il éclaire certaines facettes du passé comtois. Et peut-être que certains y retrouveront cette parenté qui font des Québécois ces lointains cousins d'Amérique qu'on évoque parfois ! ■

Gisèle TUAILLON

Commande : 13 € à l'Association Franche-Comté-Québec (03 81 50 26 59).

Val d'Indre : un mémoire dans chaque collège

La ténacité du « québécoisophile » Jean-Claude André, président de Val de l'Indre-Québec et de son équipe a abouti à la publication de ce recueil de plus de 260 pages sur les liens entre ce coin de Touraine et la Nouvelle-France. Un gros travail sur l'Amérique française et les pionniers venus du Centre comme Louis de Buade, comte de Frontenac. Il est même proposé un circuit de Nouvelle France en Val de l'Indre-Brenne. Un beau travail puisque le conseil général de l'Indre a offert un exemplaire de ce mémoire à chacune des bibliothèques des collèges de ce département. ■



Christine Eddie lauréate du prix littéraire France-Québec

Le « Prix littéraire France-Québec » a été attribué le 31 octobre à Christine Eddie pour son roman *Les Carnets de Douglas*, publié au Québec en 2007 par les Editions Alto. Il vient d'être publié en France aux éditions Héloïse d'Ormesson. Plusieurs centaines de lecteurs dans 28 régionales du réseau France-Québec ont participé ont voté et ont donné à ce livre une forte majorité.

Auteure de nombreux articles et nouvelles, Christine Eddie signe avec *Les Carnets de Douglas* un premier roman fort réussi. L'histoire met en scène des person-

nages singuliers, écorchés que la vie se chargera de métamorphoser. Malgré sa gravité, *Les Carnets de Douglas* demeure aérien grâce à la légèreté d'une écriture empreinte de tendresse et de poésie.

Une tournée de Christine Eddie sera organisée à travers la France par le réseau France-Québec en mars 2009. Au cours de manifestations diverses, dont une séance de dédicace au Salon du livre de Paris, Christine Eddie ira à la rencontre de ses lecteurs, d'étudiants et d'un large public. Le Prix littéraire France-Québec, qui célèbre son 10^{ème} anniversaire cette

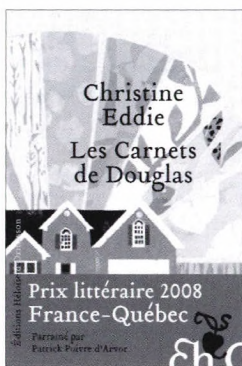
année, est une initiative de l'Association France-Québec bénéficiant du soutien du ministère des Relations internationales du Québec, du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec, de l'Association internationale des études québécoises, du Consulat général de France à Québec et de la Délégation générale du Québec à Paris.

L'objectif de ce prix est de contribuer à la promotion en France des romans publiés au Québec et de favoriser des rencontres entre les auteurs québécois et les lecteurs français.

Le prix, dont la dotation est por-

tée à partir de cette année à 5000 €, sera remis lors d'une cérémonie officielle, en mars 2009, à la Délégation générale du Québec à Paris.

Les Carnets de Douglas était en compétition avec *Vous êtes ici* de François Gravel (Québec-Amérique) et *La sœur de Judith* de Lise Tremblay (Boréal). ■



Châkidor : une tournée réussie

Valérie Pichon et André Varin, ces deux musiciens québécois de l'Outaouais, ont plus qu'apprécié leur nouvelle tournée française sous l'égide de France-Québec. A leur façon, dynamique et talentueuse, ils ont enchanté la vingtaine de villes qui les ont accueillis. A noter la belle expérience en Bourgogne où Chakidor a donné trois concerts et animé cinq ateliers scolaires. ■



En haut : Duo, complice, à Laval.

Ci-contre : En grande formation à Aix-en-Provence.



Automne 2009

Ce sera Carolyne Jomphe

C'est le choix des présidents des associations en régions. Carolyne Jomphe effectuera la prochaine tournée culturelle de France-Québec à l'automne 2009.

Auteur, compositeur et interprète, Carolyne Jomphe, acadienne et québécoise, chante fièrement ses racines, ses valeurs, son attachement à sa culture et à la francophonie. Carolyne Jomphe est native de Havre Saint-Pierre, un charmant village québécois à 1100 km de Montréal sur la Côte-Nord, sur le bord du Golfe Saint-Laurent. Ce village est habité par des gens de descendance acadienne venus des Îles de la Madeleine et que l'on surnomme les "Cayens".

Elle est une jeune femme particulièrement énergique, dynamique qui possède un étonnant et chaleureux sens de l'humour ! ■



Présentes sur le terrain

Alpes-Québec :

150 000 visiteurs pour Alpeexpo à Grenoble

Cette année, 400^e oblige, le pays invité à ce rendez-vous traditionnel d'automne à Grenoble, fut comme il se doit : le Québec. Le président de la régionale Alpes Québec, François Dufour, conjointement avec le pôle d'organisation de la société ALPEXPO, ont mutualisé leurs moyens pour la réussite de cette manifestation commerciale qui a rassemblé plus de 700 exposants et reçu plus de 150 000 visiteurs. Le jour de l'inauguration, parmi les élus du bassin grenoblois et de la Région Rhône-Alpes, le Québec était représenté par Jacques Gagnon, premier conseiller aux affaires économiques et commerciales de la Délégation Générale à Paris.

Les Grenoblois ont pu déguster les produits québécois et faire emplette auprès des artisans présents. Connaissance du monde a fait une projection journalière du film « Au fil du Saint Laurent » de E. Braquet et F. Moreau. Les bénévoles sur le stand

de la Régionale ont donné nombre de renseignements sur les programmes d'échanges de France-Québec, avec bien sûr une large part d'information sur l'immigration. Une rétrospective des fêtes du 400^e à Fort Barraux fut très appréciée des visiteurs.

Durant les dix jours, l'animation musicale fut assurée par Fabienne Thibeault, le spectacle Montréal Cabaret, le groupe Châkidor, et le conteur Luc Laroche accompagné par les musiciens du groupe Le Diabl' dans la Fourche. ■



Châkidor : André Varin et Valérie Pichon entourés de Jean Séquiès et François Dufour.

Provence Vaucluse-Québec :

30 000 visiteurs à la Foire d'Orange

La 53^e foire d'Orange a ouvert ses portes le 11 octobre avec pour thème le 400^e anniversaire de Québec. L'inauguration officielle a eu lieu, en présence des officiels (préfet, ancien ministre, député, conseillers et maires...) et sous les auspices du Délégué Général du Québec en France représenté par Sébastien Bergeron, attaché politique de la DGQF. L'Association Provence/Vaucluse-Québec était chargée de co-animer cette foire pendant dix jours. Elle a fait appel aux talentueux Carolyne Jomphe et Jean-Guy Deraspe, chanteurs interprètes aux répertoires variés, dont les mélodies rappellent inmanquablement la « Belle Province ». Pour compléter le tout, des conférences sur le Québec ont été présentées sur le stand de la

librairie l'Orange Bleue par l'auteure québécoise Marie-H. Morot-Sir. L'Association avait également fait appel à « Chemin des Erables » et à son animateur Alain Perron pour présenter sept chalets de bois, aux couleurs et produits du Québec. Au total, 30 000 visiteurs auront pu découvrir ou redécouvrir le « pays d'en face » et s'informer grâce à une permanence tenue tout au long de la foire par les membres de la régionale, sur le stand de l'Association. ■



Pays Basque-Québec aux Déferlantes

Les « Déferlantes Francophones de Capbreton » ont vu une fréquentation accrue du stand de l'association Pays-Basque-Québec. Il faut dire que cette année il y avait le renfort de deux jeu-



nes Québécoises qui se sont jointes à l'équipe et ont fait la promotion de leur pays. Nombreuses questions sur les études au Québec et l'immigration. ■

Cornouille-Québec : un partenariat réussi

En cette année du 400^e de Québec, les organisateurs du salon du livre multilingue jeunesse (16^e édition), le 9 novembre à Pluguffan, près de Quimper, avait choisi le Québec comme invité d'honneur. Ils ont sollicité pour donner une connotation bien québécoise à leur manifestation, le partenariat de l'Association Cornouaille-Québec.

André Varin et Valérie Pichon du groupe Chakidor ont fait un

déplacement spécial par avion de Lyon pour une prestation qui fut très appréciée par les visiteurs. De même, André Vigneau, pêcheur de homards mais également conteur aux îles de la Madeleine, s'était déplacé pour plusieurs représentations dont deux dans des établissements scolaires. Des auteurs de courts-métrages américains et un écrivain québécois, Pascal Millet, étaient également au programme.



Les adhérents s'étaient très mobilisés pour tenir les trois stands de l'Association (vente d'ouvrages québécois, produits et promotion du Québec). ■

Franche Comté-Québec :

solidarité interrégionale au marché de Noël de Besançon

Durant un mois, le Québec a été à l'honneur au marché de Noël de Besançon. Franche-Comté-Québec a été présente dans un chalet au sein du « village du Québec », avec notamment l'exclusivité de la vente de livres, calendriers et CD. Aidés en cela de manière décisive par les amis de Bourgogne-Québec et Langres-Montréal-Québec qui ont relayé les Francs-Comtois sur le stand. Le 17 décembre, Valérie Lion, après sa conférence à l'Université ouverte, a fait une séance de



vente-dédicace de son livre les Irréductibles Québécois. Le 22 novembre, les élèves de Pierrefontaine furent les invités du chalet pour présenter leur projet de voyage et obtenir un soutien des visiteurs. ■

Auvergne-Québec : la grande traversée pour les 20 ans du pacte d'amitié Chatel-Guyon / Montmagny

Vingt adhérents ont fait la grande traversée le 28 septembre avec Auvergne-Québec. Dès le lendemain de leur arrivée, ils partageaient un repas avec la régionale de Montréal. Des échanges sont prévus...

Après une visite de la ville, le groupe a pu profiter des couleurs de l'été indien autour du Lac Blanc, monter au Saguenay visiter le magnifique parc de St Félicien, faire une balade autour de lac Saint-Jean, sans oublier la croisière à Tadoussac.

Ils ont profité d'un superbe beau temps pour visiter la ville de Québec, Un petit coucou s'imposait à Québec-France avec la photo souvenir !

Cette visite s'est terminée à Montmagny, ville qui a signé un



pacte d'amitié avec la ville de Châtel-Guyon... Les habitants, les adhérents et la municipalité ont réservé un accueil plus que chaleureux à la délégation auver-

gnate... Le 9 octobre, il fallait reprendre le chemin du retour avec le cœur gros de laisser des amis... des amitiés se sont créées. En

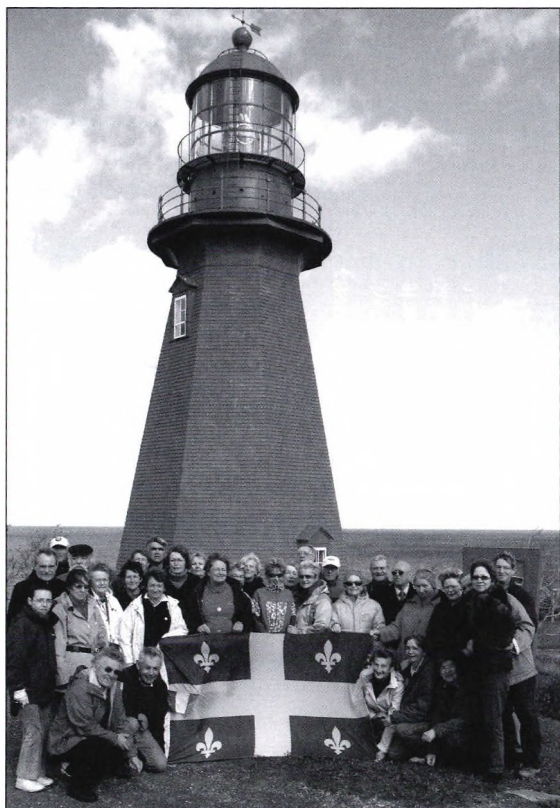


arrivant à Châtel-Guyon chacun faisait des projets de réception des amis de Montmagny, attendus en 2009. ■

Bourgogne-Québec : à l'initiative d'un voyage interrégional

Ce sont trente-deux adhérents, venant de différentes régions de France, qui ont embarqué le 30 septembre pour treize jours de voyage, à l'occasion des fêtes du 400^e anniversaire de la

fondation de Québec. Mais la fête était finie, et Québec avec tiré le rideau... de pluie pour l'accueil, comme lors des cérémonies officielles en juillet !



Le groupe devant le phare de La Martre.

Le lendemain, halte à Rivière-du-Loup, le temps du repas avec les homologues québécois de la régionale Bas Saint-Laurent. Le temps d'échanger entre adhérents de Québec-France et France-Québec, avant de continuer le périple pour visiter les Jardins de Métis, après un arrêt à Saint-Jean-Port-Joli, le village de l'artisanat sur bois, au bord du Saint-Laurent. Troisième jour... le soleil arrive. Depuis la terrasse de l'hôtel à Matane, quelle vue magnifique sur le grand fleuve Saint-Laurent ! Cap au Nord ! Et oui, au Québec c'est ainsi que l'on se dirige, avec le numéro de la route complété par son orientation. On ne quitte pas de si tôt la 132. Tout au long du voyage, des coups de cœur, il y en aura :

- La rencontre avec des chasseurs, ramenant deux orignaux transformés en trophées, bien en évidence dans la caisse de leurs chars (véhicules). Que l'on soit pour ou contre, pêche et chasse ont longtemps été les princi-

Vous n'êtes jamais allé au Québec ?

**Un voyage découverte
France-Québec et Prométour**

Du 5 au 21 août 2009, France-Québec et Prométour organise un « Voyage découverte du pays d'en face » pour les adhérents de l'association de plus de 35 ans. Un séjour itinérant par la route des Appalaches et des Navigateurs (Sherbrooke, Rivière-du-Loup, la Gaspésie, Rimouski, Tadoussac, Baie-Saint-Paul, Québec, Trois-Rivières, Joliette et Montréal).

L'hébergement comprend dix nuits dans des familles du réseau Québec-France et cinq à l'hôtel. Il y a 19 places. Candidatures avant le 31 janvier dans la limite des places disponibles et par ordre d'arrivée.

Renseignements : Michel Schluck, coordinateur du programme, 03 83 47 08 56 ou 06 30 61 25 24.

Courriel : lorraine.quebec@wanadoo.fr

paux moyens de subsistance des Québécois.

- Les phares : celui de La Martre, celui de Cap aux Rosiers... Tous différents.

- Les églises, les unes catholiques, aux intérieurs très colorés, les autres, anglicanes, reconnaissables par leur façades blanches et leur toit noir. Elles sont presque toutes ouvertes.

- La nature : le parc de Forillon, où l'on fait revivre, chaque été, l'activité des pêcheurs de morue ; près du rocher Percé celui de l'Île Bonaventure avec sa réserve de Fous de Bassans la plus importante au monde...

Le périple s'est poursuivi en Acadie, à la découverte d'un autre peuple francophone d'Amérique. ■

Un réseau

Bretagne

Cornouaille-Québec



Joseph LE BEC
4 allée Matilin an Dall
29000 QUIMPER
☎ 02 98 55 43 65 (après 20 h.)
Courriel : Joseph.Lebec@wanadoo.fr
Site : www.cornouaille-quebec.com

Dinan-Québec



Patrick DIVEU
66 avenue de Beauvais
22100 LANVALLAY
☎ 02 96 39 08 62
Courriel : patrick.diveu@wanadoo.fr

Morbihan-Québec



Yves MARCHAND
Mairie de Tréfléan
56250 TRÉFFLÉAN
☎ 02 97 69 10 16
Courriel : yvecat@libertysurf.fr

Pays de Rennes-Québec



Patricia LE GUILLOU CARER
10 rue de la Parcheminerie
35000 RENNES
☎ 02 56 51 02 12
du lundi au jeudi de 18h à 19h
Courriel : asso.rennes-quebec@caraimail.com

Saint-Malo-Québec



Gérard LALLEMENT
Maison du Québec
Place du Québec
35400 SAINT-MALO
☎ 02 99 56 34 32
Courriel : glallem@yahoofr
Site : http://maisonquebec.stmal.free.fr

Poitou-Charente

Brouage-Québec

Michèle OLIVET
R.D. n° 3 Hiers Brouage
29, rue Bernard Palissy
17320 HIERS BROUAGE
☎ 05 46 85 10 04

Châtellerauld-Québec

Michèle DEBAIN
4 rue Racine
86100 CHÂTELLERAULT
☎ 05 49 21 18 58
Courriel : debain-mic@wanadoo.fr

Gâtine Poitevine-Québec

Nicolas GAMACHE
Land'Frère
79340 COUTIERES
☎ 05 49 63 74 82
Courriel : gatinequebec@laposte.net

Hautes-Vallées Charente-Québec

Hélène GRANET
11 rue Bir-Hacheim
16260 CHASSENEUIL
☎ / Fax 05 45 39 69 42
Port. 06 76 15 04 15
Courriel : madameboss@yahoo.fr

Pays-Rochelais-Québec

Christian ROUVREAU
6 rue de Chatellaillon
17220 LA JARRIE
☎ 05 46 35 89 55
Courriel : larochelle-aunis@wanadoo.fr
Site : http://perso.wanadoo.fr/pays-rochelais-quebec

Pons-Sud-Saintonge-Québec

Gislaine CHAUVET
6 rue du Limousin
17800 PONS
☎ 05 46 91 58 93
ou 08 73 68 58 94
Courriel : gerad.gislaine@free.fr

Basse-Normandie

Calvados-Québec



Edith COLBERT
1018 quartier du Grand Parc
14200 HEROUVILLE
ST-CLAIR
☎ 02 31 43 85 16
courriel : edith.colbert@laposte.net

Orne-Québec



Jacques NORTIER
La Rosière
61190 TOUROUVRE
☎ 02 33 25 60 83

Pays-de-la-Loire

Anjou-Québec



Nathalie GIRARD
7 rue d'Artois
49100 ANGERS
☎ : 06 74 92 19 17
courriel : lalilouette@wanadoo.fr
Site : www.anjou-quebec.asso.fr
Merci de privilégier l'adresse courriel

Laval-Québec



Guy HUBERT
Hôtel de Ville
53000 LAVAL
☎ 02 43 49 46 42
courriel :
guyhubert@wanadoo.fr

Maine-Québec



Robert ROULEAU
27 rue Belle Borde
72200 LA FLECHE
☎ 02 43 94 05 89
courriel : robert.rouleau@wanadoo.fr

Pays-Nantais-Québec



Michel PUAUD
21 Bd de Stalingrad
44000 NANTES
☎ 06 33 58 61 54
Courriel : paysnantaisquebec@voila.fr

Vendée-Québec



Daniel CHIRON
Les Habites
29 route de Challans
85220 APREMENT
☎ 02 51 55 73 59
Courriel : rolande.fevrier@wanadoo.fr

Aquitaine

Bordeaux-Gironde-Québec



Michel GIRARD et
Yvon FRAICHE
56 av. Edmond Rostand
33700 MÉRIGNAC
☎ 06 84 81 44 53
Courriel : mgirard@atrium-sa.com ou
yvon.fraiche@wanadoo.fr
Site : http://bgq.asso.fr

Pays-Basque-Québec



André BOCQUIER
Maison des Associations
11 allée de Glain
64100 Bayonne
☎ 05 59 44 74 10
Uniquement le jeudi de 18h30 à 20h30
Courriel : paysbasque.quebec@wanadoo.fr
Site : http://paysbasque.quebec.free.fr/

Pays-Foyen-Québec



Jean-Claude ALLAIN
54 av. du Maréchal Leclerc
33220 PINEUILH
☎ 05 57 46 32 13

Périgord-Québec



Dominique ROUSSEAU
B.P. 503
24100 BERGERAC cedex
Courriel : perigord-quebec@orange.fr
Site : www.perigord-quebec.com
ou Dominique ROUSSEAU
Courriel : rousseau_courtage@hotmail.com

Haute-Normandie

Grand-Quévilly-Vallée-de-Seine-Québec



Huguette DOIZY
Ancienne école Marie Curie
Place Gabriel Péri
76120 GRAND-QUÉVILLY
☎ / Fax : 02 35 18 14 19
Courriel : grandquevillyquebec@free.fr

Centre

Berry-Québec

Michelle BLAYAC
Maison des Associations
28 rue Gambon
18000 BOURGES
☎ 02 48 72 84 36
Courriel : blayacmichelle@wanadoo.fr

Eure-et-Loir-Québec

Anne-Marie FICHET
47 rue de Varize
28000 CHARTRES
☎ 02 37 34 56 69
Courriel : amfichet@yahoo.fr

Gâtinais-Québec

GATINAIS
Pierre POULAIN
40 rue des Déportés
45700 VILLEMANDEUR
☎ 02 38 85 98 38
Courriel : pierdipp@yahoo.fr
Site : www.gatinais-quebec.com

Sologne-Québec

Jean-Jacques BOUCHER
Route de Bracieux
41250 CHAMBORD
☎ 02 54 46 02 93
Fax : 02 54 46 02 49
Courriel : boucherjj@wanadoo.fr

Touraine-Québec

Daniel GODEFROY
58 rue de la Branchoire
37550 SAINT-AVERTIN
☎ 02 47 27 69 52
Courriel : tourainequebec37@hotmail.fr

Val de l'Indre-Québec

Jean-Claude ANDRÉ
17 rue Pierre Bretonneau
36700 CHATILLON SUR INDRE
☎ 02 54 38 75 17
Courriel : europassion@wanadoo.fr

Limousin

Haut-Limousin-Québec

Yannick MALARD
chez Lucien MALARD
6 avenue du Président Coty
87100 LIMOGES
☎ 05 55 01 18 18
Fax : 05 55 53 37 41
Courriel : haut-limousin.quebec@cegetel.net

Pays-de-Brive-Corrèze-Québec

Christiane LAVAL
Immeuble des associations
Place Jean-Marie Dauzier
19100 BRIVE-LA-GAILLARDE
☎ 05 55 23 23 78
Courriel : chlaval@free.fr

Ile-de-France

Essonne-Québec



Serge DUBIEF
Hôtel de Ville
91230 MONTGERON
☎ 01 69 03 54 23 (heures de bureau)
Courriel : serge.dubief@wanadoo.fr
Site : www.essonne-quebec.net

Paris-Québec



Raymond LOR
Maison des Associations - boîte 17
60-62 rue St André des Arts
75006 PARIS
Courriel : paris-quebec@wanadoo.fr
Site : www.paris-quebec.org/

Seine-et-Marne-Québec



Ivan GAUDEFOY
28 rue Carnot
77400 LAGNY-SUR-MARNE
☎ 06 87 83 18 95
Fax : 01 64 30 91 81
Courriel : seineetmarnequebec@free.fr
Site : www.seine-et-marne-quebec.fr

Val-de-Marne-Québec

Christiane BOUVARD
4 quai du Port
94130 NOGENT-SUR-MARNE
☎ / Fax : 01 43 24 34 66

Val-d'Oise-Québec



Jean-Pierre TARTARE
121 rue du M^e Foch
95620 PARMAIN
☎ 06 84 80 08 58
Courriel : jp2tartare@orange.fr

Yvelines-Québec



Alain PERRON
CFM-BTP 13 rue Denis Papin
B.P. 95
78190 TRAPPES
☎ : 06 88 46 87 28
Courriel : yvelines.quebec@free.fr
site : http://yvelines.quebec.free.fr

Midi-Pyrénées

Albigeois-Québec



André LAGRANGE
10 rue Luchet Bât A
81150 MARSSAC
☎ 05 63 53 16 56

Midi-Toulousain-Québec



Jackie Mc CARTY
1 rue Luchet Bât A
31200 TOULOUSE
☎ 05 61 58 28 65
Courriel : midi-toulousain.quebec@wanadoo.fr
Site : http://miditoulousainquebec.free.fr

«tricoté serré»

Un pont sur l'océan,
deux pays, deux peuples
au coude à coude.

24 rue Modigliani - 75015 PARIS
Tél.: 01 45 54 35 37 - Fax : 01 45 57 69 44
Courriel : fq_secretariat@francequebec.fr
Web : www.francequebec.fr

Nord-Pas-de-Calais

Artois-Québec



Maurice LEROY
Office culturel d'Arras
61 Grand Place
62000 ARRAS
☎ Fax : 03 21 50 00 38
Courriel : maurice.leroy3@wanadoo.fr
Site : www.artoisquebec.com

Cambresis-Hainaut-Québec



Joëlle RAOULT
1 rue Fénelon Farez
59400 CAMBRAI
☎ 03 27 78 01 33
Courriel : franc.raout@club-internet.fr
Site : www.chquebec.fr

Côte-d'Opale-Québec



Nadine LEDET
83 rue Aristide Briand
62200 BOULOGNE-SUR-MER
☎ 03 21 31 57 40
Télécopie 03 21 92 71 44
Courriel : nadine.ledet@wanadoo.fr

Picardie

Aisne-Québec



Gérard PRETROT
41 Boulevard Raymond Poincaré
02200 SOISSONS
☎ 03 23 59 38 80
Courriel : gerard.pretrot@wanadoo.fr

Oise-Québec



Evelyne VESSEMENT
3 square de la Croix des
Veneurs
60300 SENLIS
☎ 03 44 32 14 07

Auvergne

Auvergne-Québec



Edith ANDRÉ
18 rue de la Tour d'Auvergne
63140 CHATEL GUYON
☎ 04 73 86 18 65
Courriel : chatel.andre@wanadoo.fr

Languedoc-Roussillon

Lozère-Québec



Chantal FOURNIER
Lotissement Les Bruguières
48500 LA CANOURGUE
☎ 06 84 18 43 76
Courriel : chantal.fournier14@wanadoo.fr

Montpellier-Hérault-Québec



Jean-Pierre GAUBERT
Aubaygues
34700 ST-ÉTIENNE-
DE-GOURGAS
☎ Fax : 04 67 44 62 69

Pyrénées Roussillon-Québec



Bernadette CROQUET
9 rue du Levant
66300 VILLEMOLAQUE
☎ Fax : 04 68 21 65 47
Site : http://perso.orange.fr/asso.prq

Lorraine

Lorraine-Québec



Michel SCHLUCK
75 rue de Toul
54230 MARON
☎ 06 30 61 25 24
Courriel : lorraine.quebec@wanadoo.fr
Site : http://lorrainequebec.free.fr

Champagne-Ardennes

Champagne-Québec



Noëlle BERTON
C.I.S. - Parc Léo Lagrange
51100 REIMS
☎ 03 26 40 51 78
(le mercredi de 19h à 20h)
Courriel : champagne.quebec@caramail.com

Langres-Montréal-Québec



Jean-Paul PIZELLE
Peigney
52200 LANGRES
☎ 03 25 87 15 91
Courriel : langres-montreal@orange.fr
Site : www.jeanne-mance.fr

Provence/Côte d'Azur

Allauch-Méditerranée-Québec



Antoine CROCE
78 avenue Jean Moulin
13190 ALLAUCH
☎ 06 76 78 47 84
Courriel : antoine.croce@wanadoo.fr
http://perso.wanadoo.fr/allauch-quebec

Côte-d'Azur-Pays Cannois-Québec



Catherine RIGAUDY
28 rue Louis Blanc
06400 CANNES
☎ 06 20 61 83 99
Fax : 04 93 38 74 80
Courriel : abtour-cannes@wanadoo.fr
Site : http://www.theleme.net/azurquebec

Riviera-Québec



Cécile BESNARD
41 Chemin de Sainte-Colombe
06800 CAGNES-SUR-MER
☎ 04 92 02 91 08

Terres-de-Provence-Québec



Janine GIRAUD-HÉRAUD
Saint-Canadet
13610 LE PUY-STE-RÉPARADE
☎ Fax : 04 42 61 97 74
(de 18 h. à 20 h. du lundi au vendredi).
Courriel : terprov-quebec@wanadoo.fr

Vaucluse-Québec



Gérard OLIVIER
382 rue Terradou
84200 CARPENTRAS
☎ : 09 50 93 84 85
Courriel : g.olivier.fq@free.fr
Site : www.vaucluse-quebec.org

Alsace

Alsace-Québec



Jean-Yves MARCHAL
17 rue de Lausanne
67000 STRASBOURG
☎ 06 61 92 56 50
(lundi au vendredi entre 18 et 20h)
Courriel : alsace_quebec@yahoo.fr
Site : www.alsacequebec.free.fr

Franche-Comté

Franche-Comté-Québec



Alain CHEVILLARD
4 bis rue Grenier
25000 BESANÇON
☎ 03 81 81 16 64
Permanence au Centre Pierre Mendès France
3 rue Beauregard - 25000 BESANÇON
Courriel : alain.chevillard@wanadoo.fr

Belfort-Québec



Anne-Marie POMMARD
Centre Culturel du Mont
26 Avenue du Château d'eau
90000 BELFORT
☎ 06 71 43 56 70
Fax : 03 81 95 18 40
Courriel : pommard.am@wanadoo.fr
Site : http://belfort-quebec.site.voila.fr

Bourgogne

Bourgogne-Québec



Georges PIERRE
28 bis rue Général Leclerc
71120 CHAROLLES
☎ Fax : 03 85 24 10 88
Courriel : bourgognequebec@free.fr

Rhône-Alpes

Ain-Québec



Marc MARTIN
Maison de la vie associative
2 boulevard Joliot Curie
01000 BOURG EN BRESSE
☎ 06 66 04 84 29 (Marc Martin)
ou 06 11 82 01 81 (Marie Rouxel)
Courriel : ainquebec@hotmail.fr

Alpes-Québec



François DUFOUR
14 Place Saint-Bruno
38000 GRENOBLE
☎ 06 80 15 26 94
Courriel : alpesquebec@hotmail.fr

Alpes-Léman-Québec



Lyse LAVALLÉE
66 rue du Tillet
boîte à lettres 303
73100 AIX LES BAINS
☎ 09 75 60 35 50
Courriel : alpeslemanquebec@free.fr
Site : http://alpeslemanquebec.free.fr

Lyon-Québec



Raymond SANCHEZ
33 rue Bossuet
69006 LYON
Permanence de 17h30 à 19h00,
les 2^e et 4^e jeudis du mois (sauf juillet et août) au
37 rue Bossuet - Lyon 6^e
☎ 06 32 67 48 34 (répondeur)
Site : www.lyon-quebec.fr

Dom-Tom

Guadeloupe-Québec



Joseph LEE - Section Blanchon
97122 BAIÉ-MAHAULT
☎ 05 90 26 13 11
Fax : 05 90 26 44 80
Courriel : leejsa@wanadoo.fr

Martinique-Québec



Frantz RÉMY
Résidence Grand Village 25 - Terreville
97233 SCHOELCHER
☎ 05 96 73 73 83 - 05 96 52 20 57
Fax : 05 96 70 09 75
Courriel : amdor.2000@wanadoo.fr

Guyane-Québec



Roland GERMAIN
PK7 Route de Rimire
Chemin Germain
Villa GELA 4
97354 REMIRE-MONTJOLY
☎ /Fax : 05 94 31 87 17
Courriel : guyanequebec.guyane@wanadoo.fr

Membres associés

Association des Amis de Gaston Miron

Sylvestre CLANCIER
6 rue François Miron
75004 PARIS
☎ 01 42 77 37 87 - Fax : 01 42 78 64 87
Courriel : penfrancals@aol.com

ADULF - Association des Diplômés de l'Université de Laval

Dany Girard
5, rue de la Cité Universitaire
75014 Paris
☎ 33 6 99 74 25 32

Association des Dubé du Grand-Ouest

ADGO - Philippe DUBÉ
90 avenue de Prioux
44380 PORNICHEZ
☎ /Fax 02 40 15 30 60

Association Européenne des Anciens d'HEC Montréal (AEAHEC)

Yann LECLERC
15 rue du Louvre
75001 PARIS

Association des Gagnon de France

Emile GAGNON
80 rue du val de l'Indre
37260 - Mons
Courriel : gagnon@wanadoo.fr

Association des Lieux de mémoire communs franco-québécois

Pierre-André WILTZER
Ministère des Affaires Étrangères
23 rue La Pérouse
75775 PARIS CEDEX 16
☎ : 01 43 17 63 05
Courriel : pierre-andre.wiltzer@diplomatie.gouv.fr

Comité d'Action Politique France-Québec (CAP-FQ)

Erwan KERYER
15 rue Daubenton
75015 PARIS

Comité Chomedey de Maisonneuve

Jacques COUSIN
Centre Culturel Maisonneuve
10190 Neuville-sur-Vanne
☎ / Fax : 03 25 40 68 33
Courriel : comite.maisonneuve@wanadoo.fr

Karukera-Québec

Christian JOSEPH
13 rue des Roses - Le Raizet
97139 LES ABYMES
☎ : 05 90 95 65 41
Courriel : ch.joseph@wanadoo.fr



Vous voulez vendre à Paris et acheter à Québec



Vos guides :

Huguette Hatin
Century 21 Tremblant
au Québec
www.chaletdunord.com
Hhatin@chaletdunord.com

Nathalie Naccache
Century 21 Fortis Immo
Paris tél : 01 44 54 12 00
info@century21-
fortisimmo.com

Denis Jean
Century 21 Nation
Paris tél : 01 43 45 42 02
nation@century21France.fr

Le Québec en France

Le meilleur du Québec !

Reportages, tourisme, gastronomie...
et une boutique de plus de 120
produits originaux à savourer
exclusivement sur kanata.fr !



Soyez les bienvenus...

Québec
10 %
Je me souviens

Dites "Je me souviens" lors de votre
première commande et bénéficiez de
10% de réduction !



*Découvrez...
Magasinez...
Goûtez...*

<http://www.kanata.fr>

Hébergement Camille

Programme d'hébergement en milieu familial « chez l'habitant ». Familles disponibles dans plusieurs régions du Québec. Hébergement à prix modique. Accueil chaleureux, cordial et convivial, rencontre d'un peuple nord-américain différent par sa culture. Contacts nombreux, intéressants et profitables. Billets d'avion à des prix compétitifs et service de location de voitures.

Pour information : Madame Camille Babin, Voyage et Hébergement Camille, 6832, avenue Somerled, Montréal, (Québec) H4V 1T8.

Tél. (514) 484-3132. Fax : (514) 484-4522 - Courriel : camille.babin@sympatico.ca

France Québec MAGAZINE Abonnement

Quatre numéros
pour **30 €**
seulement

à renvoyer avec votre règlement sous enveloppe affranchie à ÉDITIONS FRANCE-QUÉBEC - 75, rue de Lourmel - 75015 PARIS

OUI
je m'abonne

Mme Melle M.

NOM _____

PRÉNOM _____


ADRESSE _____

CP [] [] [] [] [] [] VILLE _____

je choisis
mon abonnement

30 euros pour quatre numéros

55 euros pour huit numéros

22 euros en bénéficiant de la réduction réservée aux adhérents du réseau  . J'adhère à l'association.....

je joins
mon règlement

par chèque bancaire

par chèque postal

à l'ordre de : Éditions France-Québec

Date : _____

Signature : _____

soit **22 €**

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données que vous avez transmises.





PLANET'BISON



*Importateur et distributeur
d'une large gamme
de produits alimentaires
Canadiens*

Produits du bison, de la canneberge, de l'érable,
apéritifs et bières du Québec . . .

"A découvrir sur www.planetbison.fr"

PLANET'BISON «La Marquise» - 70180 DAMPIERRE-SUR-SALON

☎ 03 84 67 05 67 - 06 72 86 59 59 - <http://www.planetbison.fr>

PROMÉTOUR

L'Agence Partenaire de
France-Québec



TARIFS SPÉCIAUX

Demande de devis

Tel : 01-55-78-22-55 Courriel : infos@prometour.com

Québec

Aventure dans la capitale du romantisme



FOURNISSEUR D'ÉMOTIONS DEPUIS 1534

Cet hiver, le Québec vous invite à faire le plein de grand air et d'énergie et à prendre l'accent québécois: un accent aigu pour le bonheur, jamais grave, un accent accueillant, avec la joie au coin des lèvres et un sourire au coin des yeux.

Tous les détails sur
bonjourquebec.com/capsurlest

QUÉBEC

UNE VILLE UNIQUE EN AMÉRIQUE

Québec, seule ville fortifiée au nord du Mexique, a su apprivoiser l'hiver et en façonner les plaisirs. Elle aime recevoir comme elle seule sait le faire: avec chaleur et intensité. Pour un séjour en ville ou en plein air, mettez le cap sur la région de Québec!

PARIS-QUÉBEC
VOLS DIRECTS

 **air transat**
Destination Canada

À partir de
595 €

TTC* A/R
par personne

* Valide pour certaines dates uniquement. Certaines conditions s'appliquent.


Canada
il vous reste tant
à découvrir

 **Québec**
Ville et région

Québec 
bonjourquebec.com/capsurlest